

Université du Québec
INRS - Urbanisation, Culture et Société

Les immigrants russophones à Montréal, une ou plusieurs communautés ?
Étude exploratoire

par
Amélie Billette

Mémoire présenté
pour l'obtention
du grade de Maître ès arts (M.Sc.)
en Études urbaines
(programme offert conjointement par l'INRS-UCS et l'UQAM)

Jury d'évaluation

Examineur externe

Deirdre Meintel
Anthropologie
Université de Montréal

Examineur interne

Sylvie Paré
Études urbaines
Université du Québec à Montréal

Directeur de recherche

Annick Germain
Études urbaines
INRS-Urbanisation, Culture et Société

Résumé

Dans le contexte des phénomènes migratoires, la métropole québécoise devient une terre d'accueil pour un grand nombre de nouveaux arrivants d'origines des plus diverses. Étrangers dans la ville, les immigrants ont tendance à se regrouper et à former une communauté afin d'accélérer et de faciliter l'adaptation à leur nouvel environnement. La communauté ethnique se constitue selon des formes variées. La présente recherche s'attarde à quatre dimensions de ce qui, au départ, pouvait être présumé comme une « communauté ethnique » : institutionnelle, territoriale, relationnelle et symbolique.

Plus concrètement, la recherche s'intéresse aux Russophones issus de la dernière vague d'immigration en provenance des quinze États post-soviétiques. Forment-ils une seule communauté? Un portrait historique des différentes vagues d'immigration en provenance de l'ex-URSS ainsi qu'un profil sociodémographique ont été dressés, afin de mettre en perspective et de bien cerner les caractéristiques de cette dernière vague d'immigrants. Par la suite, le gros de la recherche a exploré la vie associative mise sur pied par des représentants de la dernière vague. Les associations de différents types ont été sélectionnées, à la fois culturel, récréatif, religieux, d'aide aux immigrants et virtuel. Nous avons examiné ces associations sous plusieurs angles : leur processus d'établissement, leurs objectifs et activités, le profil de leurs membres, les relations entretenues avec les autres associations russophones récentes ou plus anciennes et leur localisation dans le territoire urbain. Après avoir retracé l'histoire de chacune, nous avons interrogé plus en détails les représentants de ces institutions et organismes sur leur perception de la présumée communauté russophone. S'ajoutent à cette série d'entrevues semi-dirigées, des séances d'observation et la consultation des ressources médiatiques et virtuelles russophones.

Nos résultats suggèrent l'existence d'une communauté ethnique chez cette population mais sous une forme non institutionnelle, hétérolocale, informelle et symbolique. Nous avons observé que la dimension imaginée est prééminente au sein de la communauté. Cet aspect atteste du caractère dynamique, construit et négocié propre à une communauté ethnique.

D'autre part, même si le contingent récent représente un large éventail d'origines ethniques, nous pensons, au terme de notre analyse, qu'il existe une communauté russophone qui

englobe l'ensemble de ces immigrants au-delà des différences nationales, ethniques, culturelles, territoriales ou religieuses de cette population. Même si ces immigrants russophones ont conservé une appartenance ethnique locale, ils ont avant tout préservé leur lien identitaire avec l'ancien monde soviétique. Cette dernière identification, russophone, est celle sur laquelle nous nous basons pour affirmer qu'il existe une communauté ethnique d'immigrants d'ex-URSS.

Mots clés : Communauté ethnique, association, immigration, population russophone, ex-URSS, Montréal.

Étudiante

Directeur de recherche

Remerciements

Bien des personnes m'ont aidée dans ce grand voyage qu'est la réalisation d'un mémoire de maîtrise.

Je tiens à remercier tout spécialement ma directrice de recherche, Annick Germain, pour sa clarté d'esprit et sa vive curiosité qui m'ont stimulée durant toutes les étapes du travail. Elle a si bien partagé sa passion pour la recherche. Je lui exprime aussi ma reconnaissance pour toutes les opportunités qu'elle m'a offertes et qui ont transformé mon passage à la maîtrise en une expérience féconde et marquante d'un point de vue intellectuel.

Par ailleurs, ce mémoire doit beaucoup à toutes les personnes qui ont accepté avec générosité de partager leurs idées lors d'entretiens. Leur appui et leur enthousiasme m'ont convaincue de la pertinence de mon travail. Всем, огромное спасибо! J'exprime ma reconnaissance également à Ludmila Proujanskaïa et Nevena Mitropolitska pour l'intérêt significatif qu'elles ont accordé à cette recherche et pour les échanges fructueux qui ont su m'éclairer.

De plus, j'ai été choyée de travailler au quotidien dans un environnement aussi propice que celui de l'INRS-UCS. Merci à tout le personnel qui en fait un lieu unique dans le milieu universitaire montréalais. Aussi, le soutien financier accordé par le centre Immigration et Métropoles a été bien apprécié et particulièrement l'implication de ses partenaires. En effet, j'ai pu bénéficier de l'aide de Joaquina Pirès de la ville de Montréal, de Lyn Fleury, Louise Gagné et Gisèle Ste-Marie du Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration.

Je tiens également à remercier mon comité de lecteurs personnalisé, soit Rémy Rouillard, pour ses bonnes suggestions de lecture et sa compréhension, Maude Deslauriers-Talbot, pour ses judicieux conseils méthodologiques, Marie-Catherine Barry pour sa relecture professionnelle et finalement, mon père pour l'importance qu'il accorda à cette tâche et pour son appui indéfectible.

Enfin, merci à Sergueï pour avoir joué le rôle de « cobaye », celui de collaborateur et surtout pour m'avoir démontré une confiance sans faille tout au long de ce mémoire.

Table des matières

| | |
|---|------|
| Résumé..... | iii |
| Remerciements..... | v |
| Table des matières..... | vii |
| Liste des cartes..... | xi |
| Liste des figures..... | xi |
| Liste des tableaux..... | xiii |
| Itinéraire de recherche..... | 1 |
| | |
| Chapitre 1 Les bases théoriques et méthodologiques..... | 4 |
| 1.1 Communauté ethnique : quelques apports conceptuels..... | 6 |
| 1.1.1 Qu'est-ce que l'ethnicité?..... | 6 |
| 1.1.1.1 Frontières ethniques..... | 8 |
| 1.1.1.2 Contenu ethnique..... | 9 |
| 1.1.2 Communauté ethnique..... | 10 |
| 1.2 Question de recherche..... | 14 |
| 1.3 Objectifs de recherche..... | 16 |
| 1.3.1 Dimension institutionnelle..... | 16 |
| 1.3.2 Dimension territoriale..... | 16 |
| 1.3.3 Dimension relationnelle..... | 17 |
| 1.3.4 Dimension symbolique..... | 17 |
| 1.4 Cadre méthodologique..... | 17 |
| 1.4.1 Ressources électroniques..... | 19 |
| 1.4.2 Description de l'échantillon..... | 22 |
| 1.4.3 Grille d'entretien..... | 25 |
| 1.4.4 Limites..... | 26 |
| | |
| Chapitre 2 Portrait historique..... | 28 |
| 2.1 Quatre vagues d'émigration..... | 28 |
| 2.2 Présence russophone en Amérique du Nord..... | 31 |
| 2.3 Présence russophone au Canada..... | 33 |
| 2.4 Présence russophone à Montréal..... | 35 |

| | | |
|------------|---|----|
| Chapitre 3 | Portrait statistique..... | 39 |
| | 3.1 Au Canada..... | 40 |
| | 3.1.1 Diversification des pays de naissance..... | 41 |
| | 3.1.2 Dans les métropoles..... | 45 |
| | 3.1.3 L'origine ethnique..... | 49 |
| | 3.1.3.1 Réponse unique ou multiple..... | 51 |
| | 3.1.3.2 État matrimonial..... | 52 |
| | 3.1.3.3 Langue parlée à la maison..... | 52 |
| | 3.1.3.4 Pays de naissance..... | 53 |
| | 3.1.3.5 Appartenance religieuse..... | 55 |
| | 3.1.3.6 Minorités visibles..... | 56 |
| | 3.1.4 Conclusion..... | 56 |
| | 3.2 Au Québec..... | 57 |
| | 3.2.1 Effectif..... | 58 |
| | 3.2.2 Sexe..... | 60 |
| | 3.2.3 Âge..... | 63 |
| | 3.2.4 Catégorie d'immigrants..... | 64 |
| | 3.2.5 Langue maternelle..... | 67 |
| | 3.2.6 Connaissance des langues officielles..... | 70 |
| | 3.2.7 Niveau de scolarité..... | 72 |
| | 3.2.8 Emploi..... | 74 |
| | 3.2.9 Conclusion..... | 77 |
| | 3.3 Distribution spatiale..... | 77 |
| | 3.3.1 Distribution résidentielle : RMR..... | 79 |
| | 3.3.2 Distribution résidentielle : Arrondissements montréalais..... | 80 |
| | 3.3.3 Distribution commerciale et institutionnelle..... | 83 |
| | 3.3.4 Conclusion..... | 86 |
| Chapitre 4 | Portrait factuel de la vie associative russophone..... | 88 |
| | 4.1 Moment de la fondation..... | 92 |
| | 4.2 Statut légal..... | 92 |
| | 4.3 Mode de constitution et de fonctionnement..... | 93 |
| | 4.4 Sources de financement..... | 94 |
| | 4.4.1 Subventions des instances publiques..... | 94 |

| | |
|---|-----|
| 4.4.2 Fonds privés..... | 95 |
| 4.4.3 Cotisation et dons..... | 95 |
| 4.4.4 Autofinancement..... | 96 |
| 4.4.5 Bénévolat..... | 96 |
| 4.5 Les membres..... | 96 |
| 4.5.1 Associations virtuelles..... | 97 |
| 4.5.2 Associations d'aide aux immigrants russophones..... | 98 |
| 4.5.3 Entreprises privées..... | 99 |
| 4.5.4 Association religieuse..... | 100 |
| 4.5.5 Association culturelle et récréative..... | 100 |
| 4.6 Raisons d'être des associations..... | 101 |
| 4.6.1 Motifs..... | 101 |
| 4.6.1.1 Insuffisance dans la structure associative..... | 101 |
| 4.6.1.2 Réponse à une demande..... | 102 |
| 4.6.1.3 Lacunes dans les services publics..... | 103 |
| 4.6.1.4 Capacité médiatrice..... | 104 |
| 4.6.1.5 Reconnaissance et partage culturel..... | 105 |
| 4.6.1.6 Conservation et transmission culturelle..... | 105 |
| 4.6.1.7 Influence d'autres associations ethniques..... | 105 |
| 4.6.1.8 Discrimination antérieure..... | 106 |
| 4.6.1.9 Raisons et ambitions personnelles..... | 106 |
| 4.6.1.10 Conclusion..... | 107 |
| 4.6.2 Objectifs et activités..... | 107 |
| 4.6.2.1 Bâtir une communauté..... | 108 |
| 4.6.2.2 Aide à l'établissement..... | 109 |
| 4.6.2.3 Sauvegarde culturelle..... | 111 |
| 4.6.2.4 Conclusion..... | 114 |
| 4.6.3 Fonctions..... | 114 |
| 4.6.3.1 Fonctions directes..... | 114 |
| 4.6.3.2 Fonctions indirectes..... | 114 |
| 4.6.3.3 Conclusion..... | 116 |
| 4.7 Localisation des associations..... | 116 |
| 4.7.1 Propriétaires/locataires..... | 117 |
| 4.7.1.1 Entreprises privées..... | 117 |

| | | |
|------------|---|-----|
| 4.7.1.2 | Lieu de culte..... | 118 |
| 4.7.1.3 | Associations..... | 119 |
| 4.7.2 | Les sans locaux fixes..... | 119 |
| 4.7.3 | Conclusion..... | 120 |
| 4.8 | Réseau intégré ou segmenté?..... | 121 |
| 4.8.1 | Perception et relations avec les associations anciennes..... | 121 |
| 4.8.1.1 | Conceptions divergentes du pays natal et différences culturelles..... | 121 |
| 4.8.1.2 | Passer au-delà des différences..... | 122 |
| 4.8.2 | Perception et relations avec les associations récentes..... | 124 |
| 4.8.2.1 | Divisions au sein de la quatrième vague..... | 124 |
| 4.8.2.2 | Union, collaboration et relations fragmentées..... | 128 |
| 4.8.3 | Réseaux avec les services formels..... | 130 |
| 4.8.4 | Conclusion..... | 131 |
| 4.9 | Vision de l'intégration des Russophones..... | 132 |
| 4.9.1 | Conclusion..... | 134 |
| Chapitre 5 | Une ou des communautés?..... | 135 |
| 5.1 | Aucune communauté..... | 135 |
| 5.2 | Une communauté russophone unique..... | 141 |
| 5.3 | Communauté russophone imaginée..... | 144 |
| 5.4 | Rôle de l'origine ethnique..... | 147 |
| | Conclusion générale..... | 151 |
| | Liste des références..... | 157 |

Liste des cartes

| | |
|--|----|
| Carte 1 - L'éclatement de l'Union soviétique (1991)..... | 2 |
| Carte 2 - Population immigrée née dans les États de l'ex-URSS recensée en 2001, Montréal (par arrondissements), Laval, Longueuil..... | 83 |
| Carte 3 - Localisation des institutions et des commerces russophones, Montréal (par arrondissements) et Laval, 2004..... | 85 |

Liste des figures

| | |
|---|----|
| Figure 1 - L'ensemble des immigrants d'ex-URSS selon le pays de naissance établis au Canada jusqu'en 2001..... | 42 |
| Figure 2 - Immigrants nés dans les pays baltes selon la période d'immigration au Canada, 2001..... | 43 |
| Figure 3 - Immigrants nés en Russie et en Ukraine selon la période d'immigration pour le Canada, 2001..... | 44 |
| Figure 4 - Immigrants d'ex-URSS par pays de naissance selon la période d'immigration au Canada, 2001..... | 45 |
| Figure 5 - Immigrants nés en ex-URSS, arrivés au Canada avant 1961, distribués par métropoles, 2001..... | 46 |
| Figure 6 - Immigrants nés en ex-URSS, arrivés au Canada entre 1991 et 2001, distribués par métropoles, 2001..... | 46 |
| Figure 7 - Immigrants d'ex-URSS, selon le pays de naissance, résidant dans l'une des trois métropoles canadiennes : Toronto, Montréal, Vancouver, jusqu'en 2001..... | 47 |
| Figure 8 - Distribution des immigrants d'ex-URSS selon leur pays de naissance dans les métropoles canadiennes, jusqu'en 2001..... | 48 |
| Figure 9 - Origines ethniques (russe, ukrainien, arménien, letton) selon les réponses uniques ou multiples, 2001..... | 50 |
| Figure 10 - Origines ethniques (estonien, lituanien, azerbaïdjanais, géorgien, tatare) selon les réponses uniques ou multiples, 2001..... | 50 |
| Figure 11 - Population d'origine ethnique russe (réponses unique et multiple) selon la langue parlée le plus souvent à la maison, Montréal, 2001..... | 53 |

| | |
|---|----|
| Figure 12 - Population d'origine ethnique ukrainienne (réponses unique et multiple) selon la langue parlée le plus souvent à la maison, Montréal, 2001..... | 53 |
| Figure 13 - Population d'origine ethnique russe (réponse unique) par pays de naissance, Montréal, 2001..... | 54 |
| Figure 14 - Population d'origine ethnique ukrainienne (réponse unique) par pays de naissance, Montréal, 2001..... | 54 |
| Figure 15 - Population d'origine russe selon la religion, Montréal, 2001..... | 55 |
| Figure 16 - Population d'origine ukrainienne selon la religion, Montréal, 2001..... | 56 |
| Figure 17 - Immigrants d'ex-URSS admis au Québec selon le pays de naissance, 1991-1995..... | 60 |
| Figure 18 - Immigrants d'ex-URSS admis au Québec selon le pays de naissance, 1996-2001..... | 60 |
| Figure 19 - Immigrants d'ex-URSS par pays de naissance admis au Québec selon le sexe, 1991-2001..... | 62 |
| Figure 20 - Immigrants d'ex-URSS par catégories d'admission au Québec, 1991-1995..... | 65 |
| Figure 21 - Immigrants d'ex-URSS par catégories d'admission au Québec, 1996-2001..... | 65 |
| Figure 22 - Immigrants nés en ex-URSS admis au Québec selon la langue maternelle, 1991 - 2001..... | 68 |
| Figure 23 - Immigrants d'ex-URSS admis au Québec par pays de naissance selon leurs langues maternelles, 1991-2001..... | 69 |
| Figure 24 - Immigrants nés en ex-URSS admis au Québec selon leur connaissance des langues officielles, 1991-2001..... | 71 |
| Figure 25 - Immigrants d'ex-URSS âgés de 15 ans et plus admis au Québec selon le niveau de scolarité, 1991-2001..... | 73 |
| Figure 26 - Immigrants actifs d'ex-URSS admis au Québec par pays de naissance, 1991-2001..... | 75 |
| Figure 27 - Distribution spatiale des immigrants d'ex-URSS par arrondissement pour Montréal, 2001..... | 80 |

Liste des tableaux

| | |
|---|----|
| Tableau 1 - Immigrants d'ex-URSS admis au Québec selon le pays de naissance, 1991-2001..... | 59 |
| Tableau 2 - Proportion des immigrants d'ex-URSS par pays de naissance admis au Québec selon le sexe, 1991-2001..... | 61 |
| Tableau 3 - Immigrants d'ex-URSS par régions de naissance admis au Québec selon le groupe d'âge, 1991-2001..... | 63 |
| Tableau 4 - Proportion des immigrants de certains pays d'ex-URSS admis au Québec par groupe d'âge, 1991-2001..... | 76 |

Itinéraire de recherche

Suite à plusieurs séjours en Russie et dans des ex-républiques soviétiques, le premier réflexe en m'installant à Montréal fut de rechercher les Russophones, de fréquenter leurs commerces et institutions et de repérer leurs activités. En effet, ces immigrants sont de plus en plus visibles dans le paysage urbain de la métropole. Des restaurants, librairies et épiceries russophones ouvrent leurs portes aux environs du boulevard Décarie et du chemin Queen Mary, plusieurs publications hebdomadaires ou bi-mensuelles en cyrillique occupent les présentoirs de ces commerces et la langue de Pouchkine est entendue couramment aux alentours des métros Snowdon, Côte-Sainte-Catherine et Côte-des-Neiges.

Au fur et à mesure des découvertes, j'ai été étonnée par la diversité ethnique de la plus récente vague d'immigration et par son dynamisme, que ce soit sur le plan associatif, commercial, artistique ou médiatique. En plus, grâce aux nombreux sites et forums de discussion russophones montréalais accessibles sur l'Internet, je me suis rendue compte que ces nouveaux arrivants réussissaient à former des réseaux de sociabilité et d'entraide efficaces. Ces différentes observations préliminaires, ainsi que l'arrivée de mon mari en terre canadienne, lui-même immigrant en provenance d'une ex-république soviétique, développèrent chez moi une curiosité envers cette récente vague post-soviétique.

Par la suite, j'ai recherché le plus de renseignements possibles au sujet de cette population immigrante arrivée depuis la chute du régime soviétique. Bien vite, j'ai pris conscience que peu de choses avaient été écrites à ce propos¹.

Par ailleurs, le centre de recherche interuniversitaire Immigration et métropoles et ses partenaires, notamment la ville de Montréal et le Ministère des relations avec les citoyens et de l'Immigration (MRCI), démontrèrent un intérêt pour ces nouveaux acteurs de la scène montréalaise, ce qui confirma mon choix de me pencher sur ce groupe d'immigrants pour la réalisation d'un mémoire de maîtrise.

Pour ce travail, j'ai choisi de m'intéresser à la forme communautaire adoptée par l'ensemble des arrivants d'ex-URSS installés dans la métropole québécoise au cours de la dernière décennie. Ces immigrants proviennent donc de l'une des 15 anciennes républiques d'Union

¹ Mentionnons tout de même l'excellent travail de maîtrise de Danièle Boudreau (1998) et les articles de Ludmila Proujanskaïa (1998, 2002a, 2002b).

soviétique : des pays baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie), des ex-républiques d'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan, Turkménistan, Ouzbékistan), du Caucase (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie) ou encore des ex-républiques de l'Europe orientale (Russie, Ukraine, Biélorussie, Moldavie). Voici une carte qui permet de visualiser la situation géographique de ces pays récemment constitués :

Carte1 – L'éclatement de l'Union soviétique (1991)



Source : Atlas historique en ligne,

<http://www.atlas-historique.net/1989-aujourd'hui/cartes/ExUrss.html>

Le questionnement qui a guidé cette recherche porte sur la formation communautaire et associative de la population en provenance de l'ensemble de ce territoire, soit l'ex-URSS. Est-ce que ces immigrants en terre étrangère constituent une communauté ou au contraire, se divisent-ils en plusieurs communautés selon des origines ethnonationales ou autres?

Dès le début de cette étude, j'ai qualifié de russophone(s) cette ou ces éventuelle(s) communauté(s), ainsi que la population immigrante en jeu. Le sens de l'expression « russophone » a évolué tout au long de cette recherche. Au commencement, j'ai choisi ce terme en référence au sens commun, car il semblait adéquat pour nommer l'ensemble des immigrants en provenance d'ex-URSS. Sans connaître précisément la signification de ce terme, je l'ai sélectionné principalement selon une perspective linguistique ; la population d'ex-URSS maîtrise la langue russe, ces personnes sont donc des « Russophones ». Au terme de ce travail, nous espérons déterminer si le terme « russophone » est toujours adéquat pour désigner la forme communautaire des immigrants d'ex-URSS installés à Montréal.

Cette étude exploratoire vise à saisir cette ou ces communautés russophones selon plusieurs dimensions : institutionnelle, relationnelle, spatiale et symbolique. Le premier chapitre introduit les bases théoriques et méthodologiques reliées à la réalisation de ce projet de recherche. Le chapitre 2 replace cette dernière vague d'immigrants russophones dans un contexte historique, alors que le chapitre 3 dresse un profil statistique de ces contingents récents à partir de données sociodémographiques et spatiales. Le chapitre 4 trace un portrait factuel de la vie associative russophone, tandis que le chapitre suivant, plus analytique, permet de répondre au questionnement initial autour de l'existence d'une ou de plusieurs communautés. Finalement, une synthèse de l'ensemble de l'analyse des renseignements recueillis sur les immigrants russophones à Montréal constitue la conclusion.

Chapitre 1

Les bases théoriques et méthodologiques

Ce chapitre consiste essentiellement à présenter les bases conceptuelles et le cadre méthodologique guidant cette étude.

Le phénomène social auquel nous nous intéressons dans cette recherche concerne un groupe d'immigrants nouvellement établis dans la région métropolitaine montréalaise. Le lien entre les grandes villes et l'immigration est étroit. D'une part, on ne peut vouloir examiner une métropole sans accorder au phénomène d'immigration une place prépondérante. D'autre part, l'immigration est un phénomène fondamentalement urbain, l'essence même de la ville cosmopolite.

Au tournant du 20^e siècle, les chercheurs de l'école de Chicago associaient le thème de la ville à celui de l'immigration. En effet, tout le Chicago de l'époque devait s'ajuster à l'arrivée massive d'immigrants essentiellement européens. L'assimilation des cohortes immigrantes à la vie américaine demeurait une préoccupation centrale dans les travaux de recherche de l'école de Chicago (Coulon, 1992 : 23). Étudier cette métropole en effervescence signifiait analyser l'insertion urbaine d'une population immigrante grandissante.

Au même moment, les capitales européennes bouillonnaient d'activités et de nombreux philosophes et sociologues se penchaient sur l'avènement de la société moderne. Pour le berlinois Georg Simmel, qui inspira l'école de Chicago, la métropole, dans toute sa diversité, devient le lieu de naissance de l'individu moderne et le lieu où les fondements du lien social sont réaménagés (Germain, 1998 : 2).

D'après Simmel, le citadin, contrairement au rural, doit s'adapter à une hausse des sollicitations qui s'adressent à lui, ce qui le pousse à opter pour un nouveau mode de vie. Face aux multiples stimuli projetés par l'environnement urbain, l'habitant de la métropole adopte une disposition mentale qui lui permet de se protéger « [...] contre le déracinement dont le menacent les courants divergents de son milieu externe [...] » (Simmel, 1979©1903 : 63). Cette attitude *blasée*, selon le terme utilisé par Simmel, produit une distance entre les citadins afin de maintenir un espace, un équilibre interne et une intimité vitale à l'individu.

Cette réserve « [...] finit souvent, [...], par nourrir une certaine superficialité dans les rapports entre citoyens » (Germain, 1998 : 3) ou du moins, une forme d'indifférence.

La métropole moderne entraîne donc de nouveaux types de rapports à autrui. En effet, les centres urbains contemporains sont des lieux privilégiés d'implantation de l'immigration internationale et mettent donc en interaction une foule d'inconnus. L'environnement urbain se compose d'étrangers qui ne font pas partie de l'univers familier, comme c'était le cas dans la société traditionnelle. La combinaison de proximité et de distance (Simmel, 1908) se trouve au cœur de la relation à l'Autre et est particulièrement présente dans les interférences sociales des grandes villes. La dialectique proximité/distance caractérise le rapport à l'étranger, où celui-ci « est proche de nous pour autant que nous sommes semblables, nous et lui : par la nationalité, le statut, la profession ou par l'appartenance à la nature humaine en général. Mais il est loin de nous pour autant que ces similitudes nous dépassent, lui et nous, et ne nous rapprochent que parce qu'elles rapprochent un grand nombre » (Simmel, 1979©1908 : 57).

Grâce à l'école de Chicago et à Simmel, on s'aperçoit du lien profond entre immigration et ville. Dans le cas présent, nous nous intéresserons à l'arrivée d'un groupe d'étrangers dans un contexte urbain nouveau et à la façon dont ces arrivants constitueront ou non une communauté ethnique. Dans cette première section, nous allons délimiter ce que nous entendons par l'expression « communauté ethnique », à partir de la littérature prolifique sur le sujet.

1.1 Communauté ethnique : quelques apports conceptuels

Commençons par définir la notion d'ethnicité, puis celle de communauté ethnique ce qui nous permettra par la suite d'élaborer une question de recherche et d'établir des objectifs.

1.1.1 Qu'est-ce que l'ethnicité ?

L'ethnicité a plusieurs significations. Dans le sens commun, un groupe ethnique représente des individus partageant une langue, un contenu culturel et des origines communes. Le petit Robert (2003) donne la définition suivante d'une ethnie : « Ensemble d'individus que rapprochent un certain nombre de caractères de civilisation, notamment la communauté de

langue et de culture ». Ces deux façons de percevoir l'ethnicité mettent l'accent sur la mise en commun de certains traits culturels. D'autre part, la notion d'ethnicité est souvent réduite à des attributs purement biologiques, dont l'individu n'est nullement responsable. Voici les propos de Liah Greenfeld recueillis par un quotidien montréalais qui résument bien la manière dont est conçue l'ethnicité dans la société nord-américaine contemporaine :

Dans la dernière moitié du 19^e siècle, la signification culturelle de l'ethnicité se transforma [...]. En général, l'ethnicité n'est rien de plus qu'un terme parapluie rassemblant des caractéristiques ascriptives, c'est-à-dire indépendantes de la volonté individuelle et déterminées plutôt par le hasard de la naissance [...]. (*Le Devoir*, 2004/11/22)

Par ailleurs, dans les sciences sociales, l'utilisation abusive de ce terme en fait un concept flou et mal circonscrit. Définir l'ethnicité ne semble pas une tâche facile. Pourtant, les chercheurs s'accordent pour concevoir cette notion selon une perspective dynamique de construction et de représentation sociale. Danielle Juteau résume bien ce consensus: « On ne naît pas ethnique, on le devient » (1999 : 87). Cette approche se détache donc d'une optique naturaliste et essentialiste de l'ethnicité, où le groupe ethnique correspond à une unité culturelle et biologique immuable. Certes, comme le mentionnait Marco Martiniello : « l'ethnicité implique [...] des critères de type physique ou culturel. Toutefois, ils sont considérés comme des constructions sociales et politiques et absolument pas comme des réalités naturelles et intangibles » (1995 :19).

Dans la société contemporaine, plusieurs phénomènes sociaux nous rappellent la place considérable occupée par l'ethnicité. Dans bien des cas, l'ethnicité, comme catégorie identitaire, a éclipsé l'utilisation d'autres catégories comme la classe sociale ou la race. Les conflits et le nationalisme ethniques ainsi que l'immigration internationale, en tant que moteur de production de groupes ethniques en sont de bons exemples. Cette réalité soulève la nécessité d'adopter un modèle d'ethnicité qui tienne compte de la fluidité et du caractère dynamique de l'identification, de l'organisation et de l'action ethnique (Nagel, 1994). Un modèle qui mette de l'avant le caractère construit de l'ethnicité et l'aspect négocié de l'identification ethnique des individus et des groupes. Ce modèle comprend deux dimensions de l'ethnicité : les frontières ethniques et la culture ethnique.

1.1.1.1 Frontières ethniques

La théorie des frontières ethniques nous permet de clarifier en quoi l'ethnicité est une construction et non pas une identité héritée ou intangible. Cette théorie a été développée par Fredrik Barth (1969). Les travaux de l'anthropologue norvégien marquent le début d'une réorientation dans le champ d'étude sur l'ethnicité. En effet, à partir de ce moment, analyser l'ethnicité ne signifie plus s'intéresser exclusivement au contenu culturel d'un groupe ethnique, mais à sa dimension structurelle et organisationnelle.

La théorie des frontières propose donc de considérer le contenant, le vaisseau selon la métaphore utilisée par F. Barth (1969), plutôt que le contenu de l'ethnicité. C'est-à-dire qu'il faut davantage se préoccuper des processus d'établissement et de maintien des frontières ethniques. Ces frontières sont tracées par les individus ou les groupes à l'aide de marqueurs symboliques délimitant leur propre groupe ethnique par rapport aux autres. À travers l'interaction sociale, l'appartenance ethnique est continuellement négociée et permet à l'individu ou au groupe de s'auto-déterminer et de déterminer l'Autre comme membre de son groupe ou pas. Pour ce théoricien, le groupe ethnique est « un ensemble de membres qui s'identifient et sont identifiés par les autres comme constituant une catégorie que l'on peut distinguer des autres catégories de même ordre » (Barth, 1995©1969 : 206). Par contre, on reproche à la théorie des frontières de ne pas prendre suffisamment en compte l'influence des contraintes extérieures, du contexte général.

La constitution des frontières ethniques implique des forces internes et externes. En effet, Joane Nagel indique que les frontières ethniques sont négociées avec des forces extérieures et que la notion d'ethnicité ne peut se résumer simplement à un choix libre et personnel de l'individu ou du groupe : « As the individual (or group) moves through daily life, ethnicity can change according to variations in the situation and the audiences encountered » (1994 :154). Et donc, la construction de l'identification ethnique est influencée par le contexte général, soit le rôle de l'État ou d'autres phénomènes sociaux. Ces derniers ont le pouvoir d'imposer ou d'attiser une identité ethnique, ou encore d'influencer la mobilisation d'un groupe ethnique.

Prenons le cas de la discrimination et de la répression à titre d'exemple. Ces deux phénomènes sociaux peuvent renforcer le sentiment ethnique, comme ce fut le cas pour les

Juifs des grandes villes américaines au moment de la Première Guerre mondiale. Cette situation est décrite par Louis Wirth (1925) lors de sa fameuse étude sur les ghettos urbains. Les forces unificatrices de la communauté juive semblaient s'essouffler au début du 20^e siècle aux États-Unis et ce, en partie en raison de l'assimilation de ces immigrants. Au moment des conflits européens et de la réminiscence de l'antisémitisme, le mouvement nationaliste se réactiva chez les Juifs américains et permit la création d'une communauté ethnique unifiée ainsi que la réanimation d'une identité juive en perte de croissance : « La réapparition des préjugés a eu pour effet de stimuler la conscience de groupe et de renforcer la solidarité dans des proportions considérables » (Wirth, 1980©1925 : 285). En somme, la montée d'une conscience ethnique et la mobilisation des Juifs américains sont intrinsèquement liées aux contraintes imposées par des forces discriminatoires et répressives venant de l'extérieur. Cet exemple montre que les forces politiques et sociales ont donc un rôle non négligeable dans le jeu identitaire et doivent être pris en compte dans la structuration des frontières ethniques.

1.1.1.2 Culture ethnique

S'intéresser à l'ethnicité par le biais des frontières ethniques signifie l'exploration de la structure et la façon dont sont créées les identités ethniques. Toutefois, nous devons également nous intéresser à la signification et au contenu de l'ethnicité. D'après J. Nagel (1994), la culture et l'histoire sont les deux substances de l'ethnicité. Voyons un peu comment les communautés ethniques utilisent ces deux composantes « to create common meanings, to build solidarity, and to launch social movements » (Nagel, 1994 : 161).

À l'instar des frontières ethniques, la culture est une construction sociale, un système de représentation collective (Breton, 1992), où agissent les individus, les groupes et la société. J. Nagel (1994) distingue les deux facettes de l'ethnicité, les frontières ethniques et la culture. D'une part, les frontières répondent à la question « Qui sommes-nous ? » et déterminent les options identitaires, la composition des membres et la forme de l'organisation ethnique. D'autre part, la culture fournit le contenu et le sens de l'ethnicité qui sont continuellement réinventés. La culture répond donc à la question « Que sommes-nous ? » (1994 : 162).

Si on reprend l'image du vaisseau de F. Barth (1969) pour incarner l'ethnicité, la culture ethnique devient ce qui remplit le vaisseau. Cependant, le contenu n'est pas immuable. Au contraire, plusieurs facteurs le font varier, dont l'immigration. En effet, les flux migratoires ont un impact direct sur les processus de reconstruction et d'innovation culturelle (Breton, 1992). Ces processus sont réalisés grâce à un procédé de cueillette parmi des éléments culturels et historiques : la religion, la langue, le système symbolique et artistique, les modes de vie, etc. Si le passé et la culture sont des ressources dans la quête de sens commun, elles sont aussi utilisées afin de former des communautés ethniques.

Mais qu'entendons-nous au juste par communauté ? Équivaut-elle à un réseau social, à une organisation ethnique, à un groupe ethnique ? Doit-elle reposer sur une assise territoriale ?

1.1.2 Communauté ethnique

Il est parfois difficile de comprendre la nuance entre le concept de groupe et celui de communauté ethnique, puisque leur utilisation semble interchangeable. D'après Max Weber (1921) les relations tissées entre les membres d'une communauté se fondent sur le sentiment subjectif d'appartenance à une même communauté. Par contre, le groupe ethnique représente un ensemble d'individus partageant certaines caractéristiques culturelles, sans nécessairement qu'un sentiment d'appartenance existe entre eux. D. Juteau s'inspire de M. Weber pour donner la définition suivante des communautés ethniques :

Des groupes humains qui nourrissent une croyance subjective à une communauté d'origine fondée sur des similitudes de l'habitus extérieur ou – des mœurs – ou des lieux ou sur des souvenirs de la colonisation ou de la migration, de sorte que cette croyance devienne importante pour la propagation de la communalisation – peu importe qu'une communauté de sang existe ou non objectivement. (1999 : 44)

La communauté ethnique rassemble des individus qui partagent un sentiment d'appartenance et d'identification à une certaine ethnicité et peut être étudiée selon plusieurs dimensions. Avant toute chose, il s'agit de s'intéresser à l'appartenance ethnique de cette communauté, soit à ses frontières et au contenu ethnique. Par ailleurs, d'autres dimensions nous semblent importantes dans l'étude d'une communauté : la dimension institutionnelle, la territorialisation de la communauté, les réseaux sociaux et enfin, la dimension symbolique.

On peut s'intéresser à la dimension institutionnelle de la communauté, c'est-à-dire à sa structure, aux organismes, institutions et associations qui la composent. La capacité organisationnelle de la communauté, la complétude institutionnelle selon Raymond Breton (1964), influence l'intégration sociale des immigrants. Plus le degré d'organisation d'une communauté est élevé, plus des structures d'accueil et d'aide aux immigrants sont développées, plus les membres ont tendance à passer par ces institutions pour s'intégrer et plus leurs réseaux sociaux personnels en font partie. Par le fait même, leur appartenance ethnique est renforcée. La complétude institutionnelle varie entre les générations d'une même communauté ethnique et entre les communautés.

Par ailleurs, une dimension importante de l'analyse de la communauté est l'influence de l'occupation spatiale. Les chercheurs de l'école de Chicago s'intéressaient aux communautés ethniques en examinant leurs liens avec l'espace urbain et plus précisément à l'échelle du quartier. Dans leur optique, le quartier correspond au lieu où se forme et se reproduit la communauté. Pourtant, pour plusieurs auteurs, l'unité du quartier ne peut être réduite à une unité de communauté. Le quartier est un lieu symbolique et pratique où différentes communautés ont la possibilité de se développer dans les agglomérations urbaines actuelles:

[The neighbourhood] is not a unit of solidarity, and only in part [...] an organizer of the personal network. The neighbourhood is not, never was and can never be a community. Instead, it serves a practical and symbolic purpose as a means to form and perpetuate many different communities. (Blokland, 2003 : 207)

En effet, l'occupation de l'espace et son rôle dans la consolidation de la communauté semble avoir évolué au sein des villes nord-américaines. Si jadis la concentration spatiale de la communauté immigrante était une façon de s'intégrer au sein d'une agglomération urbaine, depuis, de nouveaux modèles de comportement socio-spatial ont vu le jour.

Inspirons-nous du cas montréalais pour concrétiser ce propos. Le modèle pluraliste de distribution spatiale domine dans la métropole québécoise dès le début du 20^e siècle jusqu'aux années 1980 à la fois chez les francophones, les anglophones et les nouveaux immigrants (Germain, 2002a). Les différentes communautés forment des quartiers à leur image. Chaque groupe, grec, juif, portugais, italien, développe un quartier-village où se

concentrent les associations, institutions et commerces culturels particuliers et où se constituent les réseaux ethniques. Cette concentration découle d'une volonté d'être ensemble. Pour Claire McNicoll, c'est « l'agrégation plutôt que la ségrégation qui est le maître du jeu » (1993 : 286) dans la distribution spatiale des immigrants. Les membres cherchent donc davantage à résider à proximité de leurs semblables, plus qu'ils ont la volonté d'exclure l'Autre du fragment d'espace urbain occupé par leur communauté ethnique. L'origine rurale de ces populations peut expliquer en partie cette mosaïque ethno-spatiale.

La nouvelle immigration d'origine diverse, qui s'installe à Montréal à partir des années 1980, adopte souvent un modèle d'occupation de l'espace déterritorialisé. Les communautés sont de plus en plus hétérogènes et les nouveaux arrivants s'établissent dans des quartiers multiethniques. La dispersion résidentielle sur le territoire montréalais des nouvelles vagues d'immigrants affiche l'adoption d'un modèle aspatial, celui de l'hétérolocalisme (Zelinsky, 2001). Ce modèle est intrinsèquement lié au développement des nouvelles technologies et des moyens de transport. De plus, il rend compte des communautés existantes sans liens spatiaux entre les membres et où les réseaux de sociabilité s'étendent à la grandeur du territoire urbain. Dans ce cas, les lieux de rencontre et d'échange gagnent en importance pour les membres des communautés ethniques, puisqu'ils ne se côtoient plus dans l'espace de proximité du voisinage :

[...] les communautés ethniques récentes investissent non pas tant des quartiers comme à l'époque des quartiers ethniques mais plutôt des lieux spécifiques (lieux de culte, équipements communautaires [...]) (Germain et Dansereau, 2002b :26)

Ce nouveau modèle spatial qui caractérise une certaine partie des immigrants récents installés dans les grandes métropoles nord-américaines dénote également un changement du lien à la communauté et un regain de ses dimensions symboliques et imaginaires.

Par ailleurs, l'étude des relations sociales permet de tenir compte de communautés qui ne se rattachent pas à un quartier particulier. Barry Wellman et Barry Leighton (1981) proposent de s'attarder à l'analyse de la communauté à travers une approche des réseaux sociaux. Pour ce faire, ils parcourent trois thèses où la communauté est perçue par rapport aux réseaux : la communauté perdue, la communauté protégée et la communauté émancipée.

Selon la perspective de ces auteurs, les individus lient des relations sociales de différente intensité, à l'intérieur de plusieurs réseaux, afin d'atteindre des objectifs spécifiques et utilitaires. Le citoyen est membre de nombreux réseaux à la fois personnels et locaux grâce auxquels il accède à une variété de ressources. La fonction instrumentale de la communauté est centrale. Par contre, d'autres aspects d'une communauté sont délaissés par cette approche. On peut, en effet, lui reprocher de ne pas tenir assez compte des contraintes extérieures qui affectent la forme et le contenu de ces réseaux personnels (Blokland :2003). De plus, l'aspect imaginé de la communauté doit être mis de l'avant dans l'étude d'une communauté.

Au sujet de ces dimensions plus abstraites de la communauté, R. Breton (1992) essaie de définir le contenu symbolique de l'objet social qu'est la communauté. Pour ce faire, il discute de cinq composantes du contenu symbolique : les principes d'inclusion et d'exclusion, la représentation du passé, la vision du futur, les relations avec d'autres groupes et la société et finalement, la signification de diverses lignes de différenciation sociale (classe sociale, les différences régionales, la langue, etc.).

Pour sa part, H.J. Gans (1979) examine une nouvelle forme de comportement ethnique où la relation aux autres membres de la communauté est avant tout symbolique. L'affiliation à la communauté ne passe plus par la participation à des organismes ethniques formels ou informels, mais plutôt par l'adhésion symbolique à une collectivité abstraite. Cette forme d'identité symbolique touche davantage les troisième et quatrième générations d'immigrants, mais concerne également les premières générations qui ne sont pas ancrées dans un monde ethnique. De façon concrète, cela signifie qu'une personne qui vit en retrait d'une vie communautaire ethnique, à l'extérieur d'un voisinage ethnique, sans réseaux ethniques ou sans qu'elle s'implique dans des associations ou autres organisations ethniques, pourra développer néanmoins un lien symbolique envers une communauté ethnique abstraite.

De sorte que pour cette personne, l'exercice des fonctions remplies par le groupe ethnique ou la communauté diminue et l'identité devient la principale façon d'être « ethnique ». Du coup, le passage de la fonction instrumentale de la communauté ethnique vers une fonction expressive se fait par l'utilisation de symboles de plus en plus visibles et facilement exprimables (habitudes alimentaires et de consommation, participation à un festival ethnique, etc.).

Talja Blokland (2003) reprend cette discussion et poursuit afin de démontrer que la communauté a une dimension imaginée, selon le terme emprunté à Benedict Anderson (1991). La communauté se constitue à la fois de personnes connues et inconnues et chacun des membres a sa propre représentation de la communauté. Un sentiment de solidarité et d'identification peut être manifesté envers des personnes inconnues, imaginées comme faisant partie d'une même communauté : « [Imagined communities] exist as impressions of thinking and feeling that “we belong together” and as everyday social practices in which we express with whom we belong and where we include others with “us”, or in fact exclude them from “us” » (Blokland, 2003 : 209). Et donc, l'aspect imaginé de la communauté prend forme grâce à des processus de catégorisation et de représentation sociale qui permettent de se situer face aux autres. Soulignons que cette dimension de la communauté ethnique tient compte des communautés aspatiales, puisque le quartier de résidence n'est plus nécessairement le support de la communauté imaginée et symbolique.

En résumé, nous avons vu que la communauté ethnique est un phénomène qui donne lieu à une identité, soit un sentiment d'appartenance et une signification culturelle. De plus, cette étude tient compte des dimensions institutionnelle, territoriale, relationnelle et symbolique de l'organisation sociale qu'est la communauté.

1.2 Question de recherche

Le grand Montréal accueille des contingents d'immigrants de plus en plus importants et divers en provenance des pays de l'ancienne Union soviétique. Peu d'études traitent de la situation de ces immigrants récents en terre montréalaise et aucune ne s'est attardée au groupe des Russophones d'ex-URSS, toutes les origines et nationalités confondues.

Par ailleurs, nous savons que suite à la chute de l'Union soviétique, les enjeux nationalistes prirent de l'ampleur dans cette région du monde. Encore aujourd'hui, des groupes nationaux et ethniques essaient d'acquiescer leur indépendance et la crise identitaire de ces populations est tangible. Prenons l'exemple de la révolution des roses en Géorgie ou encore, plus récemment, de la dernière élection présidentielle ukrainienne de 2004, qui donna lieu à un mouvement de masse exprimant la volonté du peuple ukrainien de reprendre en main sa destinée et de se détacher de l'emprise exercée par la Russie au plan politique.

De plus, sur le plan académique, maints travaux ont tenté d'examiner les réaménagements géopolitiques et les conflits ethniques de cette région. Par contre, D.D. Laitin (1998) se détache de cet objet d'étude pour considérer plutôt les nouvelles identités en formation. En effet, selon sa recherche portant sur les minorités russes au sein de quatre républiques post-soviétiques, on assiste au développement d'une nouvelle catégorie identitaire, celle de russophone. Le bouleversement des conditions de vie des populations ex-soviétiques entraîne l'émergence d'une reconfiguration identitaire de la population non titulaire vivant au sein de pays nouvellement constitués (par exemple, les Russes, Ukrainiens et Juifs vivant en Ouzbékistan, en Estonie ou en Azerbaïdjan).

Dans ce contexte, la catégorie « russe » et les nationalités inscrites dans les passeports demeurent comme catégories d'identification. Par contre, la catégorie « soviétique » n'est plus socialement acceptable. Malgré la dévalorisation de ce terme par l'histoire, plusieurs symboles soviétiques survivent néanmoins au sein de ces populations (chansons, fêtes, blagues, sens d'internationalité, etc.) (Laitin, 1998 : 297).

Ainsi donc, une nouvelle recherche identitaire voit le jour : nous étions des Soviétiques, qui sommes-nous à présent ? Des Slaves ? Des Européens de l'Est ? Des Orthodoxes ? Des citoyens d'ex-URSS ? Dans ce climat d'exploration, la catégorie « russophone », terme à teneur neutre, apparaît dans les anciennes républiques soviétiques. Cette catégorie permet aux Russes, Ukrainiens, Biélorusses, Juifs d'appartenir à une culture commune, de langue russe et d'éducation soviétique.

Ce terme, pratiquement inventé en 1989, permet de qualifier une population, voire une communauté. Cependant, il ne faut pas confondre la catégorie identitaire russophone avec une nationalité. En effet, elle ne contient aucun projet national, du moins pour l'instant. Bien que, comme le démontre D. D. Laitin, le contenu de la catégorie « russophone » varie selon les groupes, son adoption permet de conserver, du moins symboliquement, l'identité cosmopolite vécue à l'époque soviétique. En d'autres mots, elle permet aux ex-Soviétiques de préserver leurs nombreuses identités ethniques, sans en choisir une particulière. Un Russophone peut donc être multiethnique et d'origines diverses.

Ainsi, il devient intéressant de s'attarder à l'établissement d'immigrants « russophones » (tous les immigrants d'ex-URSS) en terre étrangère et plus particulièrement à leur(s) éventuelle(s) communauté(s). En effet, ces immigrants cherchent-ils à former une communauté russophone, ou encore forment-ils une communauté selon des origines ethniques spécifiques et selon des appartenances locales ? Qui fait partie de cette communauté ? À quel héritage culturel les membres font-ils référence ? Quelle forme prend leur organisation communautaire ? Quel rôle joue la distribution spatiale et les réseaux sociaux ? Qu'en est-il de la dimension symbolique ?

La question que nous nous posons est donc la suivante : est-ce que les immigrants russophones à Montréal forment une ou des communautés ?

1.3 Objectifs de recherche

Le but fondamental visé par ce travail se résume par ce que décrivait A. Bastenier à propos de l'étude de la conscience ethnique, soit : « [...] établir comment des groupes d'immigrés, non pas sont, mais deviennent des communautés ethniques au fur et à mesure de l'action » (1998 : 216). Pour arriver à répondre à notre principale question de recherche, nous nous fixons certains objectifs. Ces objectifs découlent directement de notre cadre théorique. Nous nous intéressons de façon générale à la constitution d'une communauté russophone, ou de plusieurs, selon les frontières ethniques établies et les contenus ethniques construits. Aussi, nous nous intéressons à quatre dimensions des communautés ethniques : institutionnelle, territoriale, relationnelle et symbolique.

1.3.1 Dimension institutionnelle

Pour décrire le mode de regroupement identitaire et d'organisation communautaire des immigrants russophones, nous nous intéressons plus particulièrement à leurs associations. À travers leur forme associative, nous espérons relever les différentes volontés de constitution d'une ou de plusieurs communautés. Quelles sont ces associations, quelles formes ont-elles, à qui s'adressent-elles, quels sont leurs objectifs ?

1.3.2 Dimension territoriale

S'intéresser à la communauté nécessite l'analyse de la distribution spatiale des immigrants d'ex-URSS dans la région métropolitaine de Montréal. Nous nous attarderons donc à la localisation des espaces résidentiels, commerciaux et institutionnels afin de cerner leur effet sur la construction communautaire.

1.3.3 Dimension relationnelle

Dans un premier temps, nous allons mettre l'accent sur les relations entretenues entre les associations et sur celles existant entre des associations issues de différentes générations d'immigrants :

- les associations récentes, fondées par les immigrants post-soviétiques, incluant celles virtuelles,
- les institutions et associations plus anciennes qui font face à l'arrivée de nouveaux immigrants russophones. À ce propos, il faut rappeler que les communautés ukrainienne, arménienne, juive et russe sont implantées à Montréal depuis plus longue date et ont eu le temps de mettre sur pied des institutions et associations.

Par ailleurs, nous nous intéresserons aux relations entretenues par ces différentes associations avec d'autres associations et institutions de la société d'accueil.

1.3.4 Dimension symbolique

Nous cherchons à définir la place occupée par l'aspect imaginé de la communauté. Est-ce que cette communauté est plus symbolique que concrète? Est-ce que l'identification à la communauté passe nécessairement par des actions concrètes, des relations formelles entre différentes associations et une implication quotidienne?

1.4 Cadre méthodologique

Pour atteindre nos objectifs, nous avons établi une démarche méthodologique en plusieurs volets.

Le premier volet de la recherche représente un portrait historique. Tout d'abord, nous avons remis en contexte les vagues d'émigration issues du monde soviétique. Puis, nous avons réalisé une recension des écrits portant sur l'immigration russophone en Amérique du Nord, au Canada et à Montréal. Cette étape offrait une perspective afin de situer les immigrants russophones contemporains de Montréal.

Par la suite, nous avons utilisé les statistiques afin de dresser un profil sociodémographique de la plus récente vague post-soviétique. Plusieurs problèmes se sont présentés lorsque nous entreprîmes la tâche d'identifier cette cohorte immigrante dans le recensement canadien de 2001. Nous avons rejeté l'ambiguïté d'une catégorie linguistique, comme la langue maternelle, puisque le contingent d'ex-URSS comprend des minorités pour qui le russe est la deuxième langue connue. Le pays de naissance nous a semblé être la catégorie la plus adéquate pour discerner ces populations, les dénombrier par année d'arrivée au Canada et retracer leur distribution au sein des métropoles canadiennes. Nous avons donc utilisé les données par pays de naissance classées selon les quinze ex-républiques soviétiques. C'était aussi une manière de prendre en compte des immigrants qui ont transité par un tiers pays avant de s'installer en terre canadienne.

Par ailleurs, la catégorie « origine ethnique » est des plus ambivalentes, puisqu'elle dépend de l'auto-identification du répondant. De plus, cette catégorie comprend à la fois des immigrants et des générations nées au pays. Néanmoins, nous nous sommes servi de certaines données sur l'origine ethnique afin de réaliser une analyse plus fine de cette population.

Nous avons pu bénéficier de données offertes par la Direction de la population et de la recherche du Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration (MRCI). Grâce à ces statistiques, nous avons tracé un portrait détaillé de ces immigrants récemment établis au Québec.

Finalement, cette section se termine par une analyse de la distribution spatiale résidentielle des Russophones dans la région métropolitaine de Montréal. Nous avons des données relatives à la localisation de cette population par arrondissements selon les pays de naissance.

Le troisième volet de la recherche met en œuvre des méthodes qualitatives. Dans un premier temps, nous avons répertorié les associations russophones de différents types (virtuel, culturel, religieux,...). Pour ce faire, nous avons consulté les ressources médiatiques, les sites Internet et les forums de discussion russophones montréalais. De plus, le bouche à oreille comme source d'information a été bien utile. Nous avons effectué des entrevues avec des informateurs-clés, des entrevues préparatoires, pour débroussailler notre terrain et jeter les bases d'une ébauche de grille d'entretien. Ces premières rencontres nous ont permis d'inclure certaines thématiques et d'en délaissier d'autres.

Parallèlement, nous avons assisté à plusieurs activités organisées par les immigrants russophones. Ces événements étaient d'ordre formel, organisés par des institutions et associations (spectacles des élèves d'une école russe, service religieux, concert, session d'information pour les nouveaux immigrants,...). D'autres événements étaient de nature plus informelle (fêtes, rencontres, soirées organisées par des membres d'association). Ces rencontres nous ont permis de soulever les questions suivantes : les immigrants font-ils partie de la quatrième vague ou d'autres plus anciennes ? Quelles sont leurs origines ethniques ? Est-ce toujours les mêmes qui assistent aux différentes activités ? Comment interagissent-ils ? L'observation nous a permis de prendre le pouls de ce groupe d'immigrants. Par ailleurs, les rencontres informelles ont été précieuses afin de confronter les informations recueillies au moment des entrevues semi-dirigées ou lors de nos lectures. Aussi, nous avons fréquenté les commerces de la communauté et ses institutions. À la suite de chaque séance d'observation, un petit rapport a été rédigé.

Puis, nous avons contacté des responsables d'associations récentes s'adressant à une « clientèle » immigrante d'ex-URSS. La sélection de ces associations s'est faite au fur et à mesure des rencontres. Étant donné que nous nous étions préalablement limité à une vingtaine d'entrevues, nous cherchions à avoir un échantillon qui tienne compte de la diversité associative russophone, c'est-à-dire que les associations soient diverses autant sur le plan ethnique, que sur le plan du type d'organisation (d'aide aux immigrants, culturelle et artistique, virtuelle, etc.). Des entrevues semi-dirigées ont été menées avec des membres actifs de ces associations suivant une grille d'entretien pré-établie. La confidentialité et l'anonymat des informateurs ont été gardés tout au long de la recherche et au moment de la divulgation des résultats suivant le code d'éthique établi par l'INRS.

1.4.1 Ressources électroniques

Comme nous l'avons déjà mentionné, nous avons utilisé des ressources électroniques et notre échantillon contient quelques forums de discussion et autres sites Internet. Nous les avons considérés comme des associations au même titre qu'un organisme sans but lucratif (OSBL) d'aide aux immigrants ou qu'une association culturelle. En effet, nous croyons que ces associations virtuelles ont une valeur tout aussi importante pour les nouveaux immigrants russophones qui ont majoritairement accès à l'Internet soit à la maison ou sur leur lieu de travail. Plusieurs d'entre eux étaient déjà en lien avec ces différents sites russophones montréalais au moment de leur démarche d'immigration pour le Canada. La consultation de ces sites ou la participation aux forums devenait une manière pratique de connaître un peu mieux leur ville de destination, d'établir des contacts, de partager leur expérience d'immigration, etc.

Prenons un cas concret qui illustre bien ces démarches pré-migratoires. Durant l'année 2004, des participants d'un forum de discussion russophone montréalais vivant à Kyiv et à Moscou et ayant entrepris une démarche d'immigration pour la métropole québécoise, se sont réunis dans leurs villes respectives pour faire connaissance en personne, discuter de leur future émigration et des étapes à venir, etc. Avant même de s'établir au Québec, les futurs immigrants forment des réseaux de contact, informatif et d'entraide grâce à un forum virtuel de discussion. C'est en ce sens que nous croyons qu'il est pertinent de tenir compte des ressources Internet dans notre échantillon.

Nous avons pu justifier ce choix méthodologique grâce aux nombreux travaux du *NetLab* de l'Université de Toronto, dirigé par Barry Wellman, qui traite principalement des nouvelles possibilités qu'Internet offre en termes relationnel et communautaire. Dans leur optique, Internet permet la création de nouvelles formes de communautés virtuelles et aspatiales (*virtual community, on-line community, internet-based community*). À travers leurs études, ces chercheurs montrent l'importance des interactions virtuelles dans la constitution de la communauté et l'apport positif des nouvelles technologies à cette fin. Cette perspective s'oppose à celle, plus traditionnelle, pour qui la participation à une communauté « en ligne » signifie la disparition des communautés « hors-ligne ». Au contraire, pour Barry Wellman et Milena Gulia (1999), les liens dans la communauté peuvent être entretenus à travers des

échanges sur Internet de la même façon que les liens « en ligne » peuvent être renforcés et élargis à travers une rencontre « réelle ». Pour eux, la communauté virtuelle fait partie de la communauté « réelle ».

De plus, toujours d'après ces deux chercheurs, le type de lien social, qui se crée hors ligne ou en ligne, n'a pas d'importance. C'est plutôt la relation qui prime et non pas le médium communicationnel. D'ailleurs, les interactions dans le cyberspace, au même titre que les échanges « en personne », remplissent plusieurs fonctions : la transmission d'information, la camaraderie, le support émotionnel et le développement d'un sentiment d'appartenance (Wellman et Gulia, 1999).

Par ailleurs, les échanges dans l'espace virtuel comportent des caractéristiques particulières. Tout d'abord, la façon d'entrer en contact diffère. L'Internet offre la possibilité d'interagir avec des inconnus qui partagent certains intérêts. En effet, les membres d'un forum de discussion sur l'Internet, par exemple, choisissent un forum d'après leurs intérêts et ensuite, entrent en contact avec des étrangers qui partagent ces intérêts. Tandis que dans les relations « hors-ligne », les gens cherchent, à travers leur réseau, des gens avec des intérêts communs puis, ils échangent des informations, discutent de leurs intérêts et parfois entretiennent cette relation à plus long terme. Howard Rheingold résume ces deux mises en contact : « in traditional kinds of communities, we are accustomed to meeting people, then getting to know them ; in virtual communities, you can get to know people and then choose to meet them » (Bastani, 2000 : 25, édition électronique).

Autre caractéristique, les relations dans les communautés virtuelles se fondent sur des intérêts communs et peut-être moins selon des caractéristiques sociales (Wellman et Gulia, 1997 : 16). En plus, les échanges « en ligne » réduisent l'impact des préjugés raciaux, concernant le statut socio-économique ou le genre dans les communications grâce à un certain niveau d'anonymat. Susan Bastani, qui mena une étude à propos d'un forum Internet de femmes musulmanes, ajoute à ce propos que : « there is no pre-judgements, participants first get to know each other through their ideas and thoughts » (2000 : 4). Cette dernière précise toutefois que la majorité des utilisateurs se crée une image mentale de leurs interlocuteurs avec qui ils interagissent virtuellement.

D'autre part, les débats « en ligne » démontrent bien comment le cyberspace devient un lieu de réaménagement identitaire pour des communautés ethniques transplantées. Les forums de discussion en sont un bon exemple. Selon l'étude de M.I. Franklin sur des immigrants en provenance des îles du Pacifique, participant à des forums de discussion, ces échanges indiquent : « how people define their own identity together as they share the particularities, contradictions and symmetries of everyday life in different locals » (2003 : 485).

En effet, ces espaces de discussion ne sont pas seulement des espaces d'expression personnelle et d'aide mutuelle, mais ils reflètent les défis du contexte culturel diasporique. On y retrouve les réalités et les pratiques quotidiennes de ces immigrants face à une nouvelle société d'accueil, en plus de lier cette communauté virtuelle à celle hors-ligne. Effectivement, les interactions sur les forums de discussion, ou autres lieux d'échanges virtuels, occasionnent des rencontres « réelles », en personne.

L'usage et l'accessibilité accrue d'Internet en font un outil dont il faut tenir compte dans l'étude d'une communauté ethnique. Cette nouvelle réalité nous oblige à concevoir : « [...] [the] online space as a positive medium for creating and sustaining community » (Quan-Hasse et al, 2002 : 24, édition électronique).

1.4.2 Description de l'échantillon

La sélection des interviewés s'est faite tout au long du terrain. Plusieurs contacts avaient été établis lors de sessions d'observation et à travers les ressources médiatiques de la communauté russophone, comme les journaux et les sources Internet. De plus, certains de nos informateurs nous donnèrent les coordonnées de personnes à contacter. Il s'agissait d'avoir un échantillon constitué d'informateurs représentants des associations, des organisations et des institutions des plus variées. Ce faisant, chacun des répondants nous donnait des informations sur une partie de la communauté. Dans un premier temps, les interlocuteurs potentiels ont été approchés par téléphone ou par courriel. Puis, nous les avons rencontrés lors de l'entretien. Chaque entretien fut enregistré, à l'exception d'un, pour être ensuite résumé et recopié immédiatement en français. D'ailleurs, la transcription immédiate de chacune des entrevues permit une relecture utile à la réalisation des entretiens suivants.

L'échantillon couvre vingt-deux informateurs distribués en vingt entrevues menées entre la mi-avril et la fin juin 2004. La durée moyenne des entretiens fut d'une heure trente, ce qui équivaut, au total, à une trentaine d'heures d'enregistrement. Les interviewés fixèrent eux-mêmes le moment et le lieu de la rencontre, parfois à leurs lieux de résidence, de travail ou dans des lieux publics. La langue utilisée lors de l'entretien fut aussi déterminée par l'interviewé. Il en résulte onze entretiens en russe, six en français, un en anglais et deux en plus d'une langue.

Les informateurs ont été sélectionnés en tant que représentants, fondateurs ou membres actifs d'institutions ou d'associations de type formel ou informel. De plus, nous avons choisi de mener des entrevues avec deux informateurs-clé. Ces derniers ne font partie d'aucune organisation russophone, mais jouent un rôle dans la « communauté » russophone montréalaise.

Les répondants de notre échantillon occupent diverses fonctions et positions au sein des associations. On retrouve des responsables de sites Internet, d'associations pour les immigrants russophones, d'associations culturelles et récréatives et d'une église orthodoxe. De plus, il y a des employés de journaux russophones montréalais, des propriétaires de commerces, des membres actifs d'associations étudiantes, des organisateurs d'activités et d'évènements culturels, des membres d'établissements scolaires russophones. Certains répondants occupent plusieurs postes en même temps. Leurs statuts varient entre celui de président, de fondateur, de coordinateur, de membre, de participant et de responsable.

L'échantillon est composé de douze hommes et de dix femmes. La moyenne d'âge est dans la quarantaine (entre 22 et 67 ans). La majorité des informateurs sont mariés et ont un enfant. Ils sont tous immigrants, sauf dans un cas, celui d'un informateur né au Canada de parents russes. Sept d'entre eux ont immigré au Québec entre 1991 et 1995 et le double entre 1996 et 2002. Trois ont obtenu le statut de réfugié pour entrer au Canada, tandis que le reste des interlocuteurs sont des immigrants indépendants.

Par ailleurs, les pays de naissance des interviewés sont variés. Dix sont nés en Russie, cinq en Ukraine, deux en Ouzbékistan, un au Kirghizstan, un en Pologne, un en Arménie, un en Azerbaïdjan et un au Canada. Pour trois d'entre eux, le pays de naissance n'est pas celui où

ils ont vécu la majeure partie de leur jeunesse. Si l'on tient compte des pays où ils ont réellement vécu, il faut ajouter à cette liste le Kazakhstan et la Moldavie. L'immigration au Canada ne fut pas une première expérience à l'étranger pour certains d'entre eux. En effet, quatre informateurs ont immigré au Québec en provenance d'Israël, d'Allemagne et des États-Unis.

D'autre part, les origines ethniques des informateurs sont multiples, à l'image de l'héritage du régime soviétique. Pour la majorité, les parents ou les grands-parents sont d'origines diverses. Il devient difficile de les présenter selon une origine unique, puisque eux-mêmes se disent d'origine métissée. Celles mentionnées sont en ordre d'importance : russe, juive, ukrainienne, puis biélorusse, ouzbek, arménienne, grecque, polonaise et azéri sur le même pied d'égalité. En outre, l'affiliation juive est des plus ambiguës. Pour certains, il s'agit d'une nationalité ou d'un sentiment d'appartenance à une culture, alors que pour d'autres il s'agit d'une origine à laquelle on ne s'identifie pas réellement.

En ce qui concerne l'appartenance religieuse, la religion orthodoxe, l'islam et le judaïsme sont représentés. Une informatrice d'origine juive s'est convertie à la religion orthodoxe. Quatre des informateurs déclarent n'appartenir à aucune religion, six fréquentent assidûment l'une des églises orthodoxes russes alors que deux fréquentent des synagogues russes montréalaises. Une répondante visite les lieux de culte à la fois orthodoxe et juif.

Bien entendu, ce sont tous des russophones au sens linguistique du terme. Leur langue maternelle est le russe, à l'exception de quatre répondants pour qui le russe est la langue seconde. Les autres langues connues par nos participants sont les suivantes : l'ukrainien, l'hébreu, le polonais, l'arménien, l'ouïgour, le kirghiz, l'ouzbek, l'azéri, le biélorusse, l'allemand, l'espagnol, le français et l'anglais.

Pour la majorité des informateurs francophones, l'apprentissage du français s'est fait au Québec. Par contre, trois d'entre eux connaissaient déjà le français avant d'émigrer et plusieurs avaient étudié l'anglais pendant leur scolarité en ancienne Union soviétique. Seize répondants disent connaître l'anglais, quatorze le français, neuf se débrouillent dans les deux langues officielles et deux informateurs ne maîtrisent aucune d'entre elles. Ces derniers travaillent dans le milieu russophone.

Par ailleurs, la langue d'usage à la maison est le russe pour la grande majorité, soit dix-huit informateurs. Les autres langues parlées à la maison sont l'arménien, l'ukrainien et le français.

En ce qui concerne la sphère du travail, douze des interviewés utilisent le français, treize emploient le russe et dix se servent de leur connaissance de l'anglais. La majorité communique en plus d'une langue sur les lieux de leur emploi.

Passons à présent aux occupations des répondants. Dans les emplois rémunérés, nous comptons des services qui s'adressent directement aux immigrants russophones (6), ainsi que des commerces ethniques (3). Les fonctions occupées font partie des sphères suivantes : enseignement, génie et recherche, informatique, assurance, services juridiques, rédaction journalistique, pratique religieuse, travail social et politique. Au moment de l'entrevue, quatre répondants se trouvaient sans emploi et deux étaient aux études.

Les formations suivies en ancienne Union soviétique par nos informateurs sont de niveau universitaire. En comparant les formations acquises en ex-URSS avec l'emploi occupé au Canada, trois des répondants travaillent actuellement dans la même sphère. Par ailleurs, six interviewés ont recommencé des études au Québec, pour la plupart dans des champs divergents de leur première scolarité, soit des diplômes universitaires ou des formations professionnelles. Ces mêmes personnes occupent présentement un emploi dans ce domaine.

1.4.3 Grille d'entretien

La grille d'entretien a été élaborée selon trois grands thèmes. Le premier thème traitait de l'association, l'organisme ou l'institution auquel l'informateur se rapporte. Cette partie regroupe des questions d'ordre factuel (année de création, statut légal, sources de financement, nombre de membres, localisation,...). Puis, nous avons passé aux raisons ayant menés à la création d'un tel organisme, aux objectifs fixés, aux activités organisées et à la composition du personnel et des membres, actifs ou passifs, de cet organisme. De plus, les relations aux autres organismes russophones, anciens ou récents, nous intéressaient, ainsi que les relations aux organisations gouvernementales et non gouvernementales.

Ensuite, nous avons interrogé nos interlocuteurs sur leur vision des processus d'établissement des immigrants de l'ancienne Union soviétique en terre québécoise et leurs liens aux ressources existantes. Comment choisissent-ils leur lieu de résidence ? Est-ce important pour eux de vivre à proximité d'autres Russophones ou d'institutions et commerces russophones ? Concernant leur adaptation, quelles sont les plus grandes difficultés rencontrées ? Comment utilisent-ils les ressources russophones récentes ou anciennes ? En ce qui concerne les services officiels d'aide à l'établissement, nous voulions connaître l'utilisation et l'appréciation de ces services.

La dernière section de la grille d'entrevue comprenait des questions sur la perception de la communauté russophone. Existe-t-il une ou plusieurs communautés russophones ? Sur quelles bases existent-elles ? Bref, selon les responsables d'association, les immigrants d'ex-URSS forment-ils une communauté organisée ? Quels sont les défis pour la communauté russophone et quel rôle devraient jouer les associations ?

Nous avons terminé avec quelques questions plus personnelles afin de tracer un profil sociodémographique de l'interlocuteur (pays de naissance, origine ethnique, niveau de scolarité, année d'arrivée, etc.).

1.4.4 Limites

D'une part, la principale limite de cette étude se rapporte à nos objets de recherche qui sont les associations, organisations et institutions ethniques. Ces organisations sont loin de représenter tous les immigrants russophones. Ces associations récentes ne sont pas représentatives de l'ensemble des immigrants d'ex-URSS établis à Montréal. En s'intéressant à ces structures communautaires, nous pensons d'avantage exposer une facette de la ou des communautés russophones.

D'autre part, la communauté étant une entité organique et dynamique, notre étude se limite à quelques mois de terrain, elle est donc très contextuelle.

De plus, les Russophones représentent plusieurs groupes ethniques et la tâche aurait été laborieuse de vouloir s'intéresser également à l'ensemble de ces groupes. Nous avons donc approfondi quelques-uns plus que d'autres, selon les possibilités et la disponibilité des

informations. Nous avons priorisé la diversité des associations, que ce soit sur le plan ethnique ou le type d'association (culturelle, récréative, d'aide aux immigrants, etc.), plutôt que de viser un secteur en particulier.

Finalement, au début de ce travail de recherche nous n'avions pas appréhendé la complexité de l'identité juive ou russo-juive. Les Juifs soviétiques ne sont pas, en général, des Juifs pratiquants. Bien souvent, ils ne respectent pas la loi juive (ex : nourriture kasher, respect du shabbat) et n'ont pas suivi d'éducation religieuse. Leurs origines ethniques sont souvent mixtes. Certains sont athées, d'autres se convertissent à la religion orthodoxe, d'autres fréquentent les synagogues pour la première fois à Montréal. Quelques-uns de ceux ayant la double origine, fréquentent à la fois les églises et les synagogues. Dans certains cas, les noms de famille permettent de les identifier comme étant juifs.

Durant les entrevues, certains des informateurs s'identifiaient d'origine russe ou autre, mais omettent leur origine juive. Pour quelles raisons ? Soit ils n'ont pas voulu l'invoquer puisqu'ils ne s'identifient aucunement à cette origine, soit ils ont pris l'habitude de la cacher. En effet, une forme d'anti-sémitisme existait et se perpétue toujours en ex-URSS. C'est l'une des raisons qui explique le nombre important d'immigrants juifs en provenance d'ancienne Union soviétique.

Par ailleurs, les Juifs russophones que nous avons rencontrés ont, pour la plupart, profité des services d'aide aux immigrants (traduction de documents, recherche de logement et de travail, cours de français, etc.) offerts dans les différents organismes de la communauté hébraïque montréalaise.

Chapitre 2

Portrait historique

Comme nous l'avons déjà mentionné auparavant, peu de choses ont été écrites sur les immigrants russophones à Montréal, que ce soit sur la dernière vague ou les précédentes. Nous avons cherché à détailler l'arrivée et l'installation des premières vagues en Amérique du Nord, au Canada et finalement, à Montréal, afin de faire ressortir la situation communautaire dans laquelle s'inscrivent les récents arrivants.

Tout d'abord, qui sont les Russophones pour la société d'accueil québécoise ? Une grande confusion règne autour de la provenance de ces anciens Soviétiques. Ils sont bien souvent identifiés comme des Russes. L'étiquette de « Russe », associée à la maîtrise de la langue russe, englobe une diversité ethnique méconnue. Paradoxalement, cette étiquette est entretenue par les immigrants russophones eux-mêmes. En effet, en s'apercevant que certains interlocuteurs ne connaissent pas leur pays de naissance, que ce soit le Kazakhstan, la Moldavie ou l'Ukraine, ils préféreront s'identifier à la Russie pour simplifier les rapports avec ces interlocuteurs.

De plus, l'image médiatique des Russophones au Québec, souvent calquée sur des reportages gris et pessimistes de l'ex-URSS, est parfois peu reluisante (mafia, pauvreté, alcoolisme, etc.). Comme en faisait mention l'un des rares articles écrits à leurs propos : « dans l'inconscient collectif québécois, l'image des Russes n'est pas des plus attrayantes. Le souffle de la guerre froide a marqué le Québec pour plusieurs décennies et son inertie est encore présente » (*Le Devoir*, 1998/02/02). Cependant, dans les dernières années, quelques articles sur les Russophones laissent entrevoir un changement de perception, du moins un intérêt pour cette nouvelle vague d'immigration (*Le Devoir*, 2003/12/24).

2.1 Quatre vagues d'émigration

Nikita Struve, dans son ouvrage sur l'émigration russe durant les soixante-dix ans du régime soviétique (1996), tâche de retracer les trajectoires parcourues par ces différentes vagues d'émigrants et de documenter leur vie politique, religieuse, culturelle et artistique à l'étranger. De la période entre la révolution bolchevique de 1917 jusqu'à l'avant Seconde Guerre mondiale, 1 million d'émigrants, dont la majorité sont des soldats de l'armée blanche, se

réfugient dans plusieurs villes européennes et asiatiques. En effet, ils s'installent en Finlande, en Bulgarie, en Yougoslavie, en Allemagne et en Turquie, alors que d'autres fuient par l'Est et s'établissent en Mandchourie, puis en Chine. Berlin devient la capitale de l'émigration russe entre 1921 et 1924, rassemblant plus de 200 000 réfugiés. Durant l'entre-deux-guerres, la France devient le point de convergence pour les cohortes russes qui y accourent attirées par le travail. Les immigrants établis en Chine nationaliste, fuient le pouvoir maoïste et rejoignent la Californie, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. À partir de 1946, New York devient le centre de l'émigration russe. Ces émigrants quittent l'Europe à la fois pour fuir le nazisme et échapper à la proximité de l'empire soviétique.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, Staline et les alliés signent un accord prévoyant le rapatriement forcé de tous les citoyens soviétiques, évalués à 5 millions, qui se trouvaient à l'extérieur de leurs frontières en 1945. Environ 1 million d'entre eux réussissent pourtant à s'installer à l'étranger. Un bon nombre s'établissent outre-Atlantique et viennent gonfler l'effectif russe issu de la première vague d'émigration. C'est à ce moment, en 1946, que New York détrône Paris et devient le centre politique et culturel de l'émigration russe. Cette deuxième vague est composée de la population civile traînée de force en Allemagne pour y travailler durant la guerre, de prisonniers, de réfugiés et des alliés des Allemands, par conviction ou par survie.

La guerre des six-jours de 1967 marque un tournant dans les relations entre Israël et l'Union soviétique. En effet, l'URSS, qui supporte les États arabes, entame une propagande anti-Israël. C'est donc la fin des rapports diplomatiques entre ces deux pays. Cette guerre marque aussi un développement de l'identité juive chez les Juifs soviétiques qui envisagent l'émigration vers Israël (Gemenne, 2002 : 7). Dans les années soixante-dix, Brejnev, cédant à la pression israélo-américaine, autorise le départ de ceux qui peuvent justifier leurs origines juives. Environ 250 000 Soviétiques profitent de cette possibilité pour s'installer en Israël ou ailleurs. Comme le décrit N. Struve, cette troisième vague forme « une entité spécifique : juive de sensibilité, soviétique de formation, russe de langue » (1996 : 158).

Si la vie politique, religieuse et culturelle des Russes blancs est tournée vers la Russie, celle de la deuxième vague, ayant vécu sous le régime soviétique, est plus prompte à s'intégrer au sein de sa nouvelle société, « craignant de s'attirer le moindre soupçon de la part des idéologues anti-communistes de la guerre froide » (Proujanskaïa, 2004 : 74). Les

représentants de la troisième vague sont accueillis par les structures communautaires juives, mais bien souvent leur adhésion demeure superficielle, puisqu'ils ne se retrouvent pas dans les pratiques et valeurs juives. Les Juifs américains décrivent l'identité juive soviétique comme étant « *a Jewish identity that was religiously nonobservant, uninformed, and which seemed culturally Russian* » (Gubanova, 1995 : 47).

Les motivations de la quatrième vague d'émigration russe, qui suit l'effondrement de l'empire soviétique, diffèrent de celles des vagues précédentes en ce sens qu'elles sont avant tout guidées par des raisons économiques. De plus, à contrario des vagues précédentes, les émigrants récents quittent l'ex-URSS tout en ayant la possibilité d'y retourner, puisque le rideau de fer est bel et bien démantelé. Ceux qui peuvent quitter le plus rapidement l'ex-URSS rejoignent, comme réfugiés, des proches déjà installés à l'étranger. Plus on s'éloigne de la période charnière du début des années 1990, plus une grande partie des ex-Soviétiques ont la possibilité économique d'émigrer.

D'autre part, les bouleversements politiques et économiques dans les anciennes républiques ainsi que la hausse aiguë de sentiments nationalistes font fuir les Russes ou autres minorités russophones. Vingt-cinq millions de Russes s'étaient installés depuis la création de l'URSS dans les pays devenus aujourd'hui indépendants (Thual, 1995 : 77). S'ils y vivaient auparavant comme des privilégiés du système, la nouvelle situation géopolitique les pousse à retourner en Russie ou à émigrer à l'étranger. Notons que la mixité ethnique des récents émigrants est considérable. Ce ne sont plus seulement des Russes, des Juifs et des Ukrainiens en provenance des quinze ex-républiques qui émigrent, mais aussi des Moldaves, des Ouzbeks, des Géorgiens, des Azéris, des Tatares et surtout, des gens réunissant plusieurs de ces origines. L'ouvrage de D. Shasha et de D.M. Shron (2002) donne la parole à des immigrants russophones aux États-Unis, issus de cette dernière vague. Leurs témoignages dévoilent leur haut niveau d'éducation et leurs ambitions, en plus d'attester de la bonne réussite du brassage ethnique privilégié par l'idéologie soviétique.

2.2 Présence russophone en Amérique du Nord

Il faut remonter au 18^e siècle pour retracer les premières empreintes russes en Amérique du Nord. La version officielle fait part de la découverte du détroit entre la Sibérie et l'Alaska par Vitus Bering, qui y laissera son nom. Cet explorateur danois, relevant des troupes navales

de Pierre le Grand, confirme en 1741 que l'Alaska fait bien partie d'un autre continent. Pourtant, deux hypothèses rapportent la présence russe au 16^e siècle et 17^e siècle. En 1571, des Novgorodiens auraient fui les terreurs d'Ivan le Terrible et se seraient réfugiés en Alaska. Seconde supposition, les naufragés d'une exploration russe du détroit nordique, échoués en Alaska en 1648, seraient peut-être restés sur place, se mélangeant aux tribus locales (Mogiljansky, 1983). Une chose est sûre, durant le 19^e siècle, les Russes explorèrent la côte ouest de la Colombie-Britannique et de la Californie.

Grégoire Shelikov, le véritable fondateur de la colonie russe en Alaska en 1767, fait appel au monastère de Valaam pour envoyer des missionnaires dans la colonie. Les premières églises orthodoxes en Amérique sont construites et les moines se consacrent à l'évangélisation des autochtones. En 1867, l'Alaska est vendue aux États-unis et les occupants russes ont le choix d'y rester et d'obtenir la nationalité américaine ou de retourner en Russie. Plusieurs rejoignent les communautés russes de la Californie où un fort, du nom de *Fort Ross*, avait été construit dès 1812. Si l'effectif russe dépasse les 50 000 en 1910 en Amérique du Nord, une grande partie des immigrants est d'origine juive ou provient de divers pays, comme l'Autriche, l'Hongrie, l'Ukraine, etc. (Davis, 1969).

Les lieux d'établissement des immigrants russes aux États-Unis sont choisis en fonction de la disponibilité du travail et de la présence de compatriotes. Côté social, les Russes sont coupés de contacts avec la vie américaine. Ils vivent regroupés dans des quartiers urbains pauvres et développent leurs propres services et commerces. Le choix de localisation des Juifs russes semble décisif dans l'établissement de l'ensemble des Russophones. En effet, « usually the Russian-speaking Jews settle in a locality first and are followed by the Russian Slavs » (Davis, 1969 : 56).

C'est dans ces enclaves russes que se déploie une identité ethnonationale et l'Église orthodoxe y joue un rôle important. Autour d'elle se développent des écoles russes de soir ou du samedi, des orphelinats, des journaux et des associations d'aide, etc.

2.3 Présence russophone au Canada

Les immigrants en provenance du territoire qui fut un jour l'URSS représentent plusieurs groupes ethno-religieux au Canada. Les écrits sont plus nombreux à propos de deux d'entre eux, les Doukhobors et les Ukrainiens.

Commençons par résumer l'installation d'une secte religieuse pacifiste russe : les Doukhobors. Leur mode de vie en fait des marginaux dans la société russe. Ils ne reconnaissent aucune autorité, refusent le langage écrit et l'enseignement scolaire, vivent avec le strict minimum matériel dans un esprit de non-violence et s'opposent au service militaire obligatoire russe. Pourchassés par l'armée tsariste, ils se réfugient dans le Caucase, puis émigrent pour Chypre grâce au soutien financier de Léon Tolstoï. N'arrivant pas à s'y adapter, entre autres en raison du climat, ils choisissent le Canada comme nouveau pays d'émigration. En 1899, ils sont plus de 7000, en provenance de Russie, à s'installer en Saskatchewan et en Colombie-Britannique (Kosachova, 1983). Le gouvernement canadien les exempte du service militaire en raison de leur croyance religieuse et leur donne des terres. Peu à peu, c'est la fin de leur isolement et de leur vie communautaire. Lors d'une visite de Gabrielle Roy en 1942 chez les Doukhobors de Kamsack en Saskatchewan, cette communauté lui apparaît comme « la plus confuse dans ses idées et peut-être, en définitive, celle qui sera le plus tôt assimilée » (1978 : 34).

Les premiers arrivants ukrainiens s'installent à Winnipeg en 1891. Cette première cohorte en provenance de l'ouest de l'Ukraine obtient des terres au Manitoba, en Saskatchewan et en Alberta. En plus d'être des cultivateurs avertis, venant des greniers de l'Europe, ils participent à la construction du chemin de fer, travaillent dans l'exploitation minière et l'industrie manufacturière. À l'aube de la Première Guerre mondiale, ils seraient plus de 100 000 à s'installer au Canada. Ils proviennent en grande partie de l'Ouest de l'Ukraine, de la région de la Galicie. Cette dernière est rattachée à l'empire austro-hongrois jusqu'en 1919, puis à la Pologne durant l'entre-deux-guerres et finalement annexée à la république soviétique d'Ukraine après 1945. La confusion règne au moment d'inscrire les nouveaux immigrants dans les registres statistiques canadiens. Selon le pays de naissance et la nationalité, ces Ukrainiens, ne provenant pas d'un État indépendant, s'identifient comme Galiciens, Ruthènes, Russiens, Autrichiens ou encore Polonais (Kelebay, 1980 : 77).

Durant l'entre-deux-guerres, 45 000 nouveaux immigrants ukrainiens, plus instruits que les précédents et indépendantistes, s'installent dans les centres urbains au moment de la crise des années trente. L'après-guerre fait venir 38 000 réfugiés politiques en provenance de zones urbaines qui s'établissent dans les centres industriels, surtout en Ontario. Très nationalistes, ils ne s'intègrent pas aux organisations déjà existantes et fondent les leurs. Une fois de plus, l'Église joue un rôle primordial dans l'organisation de la communauté. Elle remplit plusieurs fonctions : spirituelle, économique, sociale, culturelle, etc. Puis, des sociétés séculières, des centres communautaires, des journaux et des commerces prennent forme. À la fin des années 1960, 130 lieux portent encore des noms ukrainiens dans les prairies canadiennes (Yuzyk, 1967). Tout compte fait, ces trois vagues ont en commun un sentiment anti-communiste et souhaitent l'indépendance de l'Ukraine. Par contre, comme le signalait Gabrielle Roy après un séjour dans le village de Mundare en Alberta au début des années 1940, où 80% de la population est ukrainienne, la communauté est scindée en deux parties. D'un côté, les Ukrainiens de l'Ouest, les plus fervents nationalistes de religion catholique et de l'autre, les Ukrainiens de l'Est, plus proches culturellement des Russes et de confession orthodoxe (1978 : 77).

En ce qui concerne les Russes, peu d'écrits font part de leur premier établissement au Canada en raison du petit effectif et de leurs nombreuses origines. Comme le mentionne C.V. Ponomareff (1983), qui essaya de retracer statistiquement les immigrants russes installés entre 1917 et 1939 au Canada, la confusion règne lorsque vient le moment de les identifier. Ils étaient 21 186 Russes au Canada entre 1917 et 1939 (Ponomareff, 1983 : 53). Ce nombre comprend à la fois les Russes blancs, les Vieux Croyants, des Doukhobors, des Russes de Pologne et des Russes-Ukrainiens qui s'identifient culturellement à la Russie. La majeure partie d'entre eux s'établit là où il y a des terres disponibles, soit en Alberta et en Saskatchewan. Les immigrants russes sont divisés sur le plan politique et religieux. Des tensions entre les croyants russes et les croyants ukrainiens les poussent à former des paroisses indépendantes. De plus, l'Église orthodoxe en Occident se morcelle en deux, l'Église orthodoxe en Amérique et l'Église russe hors frontière.

Au moment de l'arrivée de la seconde vague, durant l'après-guerre, la méfiance règne autant du côté de la communauté russe qu'auprès des nouveaux arrivants ayant quitté un régime de terreur. Grâce au temps et aux efforts de l'Église orthodoxe, ces Soviétiques qui n'avaient aucune éducation religieuse s'insèrent dans la vie de la communauté. Cette

communauté russe ne forme pas une entité homogène, mais est plutôt morcelée en une multitude de groupes (Jeletzky, 1983).

La troisième vague est composée de Juifs russes désirant quitter l'URSS et d'exilés fuyant les persécutions des autorités soviétiques. Ils transitent par Vienne, Paris, Rome ou Bruxelles et 5000 d'entre eux s'établissent dans les villes canadiennes à la fin des années soixante-dix. Comme nous l'avons déjà mentionné, ces Juifs soviétiques ne se reconnaissent pas culturellement dans les institutions juives existantes.

Les premiers efforts pour organiser une vie communautaire et des activités culturelles sont concentrés autour des églises. L'Église agit donc comme l'élément unifiant des gens de différentes origines qui souhaitent conserver leur langue et leurs traditions. Cependant, les non pratiquants s'efforcent de garder des activités culturelles et sociales à l'extérieur du cadre religieux. Par conséquent, un sentiment de rivalité naît entre les paroisses et les organisations laïques. Par ailleurs, ce besoin de participer et d'appartenir à un groupe est plus fort pour la première génération d'immigrants et se dilue avec les suivantes.

2.4 Présence russophone à Montréal

L'installation des Russes, Ukrainiens, Arméniens, Juifs russes et Baltes à Montréal remonte à l'avant-perestroïka. Voyons ce qu'ils lèguent sur le plan associatif et spatial aux immigrants russophones de la quatrième vague.

Montréal est le lieu de naissance d'une des plus anciennes communautés russes au Canada. La première cohorte russe fonde, en 1907, la cathédrale Saint-Pierre et Saint-Paul. Rapidement, elle s'affilie à une société culturelle et éducative qui organise des concerts, spectacles et soirées-rencontres. Ensemble, ils inaugurent la bibliothèque Pouchkine. Au nord de la métropole, la petite ville de Rawdon héberge une chapelle et un cimetière orthodoxe. Suite à l'arrivée de la deuxième vague, la Société d'aide aux nouveaux Canadiens est créée. Celle-ci offre une aide financière aux arrivants récents et une assistance pour le parrainage de proches restés en Europe. De plus, des écoles, des équipes sportives et des camps d'été pour les enfants sont mis sur pied. L'Union des Cadets, fondée en 1952, publie un journal et se donne comme mission de rétablir l'honneur russe en corrigeant l'information sur l'histoire russe, souvent biaisée.

Aujourd'hui, deux églises orthodoxes sont encore en fonction. La cathédrale Saint-Pierre et Saint-Paul, reliée à l'Église orthodoxe en Amérique et la cathédrale Saint-Nicolas, fondée en 1928, qui appartient à l'Église russe hors-frontière. Depuis quelques années, suite à des conflits entre deux camps au sein de l'Église Saint-Nicolas, une autre église orthodoxe russe s'est constituée, à Lachine. Les associations russes existantes aujourd'hui découlent de l'initiative des immigrants récents.

Sur le plan spatial, les Russes n'ont jamais développé de quartier ethnique russe proprement dit. Avant la fin de la guerre, les Russes se concentraient davantage dans les quartiers Canadiens-français en raison de leur origine paysanne et de leur condition ouvrière (McNicoll, 1993). De nos jours, on remarque une relative concentration résidentielle et commerciale dans les arrondissements Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce et Côte-Saint-Luc. Toutefois, il s'agit encore là d'une agrégation russophone plus que russe. Nous y reviendrons dans le portrait statistique.

Dans la communauté ukrainienne, trois paroisses orthodoxes coexistent ainsi que cinq églises catholiques et une chapelle. L'Église a toujours eu un rôle de premier plan dans la vie de la communauté ukrainienne. Les activités religieuses, sociales et culturelles tournaient autour de cette institution. Au plan associatif, on retrouve actuellement plus de vingt-cinq associations ukrainiennes. L'une d'entre elle, fondée à la fin des années quatre-vingt-dix, agit spécifiquement auprès des immigrants de la dernière vague.

Si les premiers Ukrainiens à Montréal vivaient dans les quartiers ouvriers de Pointe Saint-Charles, Frontenac et Lachine, non loin de leur lieu de travail (Kellebay, 1980 : 78), ils intègrent les quartiers ouest de la ville après les années 1960. À partir des années 1940, la communauté se déplace dans des quartiers de banlieue, Rosemont, Lachine, Lasalle, Pointe-Claire, Pierrefonds et Dollard-des-Ormeaux. Ils sont donc dispersés sur l'île de Montréal et ne peuvent jamais former de véritable quartier ukrainien (McNicoll, 1993 : 218).

Néanmoins, Rosemont reste le centre spatial symbolique de la communauté. Encore aujourd'hui on retrouve des Ukrainiens dans le quartier Rosemont, aux alentours de la 12^e rue, du parc de l'Ukraine, de deux églises (cathédrale orthodoxe Sainte-Sophie et l'église catholique ukrainienne de l'Assomption-de-la-Vierge), du Centre pour la jeunesse, d'une

caisse populaire et d'une caisse d'économie ukrainienne, d'une résidence pour personnes âgées d'origine ukrainienne, de quelques commerces ethniques, etc. Beaucoup des représentants de la deuxième et troisième générations préfèrent s'installer dans les quartiers résidentiels de l'ouest de la ville.

Du côté des Arméniens, une dizaine d'églises et plusieurs centres communautaires desservent la communauté. Les institutions et associations sont divisées selon la provenance des immigrants, puisqu'ils sont issus de plus de vingt-cinq pays. Le Liban, l'Égypte, la Turquie et la Syrie sont les plus importants pourvoyeurs à Montréal (Chichekian, 1994 : 44). On retrouve donc des associations destinées aux Arméniens arabophones, turcophones, etc. Même si la structure d'accueil arménienne est assez complète, il faudra attendre l'indépendance de l'Arménie pour voir apparaître une association consacrée aux Arméniens russophones à Montréal.

L'espace résidentiel arménien, toutes origines confondues, est distribué en quelques grappes de concentration. Pour reprendre les résultats de recherche de la thèse de doctorat d'A.A. Keuroghlian-Boudjikianian (2003), la plus forte proportion d'Arméniens se trouve dans le quartier Chomedey à Laval. Puis, suivent les quartiers montréalais de Saint-Laurent, Cartierville et Nouveau-Bordeau. L'ouest de l'île constitue la deuxième grappe (Pierrefonds, Dollard-des-Ormeaux, Kirkland), puis Brossard et la dernière grappe comprend Ville Mont-Royal, Outremont et Parc-Extension. Ce dernier quartier semble avoir été la zone résidentielle de regroupement privilégiée dans la phase initiale jusqu'au milieu des années 1970. Puis, les enfants déménagèrent à Laval ou dans l'ouest de l'île, une grande majorité devenant propriétaire.

Dans le cas de la communauté juive, un dense réseau associatif et institutionnel, implanté à Montréal depuis longtemps, permet aux nouveaux immigrants juifs d'intégrer rapidement cette communauté (synagogues, Jewish Immigrant Aid Services (JIAS), Young Men and Women's Hebrew Association (YM-YWHA), etc.). En outre, c'est à partir de la venue des Juifs russes à la fin des années soixante-dix qu'ils mettent sur pied un programme d'aide pour ces immigrants russophones et adaptent certains de leurs services. Sur la scène publique, la communauté juive jouit d'un certain pouvoir au niveau municipal étant donnée la pérennité de leur installation à Montréal. Donc les premiers temps suivant l'arrivée, les Juifs

russes auraient tendance à se regrouper autour des institutions et services juifs de l'ouest de la ville, plus particulièrement dans le quartier Côte-des-Neiges (Boudreau : 1998).

Pour leur part, les Baltes ont aussi une présence sur la scène associative ethnique de Montréal avant l'arrivée de la dernière vague d'immigration, mais nous manquons de renseignements pour élaborer à ce propos. Côté spatial, ils ont opté pour la dispersion résidentielle sur le territoire métropolitain.

Chapitre 3

Portrait statistique

Le Canada accueille chaque année plus de 225 000 nouveaux immigrants. Ceux-ci s'installent dans 76% des cas dans l'une des trois métropoles canadiennes : Toronto, Vancouver ou Montréal (Justus, 2004 : 39). D'après les données du recensement de 2001, aux premiers rangs des pays de naissance des cohortes immigrantes récentes se trouvent la Chine, puis l'Inde, les Philippines, Hong Kong, le Sri Lanka, le Pakistan et Taïwan. L'Asie prend peu à peu la place qu'occupait l'Europe il y a quelques décennies. Malgré ces changements dans la provenance des immigrants récents, la proportion d'immigrants européens est toujours importante.

Dans la région métropolitaine de Montréal, 18% de la population est née à l'étranger. Une plus faible proportion de la nouvelle vague immigrante asiatique s'installe dans la métropole québécoise. Les deux autres métropoles canadiennes absorbent, en effet, la majorité de cette cohorte. Les principaux pays de naissance des immigrants installés au cours de la dernière décennie dans le Grand Montréal sont les suivants : Haïti, la Chine, l'Algérie, la France et le Liban (Justus, 2004 : 42). À Montréal, la France est le pays de provenance européen en tête de liste, mais graduellement l'effectif immigrant d'Europe centrale et orientale s'accroît et ce depuis le début des années 1990.

Les ex-républiques de l'ancienne Union soviétique ne sont donc pas au premier rang des pays de naissance des nouveaux immigrants établis dans la métropole québécoise. Pourtant, le contingent russophone a connu un essor important dans les dernières années.

Ce portrait statistique sera divisé en deux parties. Dans la première partie, nous tracerons le profil démographique, socioprofessionnel et linguistique des immigrants d'ex-URSS au Canada puis, plus spécifiquement, au Québec. La seconde partie s'attardera à leur distribution spatiale. Les données utilisées proviennent de deux sources principales : du recensement canadien de 2001 et de la Direction de la population et de la recherche du Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration.

Pour retracer les immigrants russophones dans les statistiques disponibles du recensement canadien, nous avons adopté plusieurs stratégies. Dans certains cas, il a fallu utiliser le pays de naissance. Cette façon de fonctionner ne garantit cependant pas la concordance entre

l'origine ethnique et le pays de naissance. L'origine ethnique fait donc partie des données consultées. Par ailleurs, nous avons rejeté les données classées selon la langue, puisque cette variable ne permet pas une identification précise; s'agit-il d'immigrants d'ex-URSS ou de pays d'Europe de l'Est qui vécurent, eux aussi, une russification?

Nous avons commencé par nous intéresser aux données démographiques pour le Canada et dans les trois métropoles canadiennes : Toronto, Vancouver et Montréal. Pour faciliter la présentation des résultats, nous avons eu recours aux regroupements énoncés par le recensement canadien par pays de naissance, soit les pays baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie), les ex-républiques de l'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan, Turkménistan, Ouzbékistan), les ex-républiques du Caucase (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie) et les anciennes républiques de l'Europe orientale (Russie, Ukraine, Biélorussie, Moldavie).

3.1 Au Canada

En 2001, au Canada, on comptait 141 965 immigrants nés dans les quinze ex-républiques soviétiques. Cette immigration représente 2,6% de la population immigrée totale canadienne. Depuis leurs premières installations au Canada à la fin du 19^e siècle jusqu'en 1960, ces immigrants se trouvaient au nombre de 45 560. C'est vraiment à partir de 1991 qu'on parle d'immigrants d'ex-URSS. L'effectif augmente au Canada au fur et à mesure que l'on s'approche du démantèlement de l'URSS en 1991. Leur nombre passe de 3 395 pour la période 1961-1970, à 9 335 entre 1981 et 1990. À partir de 1991 jusqu'en 2001, 75 460 nouveaux arrivants nés dans l'ancienne Union soviétique chercheront à s'intégrer à la société canadienne. Ces arrivants récents représentent plus de la totalité des expatriés installés au Canada avant 1990 (66 510), de sorte que la quatrième vague migratoire constitue 53,2% de la totalité des immigrants nés dans l'ensemble de ces pays présents au Canada en 2001.

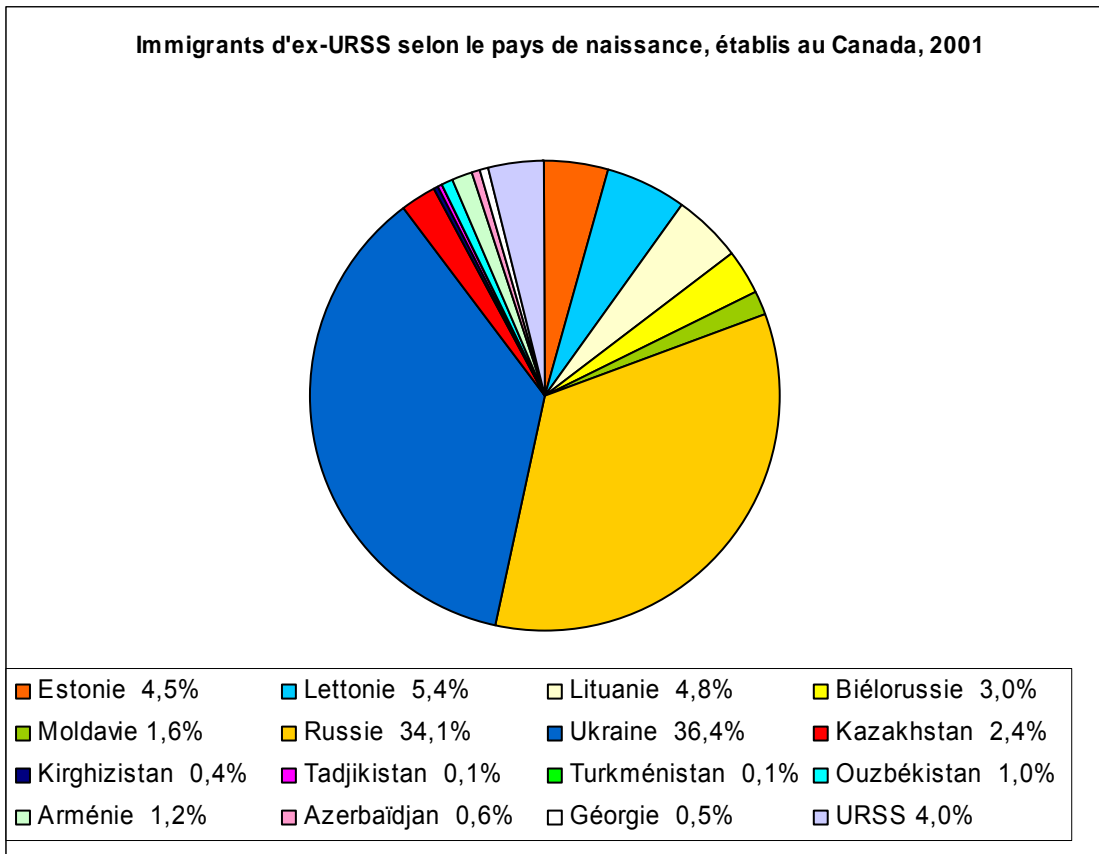
Par ailleurs, les immigrants en provenance d'ex-URSS s'installant au Canada durant la période de 1991-2001 représentent 4,1% de la totalité des immigrants canadiens et 5,7% entre 1996-2001, toujours selon le recensement canadien de 2001. De plus, le nombre d'immigrants récents a plus que doublé entre 1991-1995 (20 420) et 1996-2001 (55 040).

Ces constatations nous amènent à affirmer que l'immigration en provenance d'ex-URSS est récente et augmente à chaque année. Aussi, les raisons derrière ces flux migratoires sont d'ordre politique et économique, en lien avec la perestroïka et les bouleversements qui s'en suivirent, ainsi que la nouvelle possibilité de migrer. Mais s'agit-il d'un phénomène temporaire? Il est bien difficile de prévoir à la fois la prochaine émigration en provenance d'ex-URSS et les futures politiques d'immigration canadiennes.

Étant donné la hausse de l'effectif, ces immigrants proviennent-ils tous des mêmes pays de naissance où constate-t-on une diversification? Une plus grande hétérogénéité des pays de naissance risque d'entraîner une diversification des origines identitaire, ethnique, religieuse et linguistique. L'équation n'est cependant pas automatique. En effet, la population de l'URSS a subi de grands brassages ethniques et de nombreuses déportations. Du coup, le pays de naissance ne correspond pas nécessairement à des identités nationale et ethnique uniques. Les immigrants peuvent donc être des Russes, des Juifs, des Ukrainiens natifs des pays baltes, d'Asie Centrale ou du Caucase. La comparaison des données par pays de naissance et celles par origine ethnique s'avère donc nécessaire.

3.1.1 Diversification des pays de naissance

De façon globale, nous constatons que les immigrants nés dans l'un ou l'autre des pays d'Europe orientale représentent les trois quarts des ressortissants d'ex-URSS au Canada. Suivent les pays baltes (14,7%), les républiques d'Asie centrale (3,9%) et les pays du Caucase (2,3%). En effet, comme nous le montre la figure 1, les immigrants nés en Ukraine et en Russie représentent la majorité, soit un peu plus de 70% des immigrants nés sur le territoire soviétique, installés au Canada, selon le recensement de 2001.

Figure 1

Source : Statistique Canada, Recensement de la population de 2001

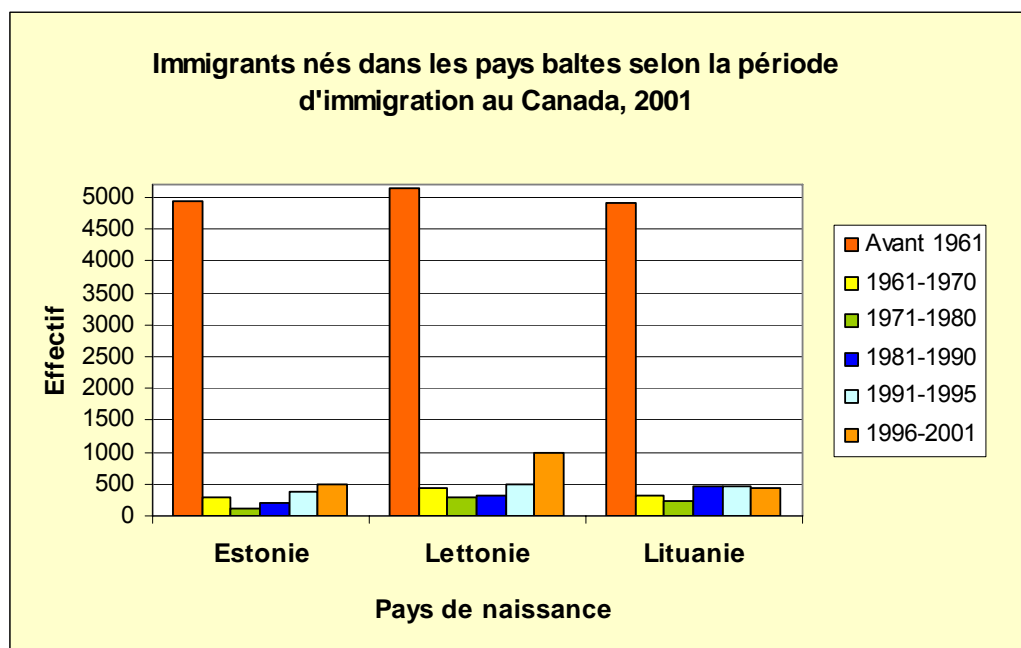
Suivent, en ordre d'importance, les immigrants nés dans l'un des trois pays baltes (Estonie (4,5%), Lituanie (4,8%) et Lettonie (5,4%)), en Biélorussie (3%), au Kazakhstan (2,4%), en Moldavie (1,6%) et en Arménie (1,2%). Les ex-républiques restantes totalisent 2,7%. Par contre, notons que 4% du total des immigrants d'ex-URSS ont indiqué comme pays de naissance l'URSS.

Est-ce que l'arrivée des immigrants de ces différents pays est aussi reliée à une certaine période?

Les immigrants nés en Ukraine, comme ceux nés dans les républiques baltes, forment la vieille immigration, celle datant de la première et deuxième vague d'immigration. En effet, 41,1% des immigrants nés en Ukraine arrivèrent au Canada avant 1961 et 71,8% des

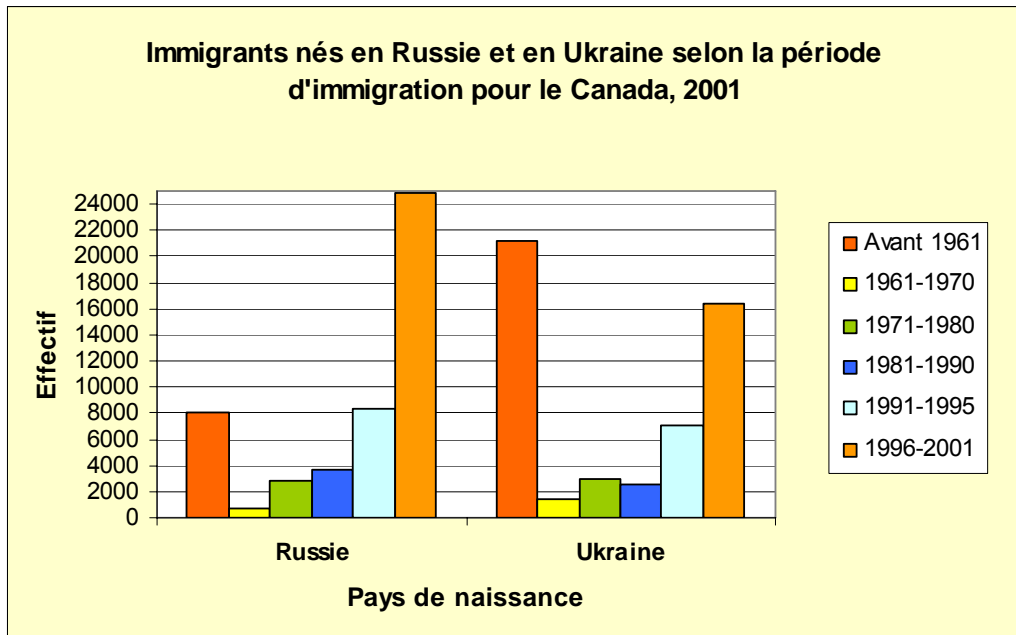
immigrants des trois pays baltes. La figure 2 montre que les effectifs sont nettement plus importants pour la période précédant 1961 dans le cas de l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie.

Figure 2



Source : Statistique Canada, Recensement de la population de 2001

Dans le cas de la population née en Ukraine, elle semble avoir immigré au Canada massivement jusqu'au début des années soixante, puis les flux se seraient modérés pour gagner en importance entre 1996 et 2001 (voir figure 3).

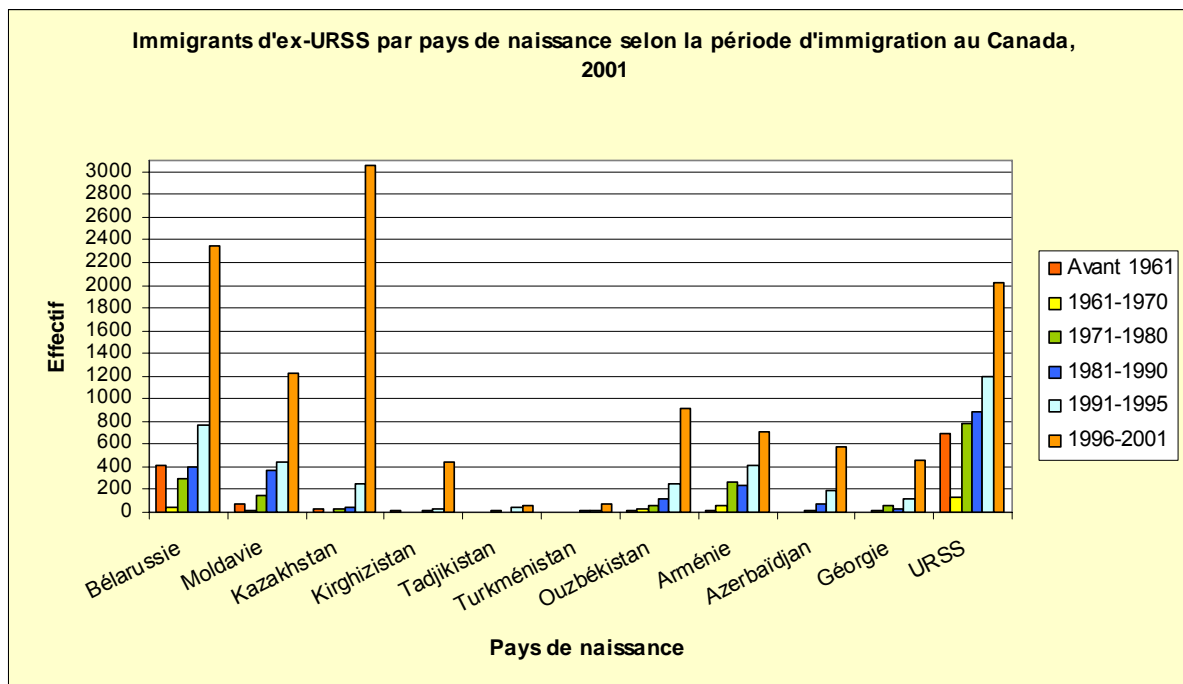
Figure 3

Source : Statistique Canada, Recensement de la population de 2001

La figure 3 permet de comparer l'arrivée des immigrants nés dans les deux pays les plus importants en termes d'émigration vers le Canada : la Russie et l'Ukraine. Dans le cas de la Russie, l'effectif postérieur au démantèlement de l'Union soviétique est nettement plus important. Le contingent d'immigrants nés en Ukraine arrivés au Canada durant la décennie 1991-2001 est légèrement plus important que celui précédant 1961.

Pour les immigrants nés dans les autres pays de l'Europe orientale, d'Asie centrale et du Caucase, leur plus forte arrivée au Canada s'est produite entre 1991 et 2001. Ce sont 92,5% des populations nées en Asie centrale et 76,4% des pays du Caucase qui s'installent au Canada à cette époque. En provenance d'Europe orientale, la majorité des immigrants nés en Moldavie (72,8%) et Biélorussie (73%) rejoignent le Canada après 1991. L'accroissement de l'effectif né dans ces pays est encore plus notoire à compter de 1996 (voir figure 4) et ce, spécialement dans le cas des immigrants nés au Kazakhstan.

Figure 4

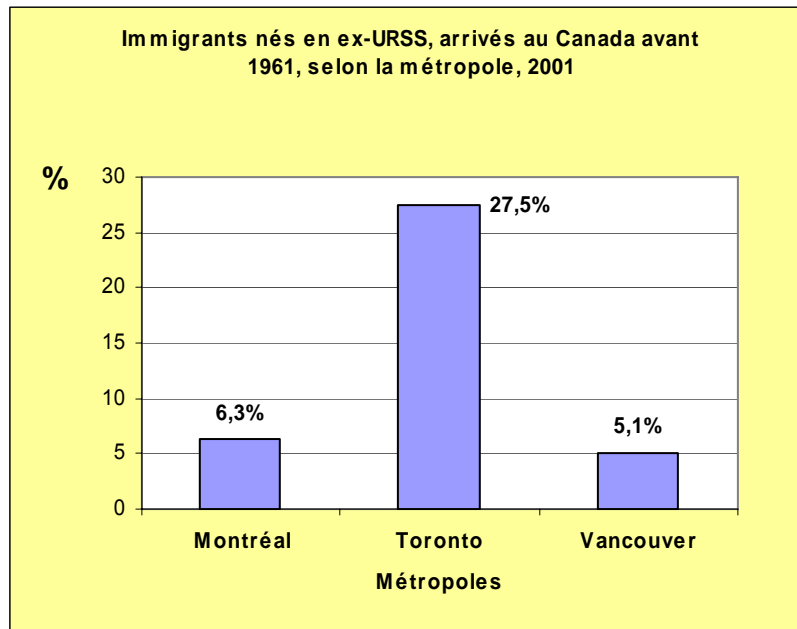


Source : Statistique Canada, Recensement de la population de 2001

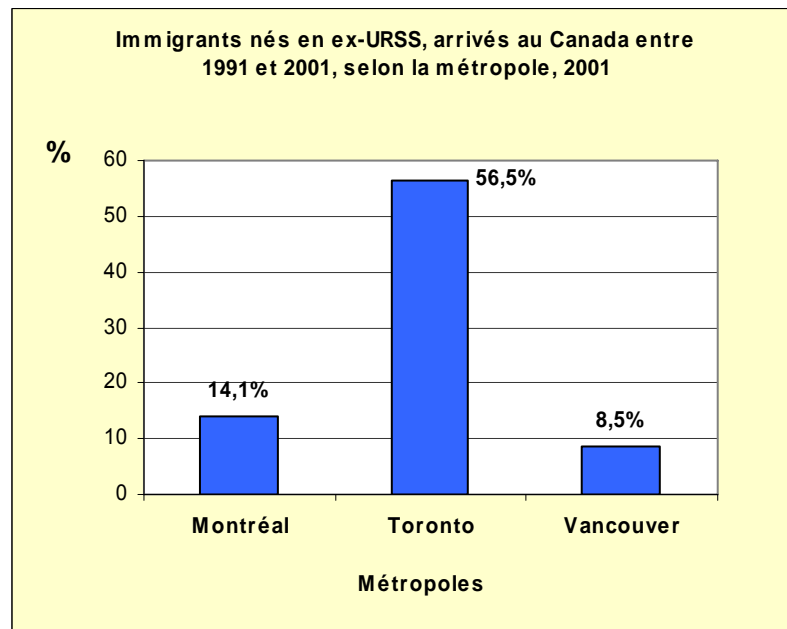
En somme, les pays de naissance des immigrants russophones au Canada se diversifient et ce, spécialement après la chute de l'empire soviétique.

3.1.2 Dans les métropoles

L'immigration est un phénomène avant tout urbain. Au Canada, les villes de Toronto, Montréal et Vancouver accueillent chaque année la plus grande partie des nouveaux contingents en provenance des quatre coins du monde. Contrairement aux vagues antérieures d'Europe de l'Est, préférant les milieux ruraux aux centres urbains, les nouveaux arrivants d'ex-URSS s'installent dans les métropoles canadiennes. En effet, avant 1961, un peu plus du tiers de l'ensemble des immigrants d'ex-URSS (39,0%) étaient localisés dans l'une de ces villes, tandis que 79,1% des immigrants, arrivés entre 1991 et 2001, s'installaient soit à Montréal, Toronto et Vancouver (voir figures 5 et 6).

Figure 5

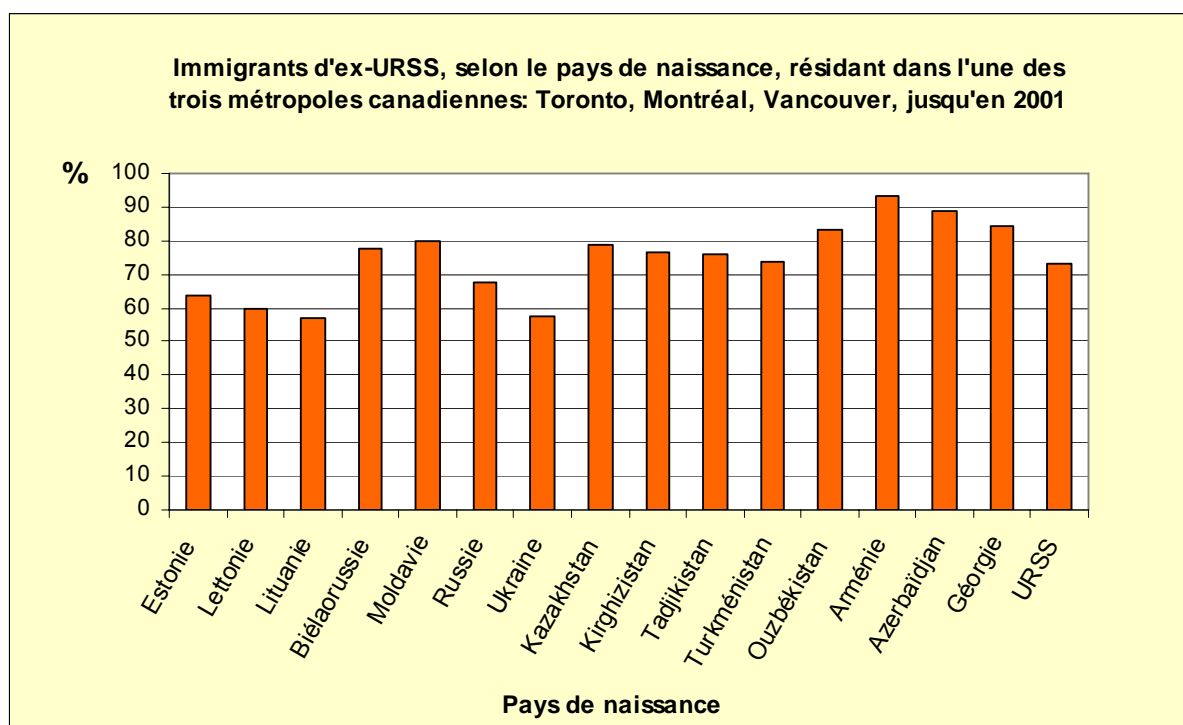
Source : Statistique Canada, Recensement de la population de 2001

Figure 6

Source : Statistique Canada, Recensement de la population de 2001

Attardons-nous à la distribution de ces immigrants dans les trois métropoles selon leurs pays de naissance (voir figure 7). Sur l'ensemble des immigrants d'ex-URSS, ceux nés en Lituanie, en Ukraine, en Lettonie et en Estonie sont moins présents dans les centres urbains. En effet, les anciennes vagues d'immigration au Canada provenaient en majorité de ces pays. Ces nouveaux arrivants cherchaient, avant tout, à s'établir sur des terres agricoles. Notons que parmi les immigrants plus récents (pays de naissance : Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Moldavie, Kazakhstan,...), plus des trois quarts visent les métropoles canadiennes. Bien sûr, les profils socioprofessionnels des différentes générations d'immigrants ont évolué, ce qui explique cet écart.

Figure 7



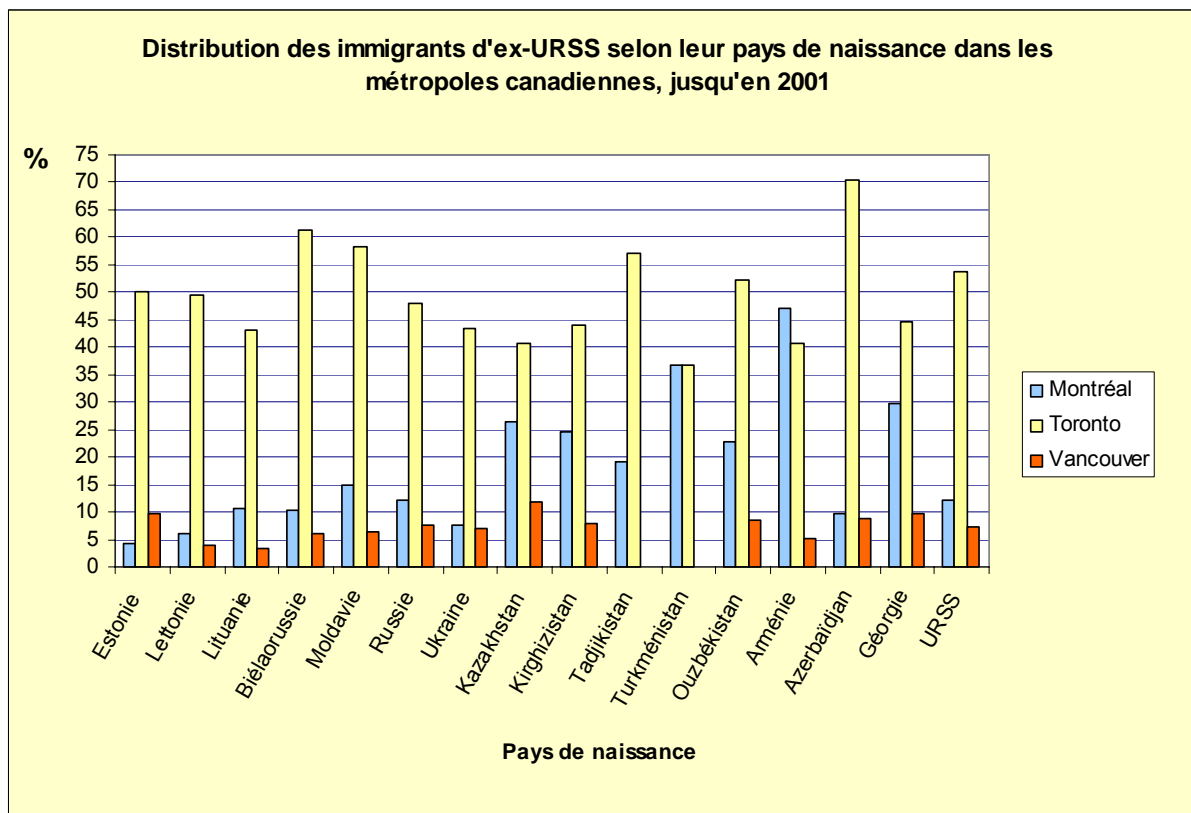
Source : Statistique Canada, Recensement de la population de 2001

Parmi les trois métropoles, Toronto a le taux d'attraction le plus fort (voir figure 8). Ces immigrants russophones représentent 3,3% de la population immigrée de Toronto. Ainsi, plus de la moitié (56,5%) des immigrants, nés en ex-URSS et arrivés au Canada entre 1991 et 2001, s'installent à Toronto (soit 42 650 nouveaux arrivants). Toujours d'après les données censitaires de 2001, Montréal arrive au deuxième rang avec 14,1%, tandis que

Vancouver réuni 8,5% des contingents récents (10 615 et 6405 immigrants respectivement). Dans la métropole québécoise, l'ensemble des immigrants d'ex-URSS correspond à 2,5% des immigrés et 1,4% dans le cas de Vancouver.

Les immigrants nés en Arménie sont les seuls à s'établir en plus grand nombre à Montréal, plutôt qu'à Toronto. Notons que le quart et parfois le tiers des immigrants récents adoptent Montréal comme point d'attache (Kazakhstan, Kirghizistan, Turkménistan, Géorgie, Ouzbékistan).

Figure 8



Source : Statistique Canada, Recensement de la population de 2001

Dans un autre ordre d'idées, il s'avère difficile de juger des contingents en provenance d'ex-URSS en se basant uniquement sur le pays de naissance. En effet, serait-il possible de vérifier si ce ne sont pas que des Russes, nés dans l'un ou l'autre de ces quinze pays, qui émigrent et choisissent le Canada comme terre d'accueil? Effectivement, les données sur

les immigrants regroupés par pays de naissance ne nous renseignent pas sur l'identité ethnique de ces immigrants. Cela signifie qu'un immigrant né en Ukraine peut y être seulement né et par la suite avoir vécu en Russie, de mère juive et de père russe orthodoxe. Quelle(s) origine(s) ethnique(s) aura cet immigrant?

3.1.3 L'origine ethnique

Que pouvons-nous ressortir des données sur l'origine ethnique des immigrants d'ancienne URSS? Pour commencer, l'origine ethnique est un concept flou et qui peut entraîner de multiples interprétations.

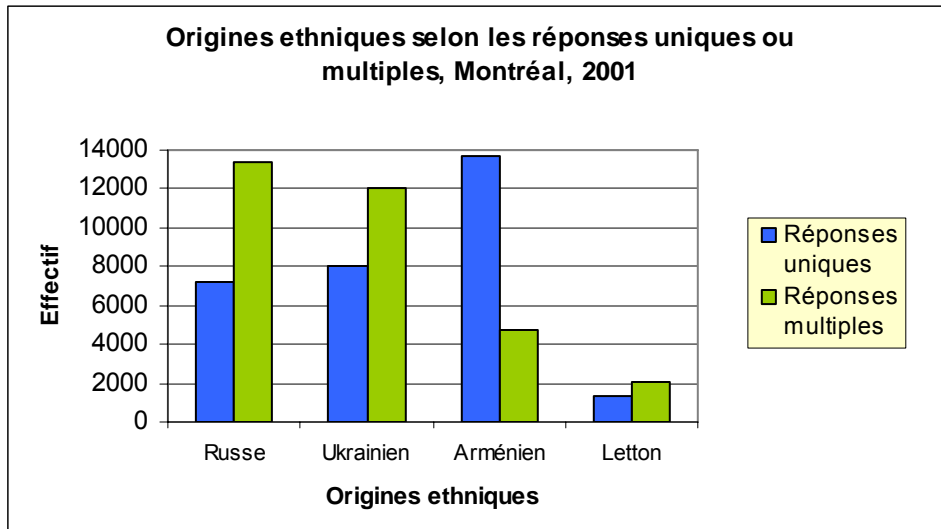
Voici le libellé de la catégorie « origine ethnique » donnée par le dictionnaire du recensement de Statistique Canada de 2001 : *groupe(s) ethnique(s) ou culturel(s) auquel (auxquels) appartenaient les ancêtres du recensé*. L'origine ethnique est donc une classification ambivalente. Statistique Canada mentionne bien que plusieurs facteurs peuvent modifier les données portant sur l'origine ethnique :

La connaissance des antécédents familiaux ou la période écoulée depuis l'immigration peuvent influencer sur les réponses données à la question sur l'origine ethnique, de même que la confusion avec d'autres concepts comme la citoyenneté, la nationalité, la langue et l'identité culturelle. Les réponses données à la question sur l'origine ethnique peuvent être influencées par des considérations d'ordre social ou personnel. Les choix faits par les recensés ont une incidence sur les chiffres et sur la comparabilité des données d'un recensement à l'autre.

Selon les données censitaires de 2001 disponibles en ligne sur l'origine ethnique, nous notons que les immigrants d'ex-URSS sont principalement distribués par origines nationales. Néanmoins, certaines origines sont omises (moldave, kazakh, ouzbek, tadjik, turkmène, kirghiz). On y retrouve quelques origines minoritaires, dont l'origine tatare. Cette population tatare réside principalement dans les anciennes républiques soviétiques (Crimée et Tatarstan). Les données sur l'origine juive et tzigane sont disponibles, mais nous ne pourrions en tenir compte en raison de leur imprécision. En effet, la distribution spatiale des diasporas juive et tzigane est très étendue et du coup, nous ne pouvons être sûr de la proportion en provenance d'ex-URSS.

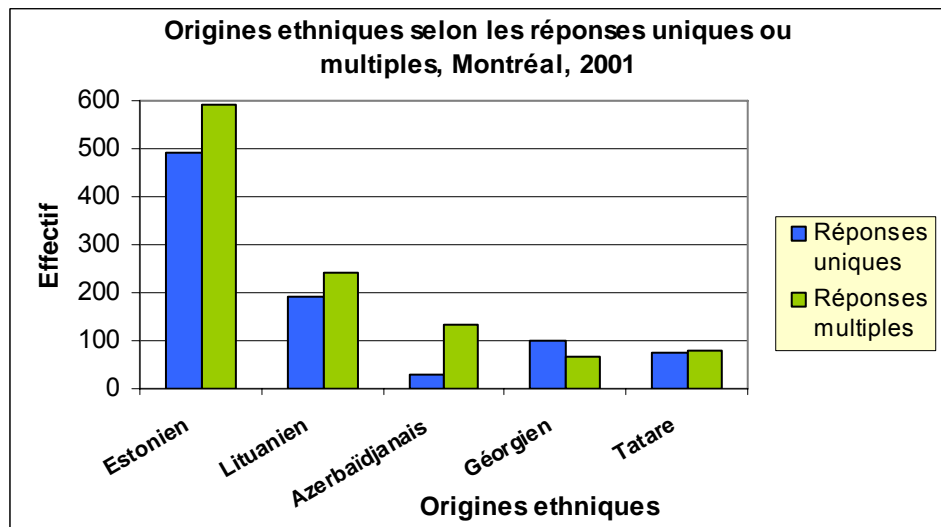
Par ailleurs, les origines ethniques sont classées selon deux types de réponses : multiple et unique. Dans le recensement canadien, les répondants peuvent donc choisir s'ils appartiennent à un ou plusieurs groupes ethniques. Nous avons comparé ces deux types de réponses pour les répondants d'origines d'ex-URSS installés à Montréal en 2001 (voir figures 9 et 10).

Figure 9



Source : Statistique Canada, Recensement de la population de 2001

Figure 10



Source : Statistique Canada, Recensement de la population de 2001

En général, les réponses multiples dépassent les origines uniques (Russe, Ukrainien, Letton, Estonien, Lituanien, Azerbaïdjanais). Est-ce que ces immigrants étaient d'origines multiples dans leur pays ou est-ce que les générations nées au Canada gonflent l'effectif des origines multiples? Notons cependant que les Azéris font partie de la vague récente d'immigration en provenance d'ex-URSS et, dans leur cas, les réponses multiples devancent les réponses uniques. Du coup, les immigrants nés en Azerbaïdjan, installés au Québec, ne sont certainement pas tous des Azéris, de parents azéris. Cet exemple montre bien la complexité de la composition des immigrants d'ex-URSS au plan ethnique.

Par le fait même, presque le double des répondants d'origine russe se définit selon de multiples origines ethniques plutôt qu'une seule. Est-ce l'effet des deuxième et troisième générations nées au Canada, de la mixité des mariages ou de la variété des origines des émigrants d'ex-URSS?

A contrario, les réponses d'origines uniques arménienne, géorgienne et tatare sont plus nombreuses ou équivalentes que celles d'origines multiples. Pour la population arménienne, en provenance de plusieurs pays et établie au Canada depuis quelques décennies, l'origine ethnique arménienne semble prédominer. L'effet des générations nées au Canada ne semble pas diluer l'identification à l'origine ethnique arménienne. La situation est probablement différente pour les immigrants d'origine géorgienne et tatare plus fraîchement arrivés au Canada.

Nous examinerons maintenant les données détaillées pour les origines dominant notre contingent, soit l'origine russe et ukrainienne pour Montréal en 2001.

3.1.3.1 Réponse unique ou multiple

Ils sont 5 930 immigrants nés en Russie et établis dans la région métropolitaine de Montréal, selon le recensement de 2001. Par contre, 7 155 répondants se déclarent d'origine unique russe et 13 345 d'origines multiples, comprenant l'origine russe. Il y a donc une partie de la population d'origine russe qui n'est pas née en Russie mais qui se considère comme russe et un grand nombre se décrivent comme appartenant à plusieurs origines. Les 14 900 doivent comprendre à la fois les minorités culturelles vivant en Russie, les enfants issus de

mariages mixtes, les deuxième et troisième générations... Il ne s'agit donc plus seulement des immigrants, mais aussi de leurs enfants.

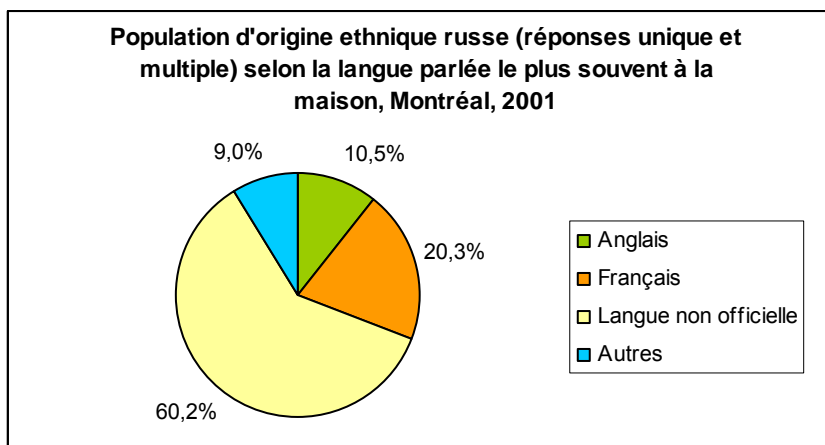
Les immigrants nés en Ukraine étaient 3915 sur le territoire montréalais en 2001. Selon l'origine ethnique, 8035 répondants se considèrent d'origine unique ukrainienne, tandis que 12 010 sont d'origines multiples. La population d'origine unique représente le double des immigrants nés en Ukraine, installés à Montréal. Sans doute, les deuxième et troisième générations s'identifient toujours à cette origine ukrainienne. Enfin, la diversité des origines des immigrants nés en Ukraine est aussi très importante, comme c'est le cas de la Russie.

3.1.3.2 État matrimonial

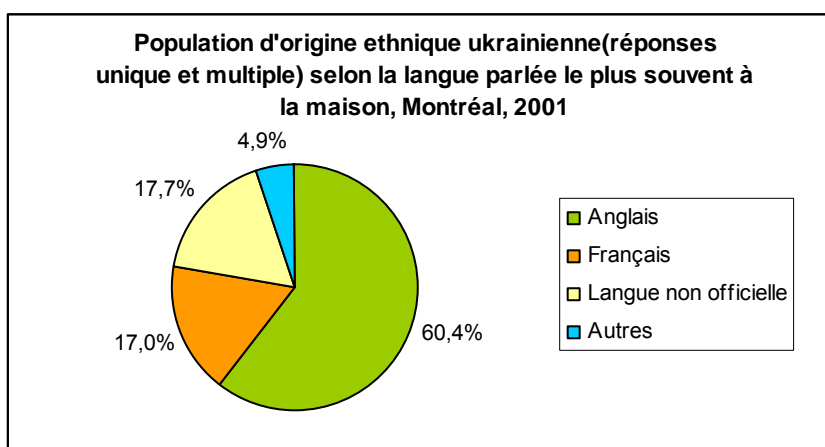
La moitié de la population de 15 ans et plus d'origine russe (unique et multiple) est mariée (49,4%). Les célibataires représentent 31,4% du groupe ethnique russe et les statuts de divorcé et de séparé totalisent 13,2%. Enfin, les veufs sont minoritaires avec 6,1%. Les proportions restent à peu près les mêmes pour l'origine ukrainienne (44,7% mariés, 37,1% célibataires, 10,6% divorcés et séparés, 7,7% veufs).

3.1.3.3 Langue parlée à la maison

De grands écarts existent entre les langues parlées le plus souvent à la maison pour les origines russe et ukrainienne. L'utilisation d'une langue non officielle est plus importante pour la population d'origine russe, soit dans 60,2%, que pour celle d'origine ukrainienne (17,7%). L'anglais est la langue la plus pratiquée par le groupe ethnique ukrainien (60,4%). Cet écart peu s'expliquer par la durée de séjour des Ukrainiens au Canada, par l'importance des intermariages et par l'assimilation des générations nées au Canada.

Figure 11

Source : Statistique Canada, Recensement de la population de 2001

Figure 12

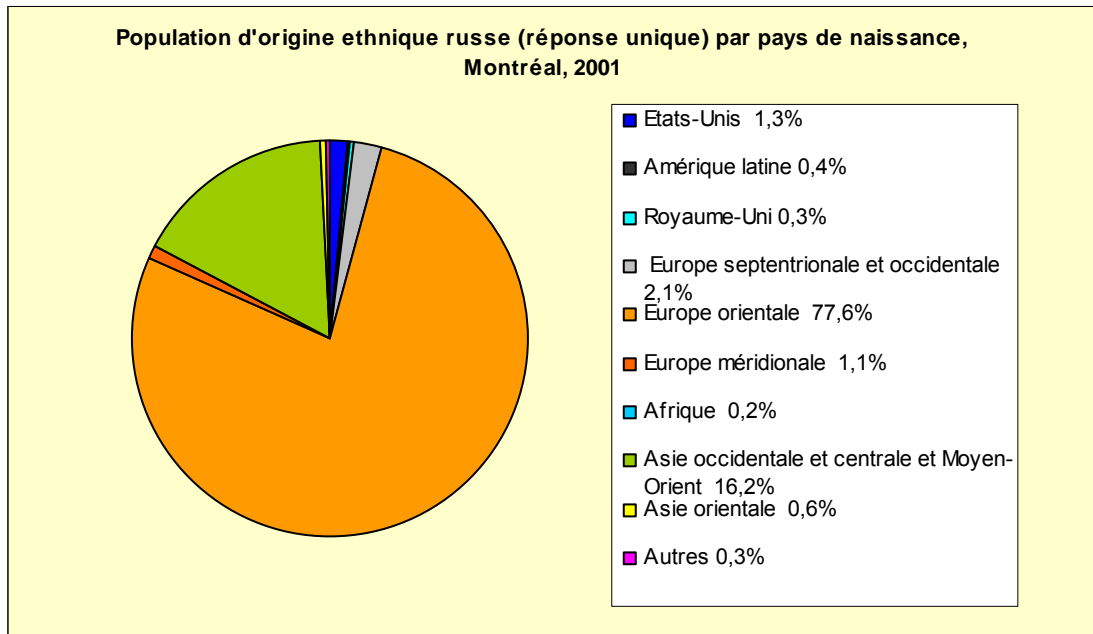
Source : Statistique Canada, Recensement de la population de 2001

3.1.1.4 Pays de naissance

D'après les données censitaires selon l'origine ethnique, les immigrants d'origine unique russe ne sont pas exclusivement nés en ex-URSS, mais proviennent d'autres régions et continents. L'Europe orientale, l'Asie occidentale (Asie centrale et Caucase) et le Moyen-Orient (Israël) totalisent 93,8% des pays de naissance. L'Europe et les États-Unis

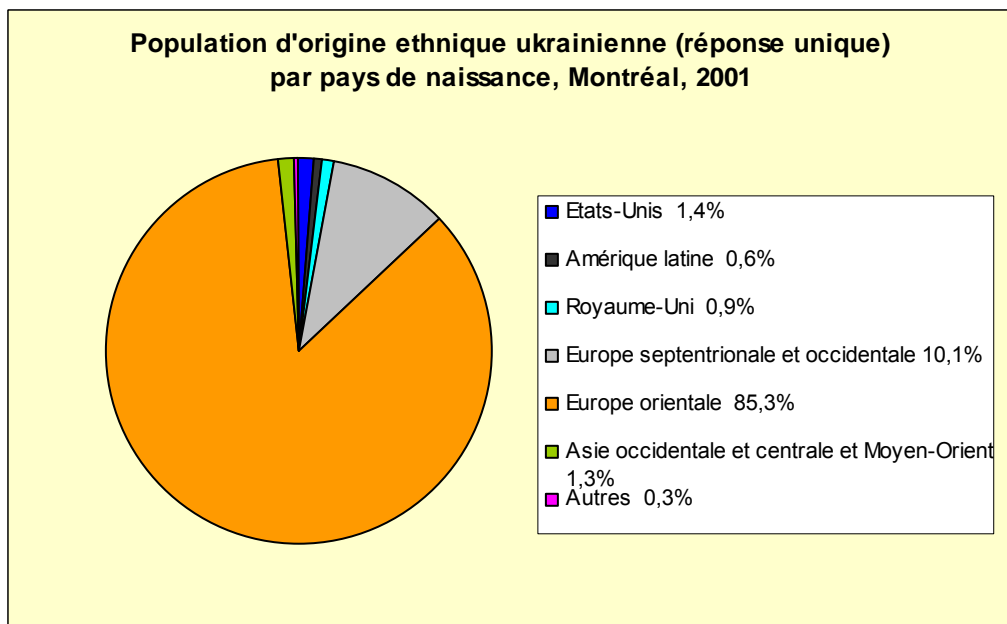
rassemblent la majorité des pays de naissance des immigrants d'origine russe hors frontière (voir figure 13).

Figure 13



Source : Statistique Canada, Recensement de la population de 2001

Figure 14



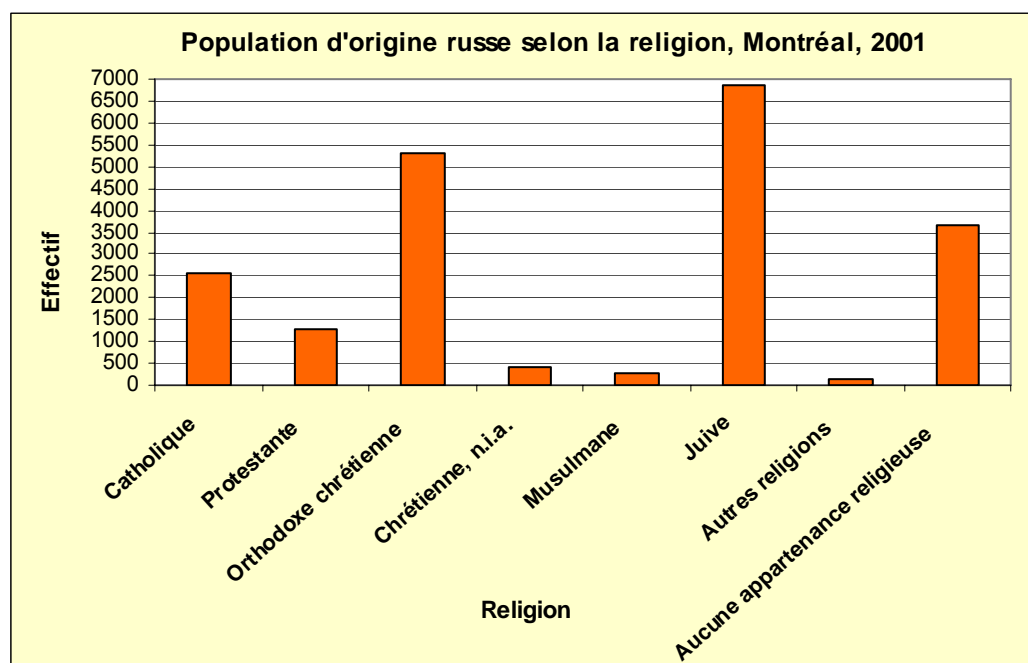
Source : Statistique Canada, Recensement de la population de 2001

D'autre part, les pays de naissance de la population d'origine ethnique unique ukrainienne appartiennent massivement à l'Europe orientale, occidentale et septentrionale (95,4%) (voir figure 14).

3.1.3.5 Appartenance religieuse

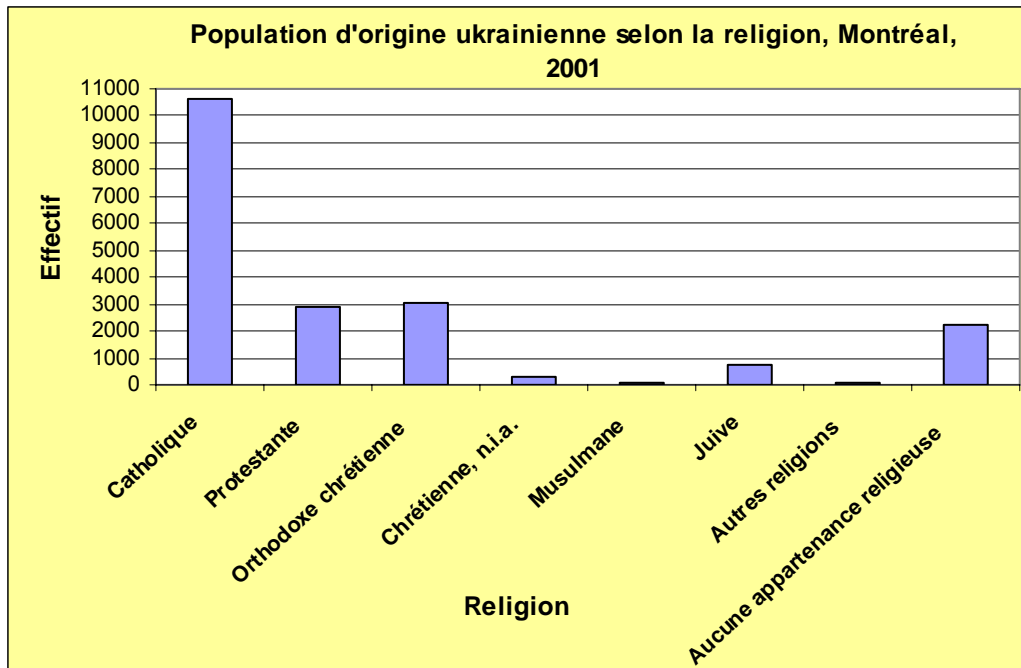
Dans un autre ordre d'idées, nous nous intéressons à l'appartenance religieuse de la population d'origine russe, unique ou multiple. Le tiers se déclarent de religion juive (33,5%), le quart sont orthodoxes (25,8%), 18% n'appartiennent à aucune religion et 12,6% se rallient au catholicisme (voir figure 15).

Figure 15



Source : Statistique Canada, Recensement de la population de 2001

En ce qui concerne les appartenances religieuses pour la population de Montréal d'origine ukrainienne, elles semblent plus concentrées. En effet, plus de la moitié est catholique (53,0%), les orthodoxes et les protestants s'équivalent (15,3% et 14,5%), suivent les athées (11,2%) et la religion juive (3,8%) (voir figure 16).

Figure 16

Source : Statistique Canada, Recensement de la population de 2001

3.1.3.6 Minorités visibles

Seulement 2% de la population d'origine russe et 1,5% de la population ukrainienne font partie de la catégorie des minorités visibles². Parmi les immigrants récents d'Asie centrale ou du Caucase, cette proportion devrait être plus importante.

3.1.4 Conclusion

La quatrième vague d'immigration recensée au Canada en provenance des États post-soviétiques est plus importante, en termes d'effectif, que les précédentes. Sur les 141 965 immigrants d'ex-URSS établis au Canada en 2001, 75 460 sont arrivés au pays entre 1991 et 2001. L'ensemble des ex-républiques figure comme pays de naissance des contingents

² Voici le libellé de la catégorie « minorités visibles » donnée par le dictionnaire du recensement de Statistique Canada de 2001 : « Le concept de « minorités visibles » désigne les personnes identifiées en vertu de la Loi sur l'équité en matière d'emploi, selon qu'elles sont ou non de race blanche. Selon cette Loi, les Autochtones ne font pas partie des groupes de minorités visibles ».

récents. On observe une diversification à la fois des pays de naissance et des origines ethniques durant les années 1990. Pourtant, la grande majorité russophone a comme pays de naissance la Russie et l'Ukraine (70% de l'effectif en 2001). Par ailleurs, si on observe la distribution spatiale de ces nouveaux arrivants, les trois grandes métropoles canadiennes absorbent 79,1% des personnes ayant immigré depuis la perestroïka, Toronto en tête (56,5%), suivi de Montréal (14%) et de Vancouver (8,5%).

3.2 Au Québec

Nous avons utilisé des données offertes par la Direction de la population et de la recherche du Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration. Il s'agit de l'admission au Québec des nouveaux immigrants en provenance d'ex-URSS entre 1991 et 2001. Ces données proviennent de formulaires remplis à partir du dossier de sélection des candidats. Les informations sont vérifiées au moment de l'entrée au Canada. Elles ont été regroupées par pays de naissance et ne comprennent ni le Tadjikistan, ni le Turkménistan en raison d'effectifs peu nombreux. Les informations auxquelles nous avons eu accès portent sur les éléments suivants : l'effectif, le sexe, le groupe d'âge, les catégories d'immigrants, la langue maternelle, la connaissance des langues officielles à l'arrivée, la scolarité des immigrants de plus de 15 ans et le nombre d'actifs. Toutes ces données font toujours référence au pays de naissance et ont été examinées selon deux périodes découpées arbitrairement afin d'obtenir des résultats significatifs : 1991-1995 et 1996-2001. Par rapport à l'origine ethnique et l'appartenance religieuse des candidats, aucune donnée n'est recueillie par les institutions gouvernementales, puisque ces informations pourraient s'avérer discriminatoires.

Par ailleurs, il faut noter que 91% des immigrants d'ex-URSS compris entre 1991 et 2001 ont déclaré vouloir s'installer dans les régions administratives de Montréal, de Laval, des Laurentides, de Lanaudière ou en Montérégie au moment de l'admission ou de l'arrivée au Québec. Si l'on compare avec l'ensemble des nouveaux résidents permanents, toutes origines confondues, arrivés entre 1997 et 2002, 86% résidaient dans le grand Montréal (île de Montréal, Laval, Longueuil) (Godin, 2004 :9).

Il est utile de rappeler que les politiques d'immigration, tant provinciale que fédérale, ont changé de manière progressive. Jusqu'en 1996, le processus de sélection du Québec des immigrants travailleurs privilégiait les candidats dotés d'une offre d'emploi garantie ou dont la

profession était « en demande ». Cette approche cherchait à répondre aux besoins à court terme du marché du travail. Elle s'est révélée inappropriée pour faire face au déclin démographique. C'est à l'automne 1996 qu'une nouvelle grille de sélection des travailleurs a été adoptée misant sur une vision à plus long terme. Cette dernière classe les travailleurs en trois programmes : employabilité et mobilité professionnelle (EMP), profession en demande au Québec (PDQ), emploi assuré (Godin, 2004 :3). S'ajoute donc aux deux profils d'avant 1996, celui du « profil prometteur » (EMP). La grille comporte d'autres modifications mettant l'accent sur les enjeux linguistique et démographique.

Grâce à cette nouvelle grille, les flux d'immigrants sont maintenant plus indépendants des fluctuations de l'économie québécoise. De plus, les pays d'origine des immigrants sélectionnés sont plus diversifiés, les effectifs augmentent chaque année et plus d'importance est accordée à la connaissance des langues officielles, notamment du français au Québec³. Bref, il faut garder en tête que les politiques d'immigration et leurs changements ont un effet direct sur l'effectif et le profil des immigrants sélectionnés.

3.2.1 Effectif

Selon les données récoltées par le MRCI, les immigrants nés en ancienne URSS admis entre 1991 et 2001 atteignaient les 13 882 au Québec⁴. Plus de la moitié de cet effectif fut admis lors de la période 1996-2001. Dans tout les cas, sauf pour l'Estonie et l'URSS, le nombre d'immigrants est nettement plus considérable durant cette deuxième période. Notons que les immigrants nés en Russie (4 778) sont les plus nombreux à s'installer au Québec, suivis par ceux nés en URSS (3 730), puis par les nouveaux arrivants nés en Ukraine (2 303) (voir tableau 1).

³ Guide d'accompagnement de la carte de la défavorisation du Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal, Décembre 2003, p.25

⁴ Ces mêmes immigrants équivalaient à 11 185 au Québec durant cette période d'après les données du recensement canadien de 2001. Comment s'explique cet écart de 2 697 immigrants? Premièrement, les données de Statistique Canada résultent d'une estimation sur 20% de la population. Une marge d'erreur est donc possible. De plus, le recensement a eu lieu au milieu du mois de mai 2001 alors que les données d'admission portent sur l'ensemble de l'année civile. Notons aussi qu'il y a toujours sous dénombrement lors des recensements des immigrants récents, particulièrement chez les jeunes adultes, les allophones et ceux s'établissant dans les centres urbains. Par ailleurs, des décès ont pu survenir depuis l'admission au Québec. De plus, les admissions cumulées par le MRCI ne tiennent pas compte des futures migrations effectuées par les nouveaux arrivants. Une certaine proportion des immigrants russophones admis au Québec entre 1991 et 2001 a très bien pu soit; s'installer dans une autre province canadienne, retourner dans leur pays d'origine ou quitter pour une toute autre destination. Si nous faisons abstraction de la marge d'erreur des données censitaires, les immigrants russophones admis au Québec entre 1991 et 2001 y demeuraient dans 80,6% des cas. Les données utilisées dans cette section sont donc révélatrices du moment d'admission au Québec.

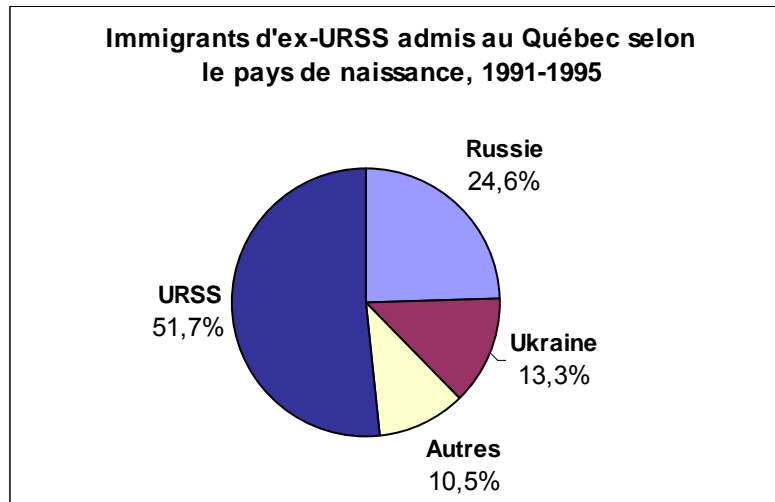
Tableau 1**Immigrants d'ex-URSS admis au Québec selon le pays de naissance, 1991-2001**

| | 1991-1995 | 1996-2001 | Total |
|-------------------------|------------------|------------------|--------------|
| Europe orientale | 1728 | 6140 | 7868 |
| Russie | 1058 | 3720 | 4778 |
| Ukraine | 571 | 1732 | 2303 |
| Biélorussie | 24 | 292 | 316 |
| Moldavie | 75 | 396 | 471 |
| Pays baltes | 76 | 157 | 217 |
| Estonie | 39 | 33 | 72 |
| Lituanie | 16 | 48 | 64 |
| Lettonie | 21 | 76 | 81 |
| Asie centrale | 105 | 1267 | 1372 |
| Kazakhstan | 46 | 944 | 990 |
| Kirghizistan | 5 | 76 | 81 |
| Ouzbékistan | 54 | 247 | 301 |
| Transcaucasie | 173 | 502 | 675 |
| Arménie | 122 | 230 | 352 |
| Azerbaïdjan | 19 | 111 | 130 |
| Géorgie | 32 | 161 | 193 |
| URSS | 2226 | 1524 | 3750 |
| TOTAL | 4308 | 9590 | 13882 |

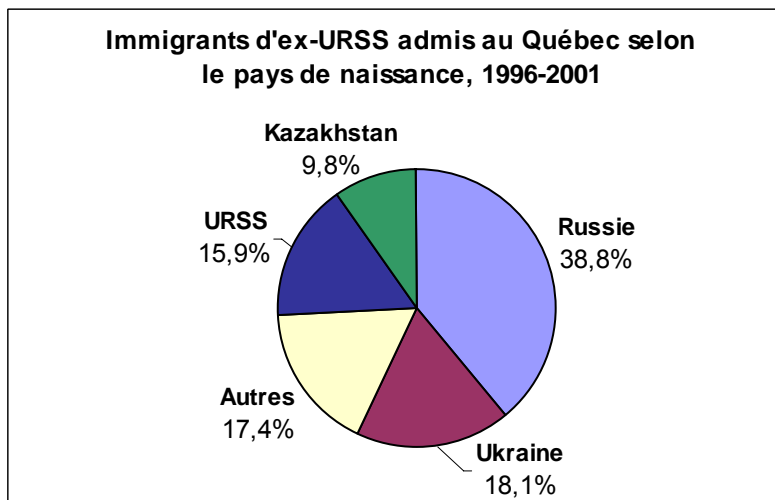
Source : Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, Direction de la population et de la recherche

L'URSS a été déclaré comme un pays de naissance. Cette réalité prouve bien que l'URSS pouvait être perçu par ces habitants comme un seul et unique pays. Il serait intéressant de comparer cette statistique avec l'origine ethnique déclarée par les nouveaux immigrants. L'origine ethnique « soviétique » aurait-elle été mentionnée?

En examinant les deux périodes (1991-1995 et 1996-2001), nous constatons que l'URSS, comme pays de naissance, était proportionnellement plus important durant la première période (51,7%) que durant la deuxième (15,9%) (voir figures 17 et 18). À partir de 1996, les effectifs en provenance d'ex-URSS se diversifient et le Kazakhstan commence à se démarquer. La Russie devient le pays de naissance le plus important entre 1996 et 2001 (38, 8%).

Figure 17

Source : Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, Direction de la population et de la recherche

Figure 18

Source : Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, Direction de la population et de la recherche

3.2.2 Sexe

Contrairement aux premières vagues d'immigration en provenance de ces pays, où les hommes dominaient les contingents, l'immigration récente est légèrement plus féminine (52,5%) et ce, dans la majorité des pays de naissance (voir le tableau 2 et la figure 19). Le

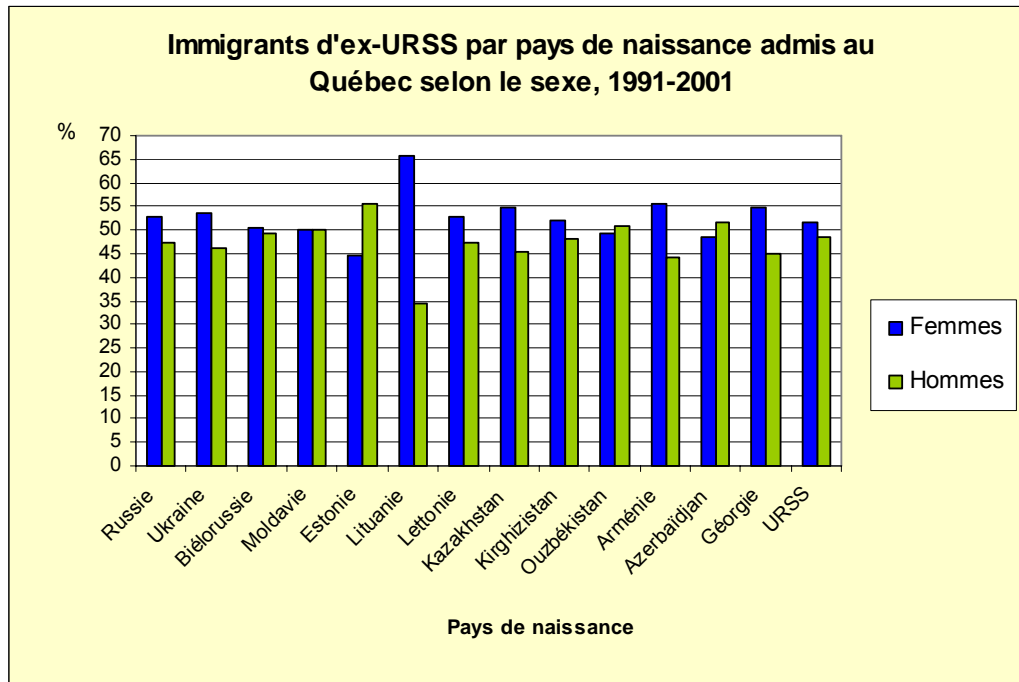
cas le plus notable est celui des immigrantes nées en Lituanie, qui représentent 65,6% des contingents.

Tableau 2

Proportion des immigrants d'ex-URSS par pays de naissance admis au Québec selon le sexe, 1991-2001

| | Femmes | Hommes |
|-------------------------|---------------|---------------|
| Europe orientale | 51,8% | 48,2% |
| Russie | 52,9% | 47,1% |
| Ukraine | 53,8% | 46,2% |
| Biélorussie | 50,6% | 49,4% |
| Moldavie | 49,9% | 50,1% |
| Pays baltes | 54,3% | 45,7% |
| Estonie | 44,4% | 55,6% |
| Lituanie | 65,6% | 34,4% |
| Lettonie | 52,9% | 47,1% |
| Asie centrale | 51,9% | 48,1% |
| Kazakhstan | 54,7% | 45,3% |
| Kirghizistan | 51,9% | 48,1% |
| Ouzbékistan | 49,2% | 50,8% |
| Transcaucasie | 53,0% | 47,0% |
| Arménie | 55,7% | 44,3% |
| Azerbaïdjan | 48,5% | 51,5% |
| Géorgie | 54,9% | 45,1% |
| URSS | 51,7% | 48,3% |
| TOTAL | 52,5% | 47,5% |

Source : Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, Direction de la population et de la recherche

Figure 19

Source : Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, Direction de la population et de la recherche

Comme nous venons de le voir, l'immigration n'est plus une possibilité offerte qu'aux hommes. Est-ce un phénomène généralisé à l'ensemble des immigrants ou cela s'explique-t-il par la situation démographique particulière de ces nouveaux États? Si nous comparons à la moyenne de l'ensemble des immigrants installés au Québec entre 1997 et 2000, environ les deux tiers des immigrants indépendants sont des hommes. Néanmoins, les conjoints des requérants principaux de la catégorie des immigrants indépendants sont plus nombreux dans le cas de l'Europe de l'Est (incluant l'ex-URSS) (44%) comparée à la proportion des autres pays (15%). Pour les immigrants de l'ensemble des pays, ces conjoints sont dans 62% des femmes (Godin, 2004 :9). Cela explique peut être la plus forte proportion au Québec de femmes immigrantes nées en ex-URSS.

Quelles sont les conséquences de la féminisation de l'immigration? Est-ce que l'adaptation de femmes en milieu étranger diverge des modèles masculins? Dennis Shasha et M. Shron (2002) se sont penchés sur les récits de vie d'immigrants d'ex-URSS et d'après leurs observations, les femmes ex-soviétiques seraient plus aptes à s'adapter en milieu étranger que leurs compatriotes masculins. En effet, à l'époque socialiste, les femmes occupaient

plusieurs tâches : emploi à l'extérieur de la maison, éducation des enfants, tâches ménagères, etc. Elles ont adopté une approche pragmatique pour arriver à faire face à ces charges. Cette démarche s'avère utile lors d'une adaptation à une nouvelle société (Shasha et Shron, 2002 : viii). Enfin, en plus du sexe, l'âge est un autre facteur jouant sur l'adaptation de nouveaux immigrants.

3.2.3 Âge

Examinons d'un peu plus près l'âge des immigrants en provenance d'ex-URSS. Les données utilisées sont classées selon des groupes d'âge. La grande majorité (71,3%) des immigrants est âgée entre 25 et 44 ans ou a moins de 14 ans (voir tableau 3). La plupart des immigrants russophones représentent donc de jeunes familles ou de jeunes adultes.

Tableau 3

Immigrants d'ex-URSS par régions de naissance, admis au Québec selon le groupe d'âge, 1991-2001

| | 0-14 ans | 15-24 ans | 25-34 ans | 35-44 ans | 45-64 ans | 65 ans + | n.d. |
|-------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-------------|-------------|
| Europe orientale | 28,8% | 12,3% | 26,7% | 19,8% | 8,8% | 3,1% | 0,5% |
| Pays baltes | 26,7% | 10,6% | 33,9% | 14,6% | 10,8% | 2,9% | 0,5% |
| Asie centrale | 22,5% | 18,7% | 21,0% | 26,3% | 10,8% | 0,8% | 0,0% |
| Transcaucasie | 22,7% | 15,8% | 20,1% | 22,6% | 15,5% | 3,2% | 0,1% |
| URSS | 19,4% | 12,4% | 27,6% | 23,8% | 13,0% | 3,9% | 0,0% |
| TOTAL | 24,0% | 14,0% | 25,9% | 21,4% | 11,8% | 2,8% | 0,2% |

Source : Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, Direction de la population et de la recherche.

Est-ce par hasard que ce type de candidats domine les effectifs? Ce sont ceux recherchés par l'immigration canadienne et la grille de sélection les favorise. Pourquoi est-ce le cas? Les jeunes sont plus souples que les vieilles générations. Ils adoptent aisément un nouveau mode de vie, apprennent les langues officielles, s'intègrent au marché de l'emploi, etc. En effet, une étude sur l'insertion en emploi des travailleurs admis au Québec entre 1997 et 2001 montre que l'âge influe sur l'insertion des nouveaux arrivants. Ainsi, les répondants entre 19 et 30 ans s'adaptent mieux sur le marché de l'emploi que leurs aînés (Godin, 2004 : ix). Après six mois de résidence, les plus jeunes, surtout le groupe des 19-30 ans, sont davantage susceptibles d'occuper un emploi.

L'âge des immigrants russophones n'est donc pas une exception au sein de l'ensemble des immigrants québécois. Les groupes d'âges visés par les politiques d'immigration s'appliquent à tous les candidats indépendants. La moyenne d'âge des requérants principaux, de la catégorie des immigrants indépendants au moment de leur admission au Québec comme résidents permanents est de 32,2 ans (Godin, 2004 :7), tous pays de naissance confondus. Elle s'élève à 34 ans pour leurs conjoints (Godin, 2004 :9). Les jeunes ont donc plus de chance d'être sélectionnés en tant qu'immigrant indépendant ou économique. Cette catégorie d'immigrant prédomine-t-elle les effectifs?

3.2.4 Catégorie d'immigrants

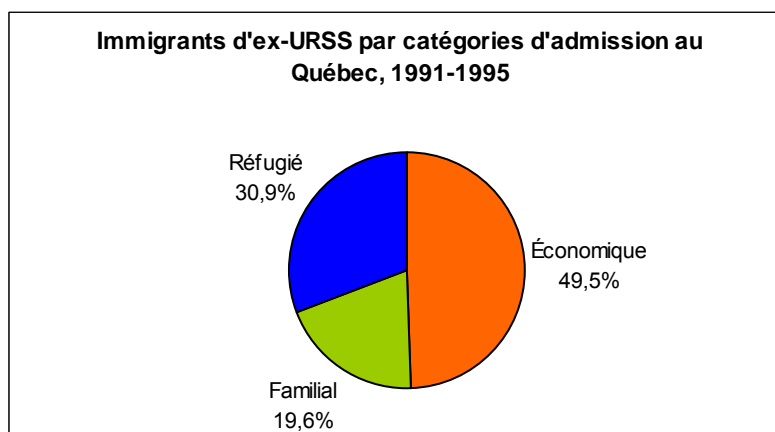
Les immigrants permanents au Québec comme au Canada se divisent selon trois catégories : les indépendants ou immigrants économiques (travailleurs et gens d'affaires et les personnes à leur charge), les réfugiés (contingent en provenance de l'étranger ainsi que des demandes d'asile soumises dans les ports d'entrée ou au pays même) et les cas de regroupement familial (membres de la famille proche restés à l'étranger).

La capacité de sélection par l'État est la plus déterminante dans le cas des candidats économiques et plus particulièrement pour ce qui est des travailleurs. En effet, cette capacité est davantage limitée pour la composante familiale car la réunification des familles se fait sans égard au profil des candidats. Il en va de même pour les réfugiés, puisque des engagements internationaux contraignent le Canada à accueillir un certain nombre de réfugiés, encore là, sans égard à leurs profils.

Donc, les candidats sélectionnés par le Québec sont évalués et choisis au moyen d'une grille composée de divers critères. Ces critères sont les suivants : la scolarité, l'emploi (profession en demande, emploi réservé, employabilité), l'expérience, l'âge, l'adaptabilité, le degré de connaissance du français et de l'anglais, les caractéristiques du conjoint, la présence d'enfants et l'autonomie financière (Godin, 2004 :2). Un système de points pour chacun des critères permet d'approuver ou de rejeter les candidatures. Or, des modifications majeures ont été apportées en octobre 1996 comme nous l'avons vu plus haut.

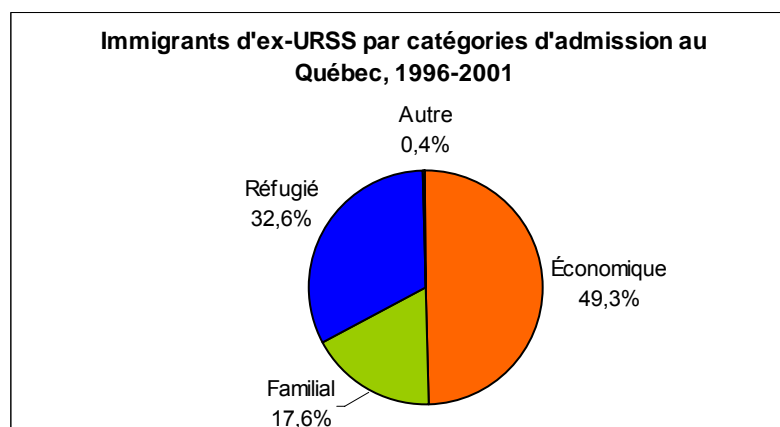
Voyons de plus près les catégories des immigrants d'ex-URSS arrivés entre 1991 et 2001, au Québec. Dans un premier temps, nous notons des analogies entre la période 1991-1995 et celle de 1996-2001. Toutes proportions gardées, les immigrants économiques dominent les effectifs, représentant dans les deux cas presque la moitié des immigrants. Les réfugiés constituent le tiers des effectifs tout au long de la période 1991-2001. Ces proportions sont représentées dans les figures suivantes :

Figure 20



Source : Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, Direction de la population et de la recherche

Figure 21



Source : Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, Direction de la population et de la recherche

Les immigrants économiques dominent les effectifs pour 1991-2001, à quelques exceptions près durant les deux périodes, de 1991 à 1995 et de 1996 à 2001. Notons que ces deux dernières périodes ont été découpées de façon arbitraire et du coup, peuvent ne pas tenir compte précisément des variations à l'intérieur même de cinq années.

En effet, les immigrants nés en Moldavie étaient en majorité des réfugiés (69,3%) entre 1991 et 1995. À partir de 1996, ils se retrouvent principalement comme immigrants économiques. C'est le même phénomène observé chez les immigrants nés en Estonie, dont 82,1% étaient des réfugiés entre 1991 et 1995 et à compter de 1996, 57,6% des nouveaux arrivants figurent dans cette catégorie, en faveur de la catégorie des indépendants.

Par ailleurs, les immigrants nés en Lituanie et en Géorgie se concentrent dans la catégorie regroupement familial dans respectivement 43,8% et 65,6% des cas, entre 1991 et 1995. La situation change dès 1996 alors que les immigrants nés en Géorgie sont principalement des réfugiés (54,0%), tandis que les effectifs de Lituanie convergent vers l'immigration économique (52,1%).

D'autre part, les réfugiés prédominent les effectifs nés au Kirghizistan, dans 68,4% des cas, de 1996 jusqu'en 2001. Cette situation est la même pour ceux du Kazakhstan, où 47,9% sont des réfugiés. Dans le cas de l'Arménie, les immigrants économiques priment entre 1991 et 1995 (63,9%) alors qu'à partir de 1996, ils se distribuent plus également selon les catégories (39,6% de réfugiés, 38,7% de type économique et 21,3% de type familial).

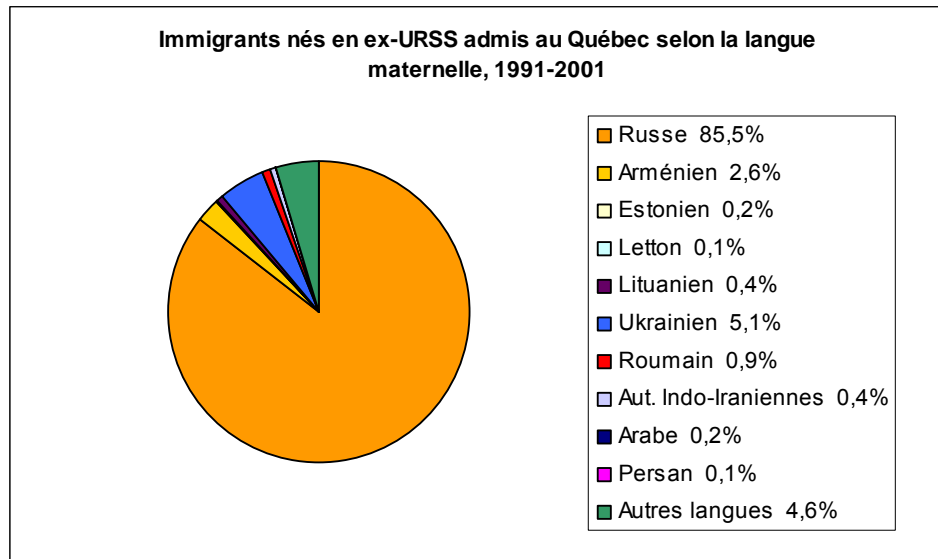
Plusieurs facteurs entraînent les fluctuations dans les catégories d'immigrants en provenance d'ex-URSS entre 1991 et 2001 dont: des perturbations nationales internes (catastrophes écologiques, économiques ou politiques), des stratégies individuelles divergentes pour réussir à immigrer et des modifications dans les politiques d'immigration canadiennes et québécoises.

Il serait intéressant de connaître le type d'immigrants économiques, selon les trois programmes gouvernementaux, auquel correspondent les travailleurs d'ex-URSS. Selon l'étude menée par Jean-François Godin entre 1997 et 2000, « les Européens de l'Est [incluant l'ex-URSS] sont proportionnellement plus nombreux que les répondants des autres provenances au sein du programme PDQ [professions en demande au Québec] » (2004 :8).

Cette information peut être utile lorsqu'on observe l'insertion en emploi de nos immigrants. Quoique qu'une grande partie détienne une profession en demande, cela ne veut pas dire que la recherche d'emploi est facilitée et que ces immigrants trouveront un emploi dans leur branche. Les plus grands obstacles qu'ils devront surmonter sont la reconnaissance de leur formation et de leur expérience, ainsi que l'apprentissage des langues officielles. N'oublions pas que lors du délai de traitement de leur demande d'immigration, la situation économique québécoise peut évoluer. Du coup, une profession en demande peut brusquement devenir inadéquate. Prenons le cas de l'aéronautique et de l'effet désastreux qu'ont eu les événements du 11 septembre 2001 sur ce secteur de l'économie. De plus, lorsqu'il s'agit de professions de pointe, nécessitant plusieurs années d'études, il devient plus délicat pour ces spécialistes de changer de métier sans être déqualifié, ce qui est difficilement acceptable pour certains. Dans ce cas, le retour aux études devient une option envisageable pour repartir à neuf.

3.2.5 Langue maternelle

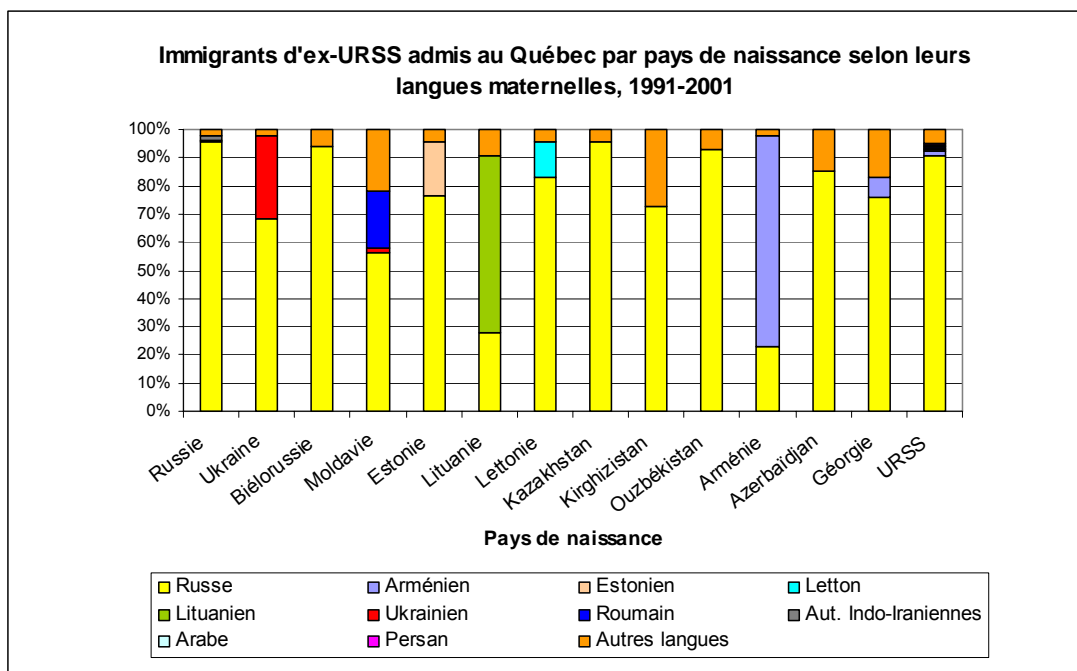
La langue maternelle peut nous éclairer sur l'origine ethnique des immigrants russophones. Les multiples langues énoncées par les immigrants prouvent la diversification des contingents en provenance d'ex-URSS. Toutefois, pour la majorité (85,5%), le russe est la langue première (voir figure 22).

Figure 22

Source : Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, Direction de la population et de la recherche

Le fait que le russe l'emporte sur les autres langues démontre la réussite des politiques soviétiques afin de russifier la population de l'immense territoire. Seulement 14,5% des immigrants ont donc une langue maternelle autre que le russe entre 1991 et 2001. Le russe est la langue maternelle majoritaire dans chacune des anciennes républiques soviétiques, à l'exception de la Lituanie et de l'Arménie (voir figure 23).

Figure 23



Source : Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, Direction de la population et de la recherche

La langue maternelle russe et les langues rassemblées sous « autres langues » sont présentes dans tous les pays de naissance. Ces « autres langues » varient selon le pays, mais comprennent le biélorusse, le géorgien, l'ouzbek, etc. La catégorie « autres langues indo-iraniennes » rassemblent des dialectes régionaux, la langue kurde, l'hindi, le singhalais, etc. Celles-ci ont été citées exclusivement par des immigrants nés en Russie. En outre, les langues nationales ont été mentionnées plus fortement dans leurs pays d'attachement, soit le letton en Lettonie, l'ukrainien en Ukraine, l'arménien en Arménie, le lituanien en Lituanie, le moldave (roumain) en Moldavie... Les langues arabe et perse ont été mentionnées uniquement par des immigrants ayant identifiés l'URSS comme pays de naissance. L'URSS rassemble les langues maternelles les plus diverses (roumaine, persane, arabe, arménienne, estonienne, lituanienne, russe et autres).

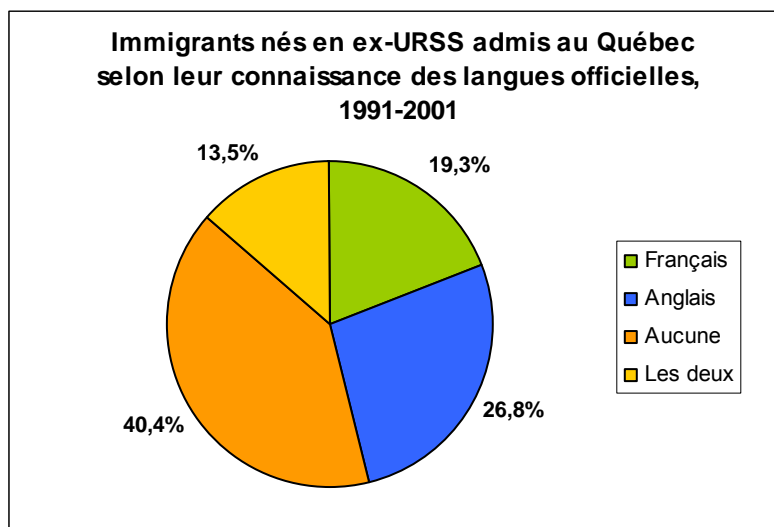
Par ailleurs, il est faux de conclure qu'un immigré de langue maternelle russe est obligatoirement d'origine russe. Lorsqu'une langue nationale est désignée comme langue maternelle, il est possible que les immigrants en question soient d'origine ethnique analogue. Prenons l'exemple de l'arménien, la langue maternelle dominante désignée par les

immigrants nés en Arménie (74,7%). Nous pouvons donc présumer que si la langue maternelle est l'arménien, les concernés doivent être d'origine ethnique arménienne, n'empêchant pas la possibilité de la mixité des origines. L'arménien a aussi été identifié comme la langue maternelle pour des immigrants nés en Russie, en Géorgie et en URSS. Dans ces autres pays de naissance, il est encore une fois probable qu'ils s'agissent d'Arméniens « ethniques ». Même chose pour le letton, langue maternelle parlée exclusivement par les immigrants nés en Lettonie et qui devrait correspondre à l'origine ethnique lettone. L'estonien et le lituanien expriment cette même réalité.

Par ailleurs, la langue maternelle peut être un indicateur des spécificités régionales des immigrants. Prenons le cas de l'ukrainien. Selon nos données, l'ukrainien est la langue maternelle des immigrants nés en Ukraine dans 30% des cas et le russe dans quasi 70% des cas. Par contre, l'association entre l'origine ethnique et la langue maternelle est moins évidente, car les Ukrainiens « ethniques » ont pu apprendre le russe comme première langue. On dénote cependant que l'ukrainien est la langue maternelle principale de la région de l'ouest de l'Ukraine et des milieux ruraux. Ainsi, nous pouvons déduire que les régions de provenance des immigrants nés en Ukraine, installés au Québec entre 1991 et 2001, sont avant tout urbaines et couvrent l'ensemble du pays, quoique de façon moins importante de la partie occidentale du pays. Ces contingents diffèrent donc des premières vagues formées en majorité d'Ukrainiens occidentaux.

3.2.6 Connaissance des langues officielles

Comme nous l'avons vu plus haut, la connaissance du français est un facteur favorisant les candidats à l'immigration au Québec. Nous avons donc accès aux données traitant des connaissances linguistiques des nouveaux arrivants au moment d'entrée au pays. Les immigrants de l'ancienne URSS connaissent au moins l'une des langues officielles canadiennes dans 59,6% des cas au moment de leur arrivée. La connaissance de l'anglais (40,3%) est légèrement plus répandue que celle du français (32,8%) (voir la figure 24).

Figure 24

Source : Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, Direction de la population et de la recherche

Par pays de naissance, la connaissance de l'anglais est plus répandue que celle du français pour l'ensemble des pays ex-soviétiques. Les quatre pays dont la connaissance du français surpasse celle de l'anglais sont les suivants : la Moldavie, le Kazakhstan, le Kirghizistan et l'Azerbaïdjan.

Nous n'avons cependant pas les moyens de calibrer le niveau de connaissance linguistique. Est-elle suffisante pour mener une conversation, travailler dans un milieu francophone ou anglophone, entamer des études ? Au fur et à mesure de l'insertion à la société québécoise, la connaissance des langues officielles se perfectionne. Somme toute, il faut compter un temps d'adaptation pour ceux communiquant en français, puisque le québécois n'est pas le français enseigné en ex-URSS. Afin d'apprendre plus rapidement, plusieurs nouveaux arrivants se tournent vers les cours de langues.

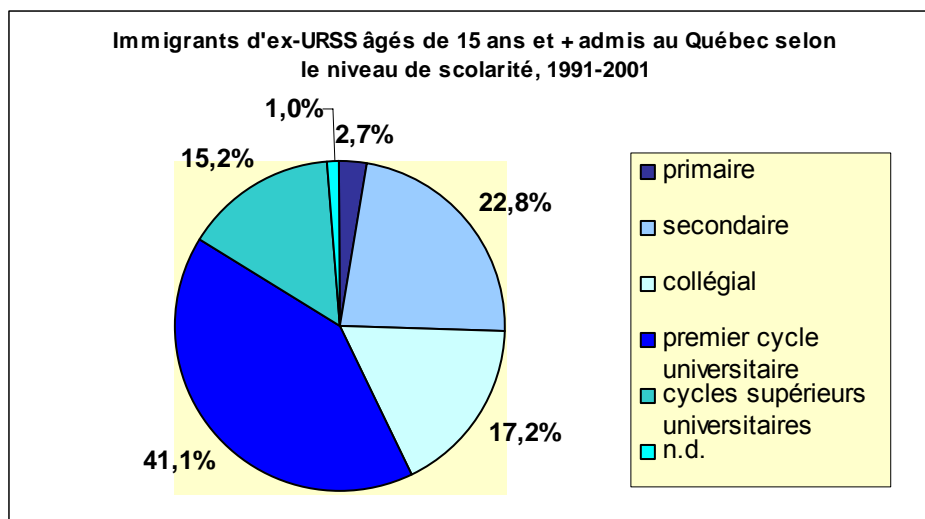
Les Européens de l'Est (incluant l'ex-URSS) ont été, proportionnellement les plus nombreux à suivre des cours de français (54%) que les immigrants d'autres origines. Près des deux tiers (65%) des répondants de tous les pays ont suivi des cours de français dans les carrefours d'intégration, le reste dans des universités (10%), des écoles privées (6%) ou dans une commission scolaire (9%) (Godin, 2004 :47). Les institutions fréquentées pour suivre des cours d'anglais sont plus diversifiées : les écoles privées (27%), les universités

(25%), les commissions scolaires (18%), les organismes non gouvernementaux (14%), la formation en milieu de travail (9%) et les cégeps (7%) (Godin, 2004 :48).

L'une des principales raisons poussant les immigrants à l'apprentissage des langues officielles est sûrement l'emploi. En effet, la possibilité de travailler motive le nouveau venu à les maîtriser. Selon les statistiques du rapport de synthèse de Jean-François Godin, l'ensemble des immigrants au Québec, entre 1997 et 2002, utilisaient, lors de leur premier emploi, le français dans une proportion de 61%, l'anglais dans 18%, à la fois le français et l'anglais dans 18% et d'autres langues dans 3,4% (2004 :25).

3.2.7 Niveau de scolarité

Nous nous intéressons à présent au niveau de scolarité complété des immigrants nés en ex-URSS au moment de leur arrivée au Québec. À l'époque soviétique, l'éducation était valorisée, obligatoire et gratuite. Un système scolaire solide permit à plusieurs de terminer des études pré-universitaires et d'entamer des études plus poussées. De plus, le Canada favorise l'arrivée d'immigrants scolarisés. Le niveau de scolarité de l'échantillon des immigrants, en provenance d'ex-URSS au Québec entre 1991-2001, représente à la fois les choix des politiques migratoires canadiennes et la réalité vécue en URSS. Ainsi donc, plus de la moitié des contingents âgés de 15 ans et plus détiennent une scolarité universitaire entre 1991 et 2001 (56,3%), comme l'illustre la figure 25.

Figure 25

Source : Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, Direction de la population et de la recherche

Suivant la tendance générale, les immigrants récents sont plus scolarisés que ceux admis au début des années 1990 et durant les décennies antérieures. Effectivement, entre 1991 et 1995, 54,7% des immigrants nés en ex-URSS étaient des diplômés universitaires, tandis que la proportion s'élève à 57% pour la période 1996-2001.

Ces immigrants sont beaucoup plus scolarisés que les natifs. En effet, au Canada, 24% de la population âgée entre 24 et 64 ans détient un diplôme universitaire. Le niveau de scolarité des immigrants d'ex-URSS dépasse également la proportion pour l'ensemble des immigrants canadiens de 41%⁵.

Est-ce que ce sont les immigrants indépendants qui correspondent obligatoirement aux immigrants les plus scolarisés? La grille de sélection du Québec favorise les candidats diplômés. Cependant, si nous comparons le pourcentage pour les immigrants d'ex-URSS de diplômés universitaires (56,3%) au pourcentage des immigrants indépendants ou économiques (49,3%), nous remarquons un décalage. Ce phénomène laisse entendre que l'on retrouve des immigrants scolarisés à la fois dans la catégorie des réfugiés et parmi ceux issus du regroupement familial.

⁵ Guide d'accompagnement de la carte de la défavorisation du Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal, Décembre 2003, p.25

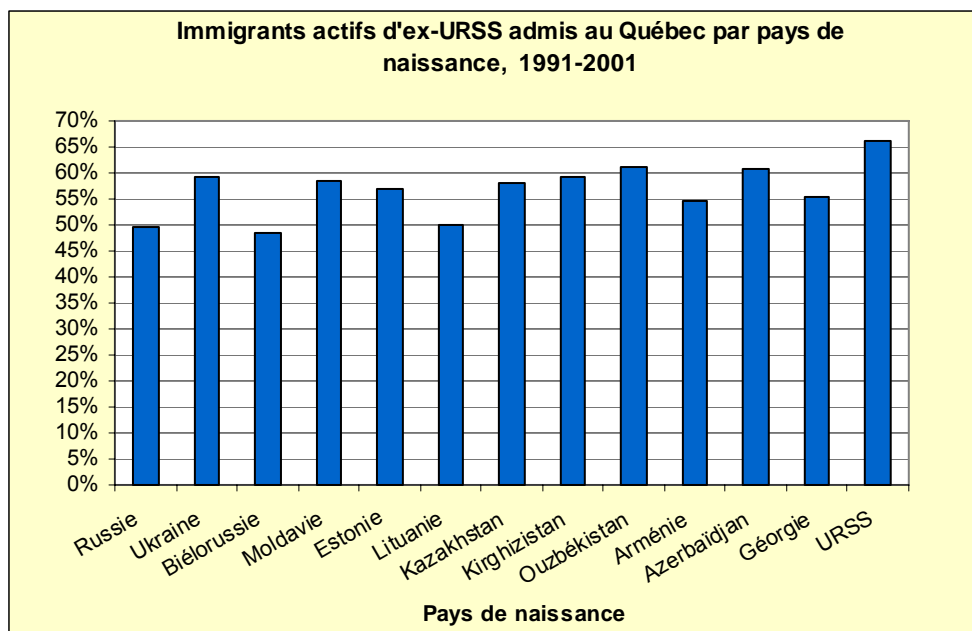
Par ailleurs, parmi les principales difficultés déclarées par les répondants dans leur recherche d'emploi, on retrouve la non reconnaissance des diplômes et de l'expérience étrangère ainsi que la difficulté d'acquérir l'expérience québécoise requise (Godin, 2004 : 44).

Le retour aux études est envisagé par 20% des nouveaux résidents permanents de toutes les origines, en attendant de trouver un premier emploi. Les études constituent la principale activité des Européens de l'Est (incluant l'ex-URSS) (42%) au moment de leur arrivée (Godin, 2004 :19). Les cours suivis sont soit ceux de langues, soit d'autres cours. Pour l'ensemble des immigrants, les cours les plus suivis ne sont pas les cours d'apprentissages du français (17%) et de l'anglais (23%), mais plutôt les autres cours (34%); en particulier les cours techniques ou professionnels débouchant à la pratique d'un métier ou ceux menant à l'obtention d'un diplôme universitaire.

En ce qui concerne les autres cours, 47% des diplômés universitaires inscrits ont choisi une formation professionnelle ou technique de niveau secondaire ou collégial. Cette déqualification montre, sans doute, une volonté de trouver un emploi plus facilement.

3.2.8 Emploi

La proportion d'actifs pour l'ensemble des immigrants d'ex-URSS est de 56,8%. Précisons que les actifs sont les immigrants âgés de 15 ans et plus ayant l'intention d'occuper un emploi au Québec. Cette catégorie regroupe les nouveaux travailleurs et les travailleurs qualifiés.

Figure 26

Source : Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, Direction de la population et de la recherche

Si l'on observe de façon plus détaillée les résultats (figure 26), les trois pays de naissance ayant la plus faible proportion d'actifs sont en ordre croissant : la Biélorussie (48,4%), la Russie (49,8%) et la Lituanie (50,0%). A contrario, les plus fortes proportions d'actifs sont parmi les immigrants nés en URSS (66,3%), en Ouzbékistan (61,1%) et en Azerbaïdjan (60,8%). Quels sont les facteurs pouvant faire varier la proportion d'actif au sein d'un groupe? D'après nous, l'âge y est pour quelque chose.

L'âge des immigrants de ces pays peut expliquer les disparités du nombre d'actifs. D'après les données de 1991 à 2001 (voir tableau 4), les personnes âgées (65 et plus) et les enfants (14 et moins) sont plus nombreux dans les pays où la proportion des actifs est moindre (Biélorussie, Russie et Lituanie). Il est probable que les jeunes enfants soient pris en charge par l'un des parents, dans la plupart des cas les femmes. Du coup, seulement un des membres du couple se prépare à travailler en arrivant au Québec. Pour ce qui est des personnes âgées, celles ayant déjà l'âge de la retraite ne se prédestinent pas au marché du travail.

Tableau 4

Proportion des immigrants de certains pays d'ex-URSS admis au Québec par groupe d'âge, 1991-2001

| | 0-14 ans | 15-24 ans | 25-34 ans | 35-44 ans | 45-64 ans | 65 ans + |
|--------------------|---------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|---------------------|
| Russie | 31,2% | 11,9% | 21,8% | 20,6% | 11,2% | 3,1% |
| Biélorussie | 32,6% | 11,4% | 25,6% | 16,8% | 8,5% | 3,2% |
| Lituanie | 26,6% | 7,8% | 32,8% | 12,5% | 15,6% | 3,1% |
| Ouzbékistan | 21,3% | 16,9% | 21,9% | 25,2% | 13,0% | 1,7% |
| Azerbaïdjan | 16,9% | 18,5% | 19,2% | 33,1% | 10,8% | 1,5% |
| URSS | 19,4% | 12,4% | 27,6% | 23,8% | 13,0% | 3,9% |

Source : Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, Direction de la population et de la recherche

Nous remarquons cependant que la proportion de personnes âgées est importante dans le cas de l'URSS comme pays de naissance et même plus élevée que dans les autres pays. Toutefois, dans la tradition soviétique, les personnes âgées sont souvent celles qui prennent soins des enfants pendant que les jeunes parents travaillent. Cette réalité viendrait démentir notre hypothèse pour expliquer les différents taux d'actifs par pays de naissance. Dans ce cas, il faut examiner la classe d'âge des 15 à 24 ans qui sont compris dans les actifs. Ces derniers sont plus nombreux parmi les pays de naissance comprenant une plus grande proportion d'immigrants actifs. Il est probable que les jeunes âgés entre 15 et 18 ans poursuivent leurs études en arrivant au Québec, tandis que chez les jeunes adultes du début de la vingtaine, la possibilité de travailler est envisagée peut-être plus fortement par ceux nés en URSS, en Ouzbékistan et en Azerbaïdjan. Voilà un élément de réponse qui permettrait d'expliquer les disparités dans les proportions d'actifs.

La préoccupation principale pour tous les immigrants, tous pays confondus, en arrivant en terre étrangère est la recherche d'emploi dans 52% des cas (Godin, 2004 :18). Par contre, cette proportion est plus faible chez les immigrants d'Europe de l'Est (incluant l'ex-URSS) (41%) (Godin, 2004 :19). Comme nous l'avons mentionné un peu plus haut, les études constituent une activité populaire auprès des Européens orientaux (incluant l'URSS).

La possibilité de retourner aux études s'explique par la difficulté pour les Européens de l'Est (incluant l'ex-URSS) d'accéder à un emploi « immédiat » (seulement dans environ 10% des

cas) (Godin, 2004 :18). Par contre, après quelques années, 12% des immigrants d'Europe orientale (incluant l'URSS) en 2002 sont au chômage (Godin, 2004 :29). Cette proportion est parmi les plus faibles en comparaison avec les taux des immigrants d'autres pays.

3.2.9 Conclusion

Les données utilisées sont celles issues de l'admission des immigrants d'ex-URSS au Québec entre 1991 et 2001 et traitent donc plus précisément de la quatrième vague russophone. Au moment de leur arrivée, la grande majorité de ces derniers ont l'intention de s'installer à Montréal ou dans ses alentours. L'insertion des immigrants d'ex-URSS en est une avant tout urbaine. Côté nombre, l'effectif double pour la période de 1996 à 2001. La Russie et l'Ukraine comme pays de naissance constituent à eux deux 56,9% du contingent de 1996-2001. On remarque tout de même une diversification des pays natals, notamment une hausse marquée pour le Kazakhstan. En ce qui concerne le sexe des candidats à l'immigration, plus de la moitié sont des femmes, ce qui diverge avec la réalité des vagues précédentes en provenance de ces mêmes pays. La majorité de la population immigrante russophone au Québec est âgée entre 25 et 44 ans, soit le groupe d'âge visé par les politiques d'immigration canadiennes. Par ailleurs, le russe comme langue maternelle représente une écrasante majorité, soit 85,5% des cas. Pour ce qui est de la connaissance des langues officielles au moment de l'arrivée, 60% disent connaître l'une des deux langues, l'anglais dans une proportion légèrement plus importante. Plus de la moitié des Russophones (56,3% des plus de 15 ans) détiennent un diplôme universitaire, tandis que la moyenne canadienne pour les natifs, âgés entre 24 et 64 ans, atteint seulement 24%. Finalement, 56,8% des nouveaux arrivants ont l'intention d'occuper un emploi au Québec.

3.3 Distribution spatiale

Avant de nous intéresser plus en détails à la distribution spatiale des immigrants russophones dans le Grand Montréal, nous allons tracer un portrait de la situation spatiale ethnique sur le territoire montréalais.

La métropole québécoise présente un phénomène urbain particulier soit « l'absence d'un milieu d'accueil homogène, apte à fournir un modèle unique d'intégration » (Lopez, 2003 :6). Par le fait même, la dualité linguistique propre à Montréal influence l'intégration des

immigrants et peut devenir l'un des facteurs de la communalisation ethnique. Cette caractéristique « a permis et permet encore aux immigrants d'occuper le vide symbolique, identitaire, créé par le conflit entre les deux groupes linguistiques (Helly, 1997 :160-161).

Cependant, la présence immigrante a toujours été considérable au sein de la métropole québécoise, même si elle n'a pas toujours été reconnue. C'est bien ce que mentionne Claire McNicoll en dénonçant l'habitude de concevoir la ville de Montréal selon deux grandes entités opposées, un monde anglophone et un francophone : « (...) ne la décrire que comme telle masque une partie de la réalité, à savoir une présence ethnique autre de plus en plus importante (...) » (1993 :30).

Si l'on regarde la géographie résidentielle de l'immigration des dernières décennies à Montréal, les groupes ethniques semblent avoir eu tendance à garder une identité spatiale distincte. Or, McNicoll (1993) parle de contiguïté plutôt que de ségrégation résidentielle en référence à Montréal. Graduellement et grâce à une diversification de l'immigration, les quartiers ethniques se sont transformés en quartiers multiethniques. D'après l'étude des différents quartiers multiethniques dans le Grand Montréal menée par Annick Germain et son équipe (1995), la présence de divers groupes dans un même espace entraîne une cohabitation paisible, mais distante.

Passons à présent à la distribution spatiale des immigrants d'ex-URSS. Leur choix résidentiel converge-t-il vers des quartiers en particulier ? Peut-on parler d'un « quartier » russophone ? Ou, au contraire, ces immigrants sont-ils dispersés sur le territoire montréalais ? Le pays de naissance semble-t-il influencer les lieux d'établissement ? Les commerces et institutions suivent-ils le modèle résidentiel ?

Nous commencerons par nous intéresser à la distribution spatiale de nos immigrants au niveau de la région métropolitaine de recensement (RMR), c'est-à-dire l'île de Montréal et ses régions périphériques. Puis, nous analyserons la distribution résidentielle par arrondissements montréalais et finalement, nous jetterons un coup d'œil à la localisation des institutions et commerces russophones.

3.3.1 Distribution résidentielle : RMR

La population immigrée au Québec, née en ancienne Union soviétique, est localisée en presque totalité, en 2001, dans la RMR Montréal (94,1%). La ville centre, Montréal, représente 90,8% de l'effectif alors que les régions périphériques se séparent la différence. De ces régions périphériques, Laval et le nouveau territoire de la ville de Longueuil regroupent à elles deux 84% de la population russophone établie en banlieue. Toutefois, la ville de Laval semble plus populaire ; 64,8% (765) des immigrants russophones installés sur l'une des deux rives choisissent Laval, alors que 35,2% (415) s'installent sur le nouveau territoire de la ville de Longueuil.

À ce propos, notons que presque la moitié des immigrants nés en Arménie préfèrent s'installer sur la rive nord, à Laval (41,3%), tandis qu'ils délaissent complètement la rive sud. Ces nouveaux arrivants chercheraient donc à se joindre à leurs compatriotes. En effet, la communauté arménienne, sans égard aux pays de naissance, a pris racine à Laval. On y retrouve non seulement une concentration institutionnelle, mais aussi résidentielle.

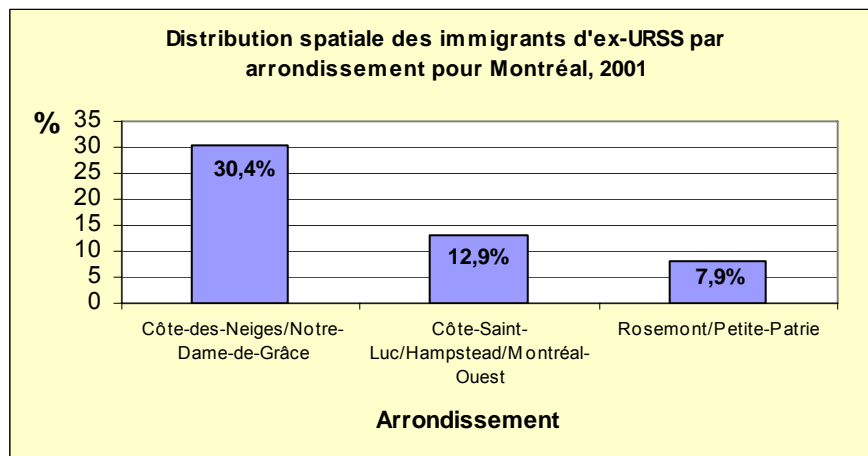
En ce qui concerne la distribution entre les deux villes bordant l'île de Montréal, les immigrants nés en Biélorussie et en Lettonie sont uniquement installés à Laval, tandis que les Azéris ne se fixent qu'à Longueuil. Les autres groupes, selon le pays de naissance, se retrouvent dans les deux banlieues. Les proportions sont à peu près équivalentes pour chacune des zones périphériques dans le cas des immigrants nés : en Russie (3%), au Kazakhstan (2%), en Lituanie (4,1%), et en Géorgie (2%). Proportionnellement, 3,2% des immigrants nés en Ukraine résident à Longueuil, contre 2% à Laval, et 7,5% de ceux nés en Estonie s'établissent à Laval, tandis que 5,7% le font à Longueuil. Ceux ayant déclaré l'URSS comme pays de naissance sont plus enclin à s'implanter sur la rive nord (4,3% pour Laval et 1,4% pour Longueuil). Finalement, les ex-Soviétiques nés en Moldavie, au Kirghizistan, en Ouzbékistan, au Turkménistan et au Tadjikistan s'enracinent uniquement sur le territoire de la nouvelle ville de Montréal.

3.3.2 Distribution résidentielle : Arrondissements montréalais

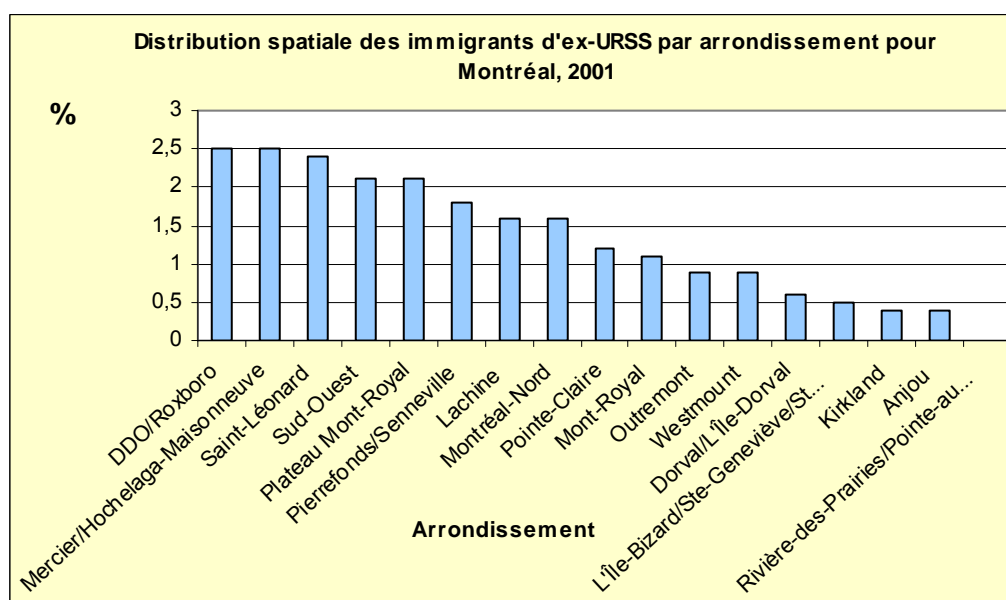
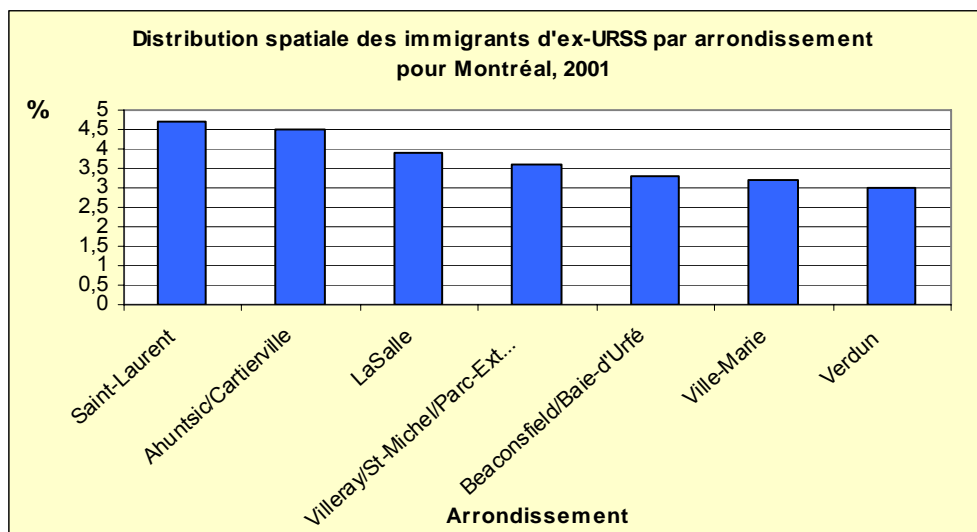
Existe-t-il un quartier ethnique d'immigrants russophones à Montréal? Un équivalent du *Brighton Beach*⁶ new-yorkais se développe-t-il ? Nous avons déjà remarqué une certaine concentration des commerces russophones dans le quartier Snowdon, mais la distribution spatiale résidentielle de ces immigrants devrait nous en apprendre plus. Choisisent-ils les arrondissements favorisés par l'immigration en général ?

Dans un premier temps, nous remarquons que l'arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce vient au premier rang des choix résidentiels. En effet, presque le tiers (30,4%) de l'ensemble des immigrants d'ex-URSS, ancrés sur le territoire de la nouvelle ville de Montréal, y demeurent. Côte-Saint-Luc - Hampstead - Montréal-Ouest arrive au deuxième rang avec 12,9% et l'arrondissement Rosemont - Petite-Patrie suit avec une proportion de 7,9%. Ces trois arrondissements rassemblent la moitié de l'effectif. Les autres arrondissements n'excèdent pas les 5%. Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles - Montréal-Est est le seul arrondissement où les immigrants d'ancienne union soviétique sont absents en 2001 (voir figure 27).

Figure 27



⁶ Voir à ce propos I.M. MIYARES (1998) et Annelise ORLECK (1987, 1999).



Source : Statistique Canada, Recensement de 2001, compilation spéciale du Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration.

Observons la distribution par pays de naissance. Les lieux résidentiels des immigrants nés en Russie se concentrent dans Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce (34,5%), dans Côte-Saint-Luc - Hampstead - Montréal-Ouest (14,9%) et dans Saint-Laurent (6,2%). Les arrondissements de Ahuntsic - Cartierville, de Rosemont - Petite-Patrie et de Verdun disposent chacun de 4% du contingent.

Toujours proportionnellement à l'ensemble des immigrants installés sur le territoire de la nouvelle ville de Montréal en 2001, cette fois-ci nés en Ukraine, Côte-des-Neiges - Notre-

Dame-de-Grâce regroupe le quart des ces immigrants (23,5%), Rosemont - Petite-Patrie 14,4% et Côte-Saint-Luc - Hampstead - Montréal-Ouest 9,4%. Rosemont a souvent été associée à la communauté ukrainienne qui s'y est installée dès la fin des années 1940. Plusieurs institutions (églises, banques, résidences pour personnes âgées, centre culturel,...) et commerces subsistent. On y retrouve aussi le parc de l'Ukraine, où se tient annuellement la fête de l'indépendance au début septembre. L'ouest de la ville semble à présent un lieu d'implantation plus recherché par les nouveaux arrivants nés en Ukraine. Cependant, leur répartition reste assez disparate, puisque à peu près 20% se distribue également dans les arrondissements suivants : Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension, Ahuntsic - Cartierville, Saint-Léonard et LaSalle.

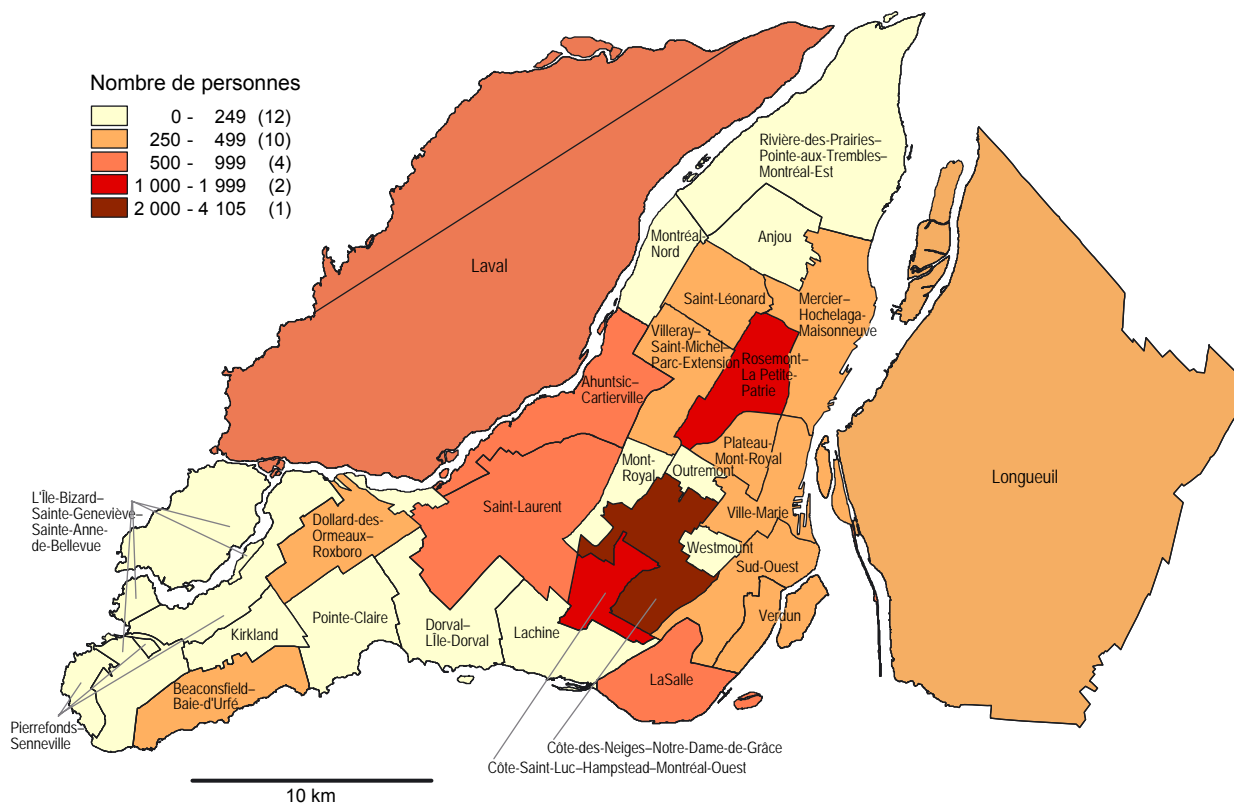
Quant aux immigrants nés au Kazakhstan, ils sont 38,6% à s'établir dans Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce, 14% dans Côte-Saint-Luc - Hampstead - Montréal-Ouest, 11% dans Ahuntsic - Cartierville et 7,6% dans Montréal-Nord. Par ailleurs, les nouveaux arrivants nés en URSS, 42,9% se localisent dans Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce, 12% dans Côte-Saint-Luc - Hampstead - Montréal-Ouest et 9% dans l'arrondissement Saint-Laurent.

Par ailleurs, étant donné l'effectif plus restreint d'immigrants des autres pays de naissance, nous n'aborderons pas en détails leur distribution résidentielle. Cependant, notons que pour les immigrants nés en Ouzbékistan, Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie, et donc membres de la vague récente, le lieu d'établissement privilégié, sur l'île de Montréal, n'est pas l'arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce. En effet, Beaconsfield - Baie-d'Urfé est plus prisé, puis Rosemont - Petite-Patrie, suivi par le Sud-Ouest et Ville-Marie. D'après ces résultats, nous émettons l'hypothèse que les contingents nés dans ces pays représentent une proportion plus faible de Juifs. En effet, les autres contingents auraient tendance à s'installer en proximité des institutions juives, concentrées dans Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce.

La carte 2 permet de visualiser la distribution résidentielle de l'ensemble des immigrants d'ex-URSS recensés en 2001 à l'échelle du Grand Montréal.

Carte 2

Population immigrée née dans les États de l'ex-URSS recensée en 2001
Montréal (par arrondissements), Laval et Longueuil



Source : Statistique Canada, recensement de 2001, compilation spéciale du MRCI.
Réalisation : INRS-UCS, 2004

3.3.3 Localisation institutionnelle et commerciale russophone

Vouloir représenter la localisation des institutions et des commerces d'un groupe ethnique en particulier dans un milieu urbain est une tâche qui mérite une étude en soit. Dans le cas présent, il s'agit simplement d'examiner s'il existe une forme de concentration de ces lieux russophones dans la région montréalaise. Bien entendu, nous n'avons pas pu tenir compte de l'ensemble des commerces et des institutions. De plus, l'effectif est très variable d'une période à une autre. Nous avons considéré les lieux commerciaux et institutionnels en fonction au moment de notre terrain, soit au printemps 2004.

Par ailleurs, la tâche de sélection des commerces entendus comme « russophones » s'annonçait délicate, particulièrement concernant certains services (garage, coiffeur, agences de voyage, etc.). Du coup, nous avons inclus les commerces qui nous semblaient

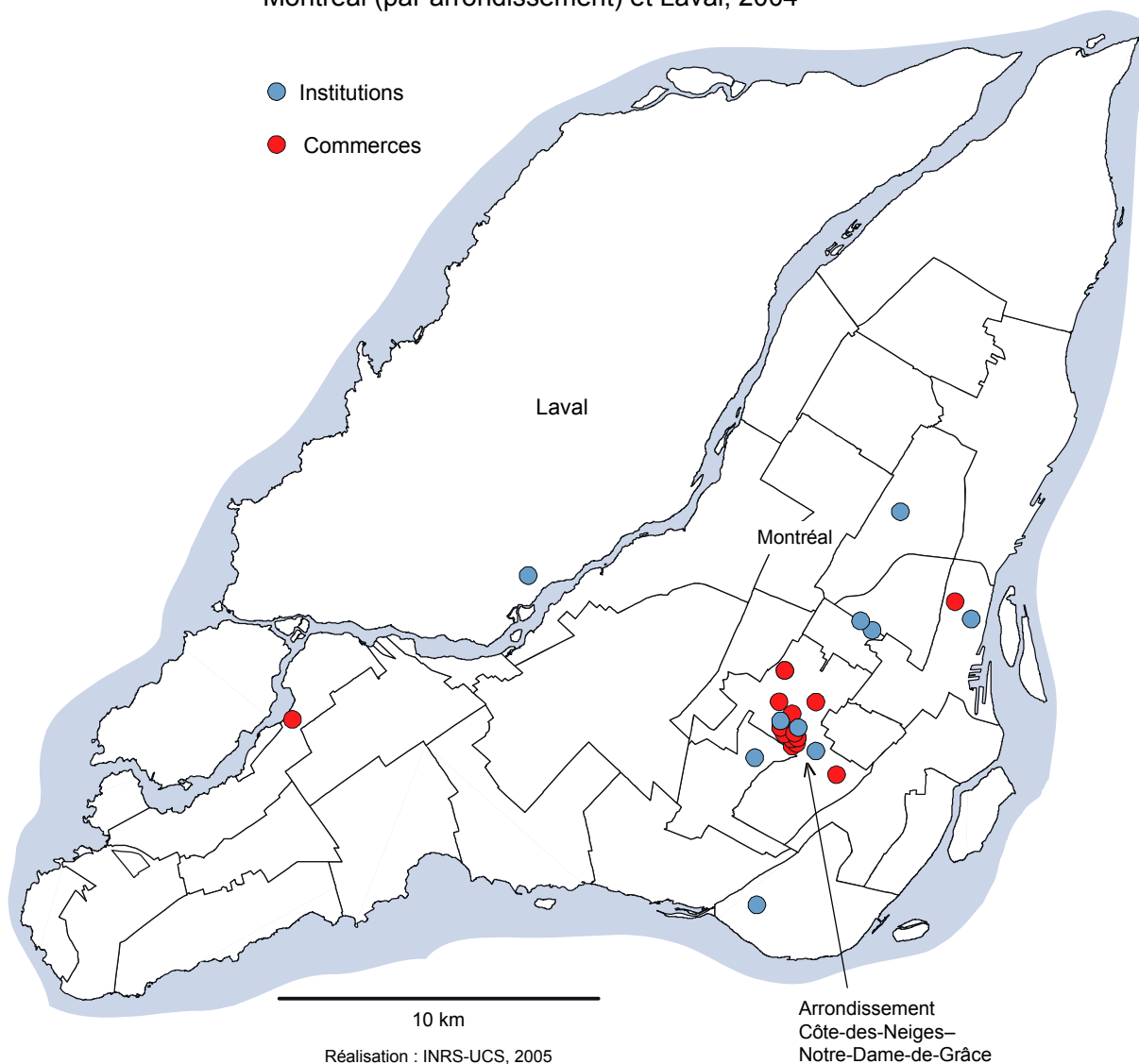
moins ambigus à catégoriser (épicerie, journaux, librairie, etc.). Aussi, nous avons pris en compte des commerces mentionnés à plusieurs reprises par nos informateurs, ceux ayant participé à des événements organisés par les associations de notre échantillon et ceux ayant le plus de visibilité dans les médias russophones. Cependant, ce classement reste arbitraire. Il nous permet de situer, grosso modo, les secteurs d'activité commerciale dits russophones.

En ce qui concerne les institutions russophones, nous nous sommes préoccupés de la localisation des associations ayant pignon sur rue, de certains lieux de culte et des écoles russophones.

L'observation de la carte 3 permet d'analyser la distribution spatiale des commerces et institutions russophones par arrondissements montréalais.

Carte 3

Localisation des institutions et des commerces russophones,
Montréal (par arrondissement) et Laval, 2004



La localisation des sphères institutionnelle et commerciale se trouvent dans l'ouest de la ville de Montréal, et particulièrement dans l'arrondissement Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce. Nous avons remarqué cette même concentration au niveau du choix résidentiel russophone. Cette réalité est d'autant plus frappante dans le cas du secteur commercial. D'autre part, au plan associatif, la distribution semble relativement plus dispersée. Dans l'est,

on retrouve les institutions ukrainiennes et certaines églises russes plus anciennes, alors qu'à Laval se localisent les institutions arméniennes. Les institutions récentes sont peut-être plus indépendantes dans leur choix de localisation, c'est-à-dire qu'elles n'optent pas nécessairement pour un lieu selon le critère de densité résidentielle russophone, mais selon d'autres facteurs (disponibilité, prix du loyer, etc.). Ceci démontre la flexibilité des usagers, prêts à se déplacer pour assister aux événements ou participer aux activités.

3.3.4 Conclusion

Pour conclure sur la distribution spatiale des Russophones, notons que la grande majorité au Québec s'installe dans la région métropolitaine de recensement et ce spécialement sur l'île de Montréal. La rive nord semble plus populaire, en général, que les autres zones périphériques. À l'échelle des arrondissements montréalais, le tiers des immigrants russophones se concentrent dans Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce et 13% choisissent comme lieu de résidence Côte-Saint-Luc - Hampstead - Montréal-Ouest. Cette concentration résidentielle dans ces deux arrondissements représente l'immigration récente et touche presque tous les pays de naissance. Toutefois, pour certaines minorités, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce n'arrive pas au premier rang de choix résidentiel, ce qui s'explique, selon nous, par une moins forte proportion d'arrivants d'origine juive. Suivant l'ordre d'importance, Rosemont - Petite-Patrie arrive en troisième position, puisque les vagues d'immigrants ukrainiens plus anciennes y résident encore. De plus, une certaine partie des nouveaux arrivants russophones s'y installent.

Par ailleurs, la distribution institutionnelle et commerciale russophone suit en gros l'espace résidentiel. En effet, une forte concentration commerciale se trouve dans Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce. Côté institutionnel, nous remarquons qu'auparavant la localisation des institutions s'alliait à une présence résidentielle au sein de ce même quartier. Prenons le cas des institutions ukrainiennes dans une partie du quartier Rosemont. Par contre, aujourd'hui nous remarquons que les institutions choisissent un lieu d'établissement peut-être moins en fonction de la composition des habitants d'un quartier. En effet, malgré la dispersion spatiale des espaces résidentiels russophones, les usagers sont prêts à se déplacer pour fréquenter une institution.

Donc, en se basant à la fois sur la distribution résidentielle, commerciale et institutionnelle, peut-on parler d'un quartier ethnique russophone proprement dit ? Nous croyons que non, puisque les effectifs ne sont pas très importants et la population russophone se dilue à l'intérieur des quartiers multiethniques au sein desquels ils s'enracinent. Néanmoins, mentionnons une relative zone de concentration au cœur de l'arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce, dans le quartier Snowdon, à proximité d'institutions juives.

Dans le prochain chapitre d'analyse, nous reviendrons, entre autres, plus en détails sur la localisation des associations de notre échantillon et sur la distribution résidentielle de leurs membres.

Chapitre 4

Portrait factuel de la vie associative russophone

Nous commencerons l'analyse par un portrait factuel du monde associatif russophone. Auparavant, nous allons jeter un coup d'œil aux diverses ressources communautaires destinées à l'ensemble des immigrants installés à Montréal. Cela nous permettra de mettre en contexte la vie associative russophone.

Les nouveaux arrivants bénéficient de nombreux programmes d'aide offerts par le MRCI. Ces services gratuits comprennent des sessions d'information sur les premières démarches d'installation, des sessions d'information sur les réalités socioéconomiques et le marché du travail, un service d'information, de conseil et de référence liés à la recherche d'emploi et aux études, un service d'établissement dans les régions du Québec, un soutien à l'établissement des gens d'affaires, des cours de français à temps complet ou partiel, etc.

Suivant une tendance de l'État à déléguer certains services au secteur associatif, le MRCI a plusieurs partenaires communautaires qui offrent des services destinés aux nouveaux immigrants. Plus de 140 différents organismes non gouvernementaux (ONG), répartis sur le territoire métropolitain et financés en partie par le MRCI, proposent des services d'accueil, d'aide à l'intégration, d'insertion au marché du travail, d'enseignement du français et d'autres services particuliers pour les nouveaux arrivants.

Cependant, plusieurs associations ethniques ne figurent pas dans le répertoire des partenaires du MRCI mais agissent eux aussi au niveau de l'accueil et de l'adaptation des immigrants récents. Si pendant longtemps les deux paliers gouvernementaux ont incité le développement d'associations ethniques, aujourd'hui « l'attitude vis-à-vis des réseaux communautaires propres aux immigrants d'une même origine est [...] plus réservée » (Germain, 2004 :202). Ce revirement, qui touche également les politiques municipales de gestion de la diversité, témoigne, entre autres, de la peur face à la formation d'univers ethniques fermés (ghettos) et à la marginalisation des immigrants.

Ces attitudes divergentes par rapport à l'ethnicité et aux associations ethniques peuvent être résumées ainsi : d'un côté les associations ethniques sont perçues comme des institutions sociales intermédiaires favorisant l'assimilation ou l'intégration et de l'autre, ces associations

activent l'isolement institutionnel et la ségrégation, « car, fonctionnant de façon parallèle, elles réduisent au minimum les contacts interpersonnels et institutionnels avec la majorité » (Labelle, 1993 : 88). Les politiques canadiennes de la gestion de la diversité ethnoculturelle sont donc rythmées par des perceptions s'approchant de l'une ou l'autre de ces deux attitudes.

Denise Helly (2004) analyse le financement accordé aux associations ethniques afin de démontrer l'évolution de ces politiques. Cette rétrospective du financement des associations ethniques par le programme du multiculturalisme canadien s'échelonne de 1971, l'année de fondation de cette politique, jusqu'en 2002. Si le financement du début des années 1970 est affecté principalement aux organisations mono-ethniques et à partir de 1977-1978, le financement d'associations et d'activités multiculturelles est priorisé. À la fin des années 1980, le multiculturalisme subit de fortes critiques. On lui reproche en effet de fragmenter la société et de brouiller l'unité identitaire et l'appartenance canadienne. De plus, le multiculturalisme ne valoriserait pas suffisamment la participation des immigrants à la société globale. En dépit de ces critiques, le financement des associations ethniques est sensiblement le même qu'auparavant.

Toujours selon Helly, au début des années 1990, la citoyenneté et la cohésion sociale sont les deux notions valorisées par le gouvernement. Le Ministère Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) est créé en 1993 et à partir de 1995, alors que l'on assiste à une réduction des budgets, les critères de financement sont changés. À présent, seules les activités visant le lien entre la participation associative ethnique et le sens d'appartenance au Canada sont préconisées. En 1999, un autre changement drastique survient. Aux demandes de fonds s'ajoute désormais la production de documentation supplémentaire et de plus en plus technique. Seules les ONG institutionnalisés et relativement bureaucratisés sont en mesure de répondre à ces nouvelles exigences.

Dans un tel contexte, plusieurs questions se posent. Est-ce que les associations ethniques, en dépit d'un mode d'intervention discret de l'État à leur égard, jouent toujours un rôle dans la formation d'une communauté ethnique ? Quelles sont les fonctions et les formes actuelles des associations ethniques ? Est-ce que les services officiels supplantent ceux des associations ethniques ?

En somme, le cas des immigrants russophones nous donnera l'occasion d'examiner le rôle des associations ethniques dans la constitution d'une communauté.

Nous sommes maintenant prêts à débiter le portrait factuel de la vie associative russophone. L'analyse se base sur les résultats d'entretien, l'observation et le défrichage des ressources médiatiques et virtuelles. Afin de respecter le code d'éthique de l'INRS, nous utiliserons des pseudonymes pour citer nos informateurs. Les entrevues menées en russe ont été traduites le plus fidèlement possible par la chercheuse. Nous mentionnerons donc par une abréviation, à côté du pseudonyme, s'il s'agit d'une traduction de notre part (TF, signifiant « traduction française »). Par ailleurs, les données d'entrevues ont été retravaillées pour passer d'un style oral à un style écrit, tout en ayant le souci de préserver l'intégrité du contenu.

Pour faciliter l'entrée en matière lors de nos entrevues, nous avons commencé par interroger les participants de notre recherche sur leur association. Au total, nous avons sélectionné dix-huit associations. Notons que nous avons accordé le titre d'association à l'ensemble des organismes ethniques, culturels et récréatifs, aux organismes se destinant à l'aide aux immigrants, aux associations virtuelles (Internet), aux écoles, aux églises, aux journaux et aux commerces. Pour simplifier nos propos et surtout garder la confidentialité de nos informateurs, nous avons regroupé les associations selon cinq types :

- A- Associations virtuelles (3) : forums de discussion ou sites informatifs sur Internet
- B- Associations d'aide aux immigrants russophones (10) : s'adressent à tous les immigrants russophones ou à un groupe ethnique en particulier
- C- Entreprises privées (3) : commerce, journal, école
- D- Association religieuse (1)
- E- Association culturelle et récréative (1)

Les associations virtuelles peuvent faire partie des associations d'aide aux immigrants. Nous avons voulu les différencier pour en dégager leurs particularités. De plus, nous considérons que ces sites ou forums Internet russophones sont des associations, même si les fondateurs ne les considèrent pas toujours comme tel. Il faut ajouter que les associations d'aide aux immigrants peuvent parfois comprendre des activités et objectifs culturels. De même, les associations culturelles peuvent remplir des fonctions d'aide aux immigrants. Il s'agit donc

d'une classification arbitraire et non définitive. Lorsque que nous y ferons référence, c'est que le sujet s'y prêtera.

Dans un premier temps, les répondants nous ont donné des informations concernant le moment de la fondation, le statut légal, le mode de constitution et les sources de financement de leur association. Puis, nous avons recueilli plus d'informations sur les membres ou usagers de ces associations. Nous avons cherché à connaître le type de « clientèle » visée par ces associations. De quelle tranche d'âge appartient-elle ? Est-elle composée de réfugiés ? À quelle vague d'immigration les membres sont-ils issu ? Est-ce qu'une origine ethnique spécifique est visée ?

4.1 Moment de la fondation

Nous avons pris contact avec des associations fondées par des immigrants issus de la dernière vague en provenance d'ex-URSS à l'exception d'une église orthodoxe, dont la fondation remonte au début du 20^e siècle, et d'un programme juif instauré par les immigrants russo-juifs de la troisième vague, soit du début des années 1980. Parmi les dix-huit associations de notre échantillon, neuf se sont enregistrées officiellement dans les années 2000. Par contre, comme le mentionnaient un bon nombre de ces fondateurs, leurs activités ont débuté bien avant cette démarche administrative. La constitution des associations restantes remonte aux années 1990.

4.2 Statut légal

Le statut légal des associations sélectionnées est principalement celui d'organisme sans but lucratif (OSBL). Une seule association n'a pas encore rempli les formalités nécessaires à l'obtention d'un statut légal reconnu, puisque ce dernier semble accessoire au bon déroulement des activités. Trois d'entre elles ont un statut d'entreprise privée, soit un commerce, un journal et une école. Les services Internet n'ont pas de statut légal en tant que tel, mais se sont enregistrés sur leur serveur électronique respectif. L'association étudiante bénéficie d'un statut d'association accordé par l'établissement universitaire dont elle fait partie. Par contre, plusieurs de nos informateurs ont expliqué qu'ils n'ont pas attendu cette démarche pour commencer à agir au sein d'une association informelle : « Dès le début, nous n'avons pas enregistré notre communauté parce que nous avons voulu créer quelque

chose dans un premier temps, pour que ça ne soit pas seulement des mots. Ensuite, lorsque nous avons vu qu'il y avait des possibilités dans la communauté, nous l'avons enregistrée » (*Rouslan, TF*).

4.3 Mode de constitution et de fonctionnement

Gardons en tête que nos informateurs sont en majeure partie des bénévoles et peu d'entre eux peuvent consacrer tout leur temps à des activités communautaires.

Tout d'abord, la création des associations résulte d'initiatives personnelles. En effet, dans la plupart des cas, les fondateurs occupent depuis le moment de la création la fonction d'organisateur, de responsable ou de président. Ainsi, ce poste est auto-proclamé par le responsable même. Rare sont ceux mandatés par la communauté. Les critiques reprochent à ces responsables leur non-représentativité. Nous y reviendrons dans la section concernant les relations entre associations russophones.

D'autre part, dans certaines associations, les postes à charge sont attribués au moyen de processus électoral ou sélectif. C'est le cas des associations ukrainienne, juive et arménienne depuis plus longtemps constituées, où les postes de coordination sont sujets à un roulement.

Par ailleurs, la façon d'agir des responsables d'associations d'aide aux immigrants se base en grande partie sur des demandes dispersées et leur expérience personnelle. Ils prennent pour acquis qu'ils connaissent et comprennent leurs compatriotes, puisque issus de l'ex-URSS et d'une culture commune. Et donc, c'est grâce à cette mentalité partagée qu'ils peuvent interagir avec tous ces gens et agir en leur nom. Pour Galina, être Russophone lui permet d'agir plus efficacement auprès d'autres immigrants d'ex-URSS :

Nous sommes en contact constant avec les gens de la communauté russophone. Un agent dans l'une des organisations [officielles d'aide aux immigrants] est incapable d'évaluer la communauté au complet, de façon globale et de faire ressortir ses problèmes particuliers et encore moins de trouver une solution. C'est notre avantage. [...] Il est nécessaire de connaître la façon de penser de ces personnes, connaître leur mentalité, leur façon de réagir, leurs besoins pour pouvoir offrir une aide optimale. (TF)

À la tête des organismes se trouve le fondateur ou le responsable souvent entouré par des proches, amis ou parents. Ce petit comité met en place les objectifs et le plan d'action de l'association. Une des seules démarches formelles est l'enregistrement légal de leur association. Dans la plupart des cas, les représentants ne cherchent pas à officialiser la structure de l'association, ce qui pourrait limiter leur pouvoir de décision et d'action. Beaucoup préfèrent réaliser leurs initiatives à l'aide de leurs réseaux personnels. Rouslan nous explique qu'il ne souhaite pas que son association ethnique s'allie de façon officielle et définitive à d'autres associations russophones du même type. Il demeure donc sceptique face à la réussite d'une éventuelle union des associations russophones : « À quoi sert d'avoir un responsable au-dessus de nous. Qu'est-ce que ça va donner? À quoi va-t-il servir? À nous dire comment diriger notre association? À présent, la collaboration volontaire et la participation nous lient avec les autres associations. Nous n'avons pas besoin d'être dirigés parce que nous connaissons bien notre but. [...] Il y a des gens qui me donnent des conseils, avec qui je discute et nous prenons des décisions » (TF).

Pour ce qui est du fonctionnement des associations, seuls les forums de discussion Internet ont établi une liste de règlements : respecter le Québec et le Canada, maintenir une atmosphère amicale, éviter les messages à caractère raciste, obtenir l'accord du modérateur avant de faire la publicité de produits commerciaux, etc. Un modérateur filtre les messages en direct. Si un message transgresse les règles établies, le modérateur peut le censurer ou mettre fin à la communication. Le membre fautif a droit à quelques avertissements, mais risque l'expulsion du site pour une certaine période.

4.4 Source de financement

Les ressources financières des associations russophones de notre échantillon sont limitées. Différentes sources de financement leur permettent d'exister.

4.4.1 Subventions des instances publiques

Aucune association ne peut compter sur un financement gouvernemental ou municipal constant. Deux associations d'aide aux immigrants russophones profitent de ces fonds accordés pour la réalisation d'activités ponctuelles et de grande envergure. Par contre, plusieurs d'entre elles se sont adressées aux autorités municipales et gouvernementales

pour obtenir un soutien, ce qui ne signifie pas nécessairement une aide strictement financière, mais plutôt l'accès à certaines ressources, comme un local par exemple.

Afin d'obtenir un support des instances officielles, deux informatrices signalent que l'union de l'ensemble des associations russophones en une même entité est une prémisse. Dans ce cas, il serait plus facile de bénéficier de fonds qui pourraient être, par la suite, redistribués à chacun des groupes ou encore permettraient d'organiser des activités pour l'ensemble de la communauté. Maria nous fait part de son point de vue à ce propos : « Pour avoir une subvention ici, il faut que toutes les associations russophones s'unissent. Chacun ne peut pas se présenter à tour de rôle dans les instances publiques, les Moldaves, les Russes, les Ukrainiens,... Nous sommes tous des Russophones pour vous [Québécois] » (TF).

4.4.2 Fonds privés

Comme autre source de financement on retrouve l'investissement privé russophone. À quelques occasions, les entreprises privées sont prêtes à participer à une activité en échange d'une opération publicitaire. Par contre, comme le signalait l'un de nos informateurs, les commerces russophones ne sont pas encore assez bien nantis pour offrir une source stable de financement. Par ailleurs, une association a bénéficié, à un moment donné, de fonds provenant d'un parti politique d'une ancienne république soviétique. Cette aide leur a permis d'organiser quelques fêtes.

4.4.3 Cotisation et dons

Même si, d'après une informatrice-clé, la tradition de la cotisation volontaire n'est pas très développée chez les Russophones, trois associations pratiquent la cotisation annuelle ou mensuelle de leurs membres (associations juive, ukrainienne et arménienne). Cette aide est également souhaitée de la part des autres associations, comme nous le fait remarquer Elena : « La communauté russe de Montréal doit se rendre compte qu'il est nécessaire de s'entraider. Il y a beaucoup de Russophones qui ont de l'argent et une bonne situation, mais qui ne participent pas » (TF).

D'autres acceptent des dons. À ce propos, certains responsables se sont montrés méfiants face à d'éventuels dons. Une informatrice nous explique qu'un investissement : « [...] peut

[...] imposer une direction ou des décisions qui ne vont pas avec notre mission initiale » (*Galina*, TF). Certains répondants désirent rester libres et épargner leur réputation : « Je n'accepte jamais d'argent, de dons, parce que c'est la réputation qui est en jeu » (*Sergueï*, TF). Cette crainte de « souillure » est aussi partagée par une autre responsable d'une association culturelle. Vera voit un danger à la fois dans les subventions gouvernementales et dans les autres formes de financement. Ses propos font référence à la corruption existant à l'époque soviétique :

C'est très difficile de garder confiance envers les gens qui reçoivent de l'argent du gouvernement. Les gens ont quitté la Russie pour cette raison, pour quitter la corruption et l'époque où les Communistes gardaient tout. Les gens ne veulent pas ça, ils veulent rester libres. Lorsque les affaires ont à voir avec l'argent, ça ne peut pas marcher. Ici, le gouvernement donne beaucoup d'argent. Les gens vivent de ça. Je crois que dès que quelque chose est entremêlé avec de l'argent, c'est déjà beaucoup moins intéressant.

4.4.4 Auto-financement

Les seuls salariés sont des responsables d'entreprises privées. De plus, deux associations font partie d'une organisation centrale qui débourse pour les dépenses encourues, dont le salaire des responsables. D'autre part, l'école russophone ne peut tirer parti d'aucune subvention et dépend entièrement des frais d'inscription versés par les parents d'élèves. Pour ce qui est des journaux, distribués gratuitement, la publicité est leur seul support financier.

4.4.5 Bénévolat

La grande majorité des représentants d'associations ne bénéficient d'aucun salaire lié à leurs activités communautaires. D'ailleurs, plusieurs mentionnent investir leurs propres économies quand vient le temps d'organiser une activité. La vie associative survit donc, en grande partie, grâce au bénévolat des responsables et des membres.

4.5 Les membres

Il est vrai que les associations de l'échantillon sont pour le moment jeunes et que leurs membres y sont encore peu nombreux. Le nombre de membres est difficilement repérable

puisque aucune statistique ou liste des membres, comprenant certaines caractéristiques sociodémographiques, ne sont tenues. De plus, beaucoup de responsables cherchent à gonfler l'effectif des membres lorsqu'arrive le moment de vendre leur association ou remplir des demandes de fonds.

Voici quelques questions posées à nos informateurs à propos des membres de leurs associations : À qui s'adressent ces associations ? Combien ont-elles de membres ? Qui sont les participants ? Quelle est leur origine ethnique ? À quelle vague d'immigration appartiennent-ils ?

4.5.1 Associations virtuelles

Dans le cas des associations virtuelles russophones, il peut être difficile d'avoir une idée concrète des participants puisque rien ne les oblige à s'identifier ou à révéler leur véritable identité. Toutefois, il est faux de croire que les interactions entre utilisateurs d'un forum de discussion, par exemple, demeurent complètement anonymes. Bien sûr, les contacts ont lieu entre étrangers, mais ce contact est plus personnalisé que l'on pense. Comme le mentionnait Susan Bastani (2000) dans son rapport sur le modèle interactif « en ligne » des femmes musulmanes, plusieurs éléments permettent d'identifier les participants de ces forums. Tout d'abord, il y a le choix du pseudonyme, le style écrit, le vocabulaire, le choix du logo, etc. Sur les sites russophones que nous avons nous même consultés, un profil de l'utilisateur sous forme de rubrique permet l'identification des participants (le moment d'adhésion, le lieu de participation, le genre, la date d'anniversaire, les intérêts, l'adresse du site personnel, les photos ou images, etc.). Donc, les seuls qui conservent l'anonymat sont ceux qui consultent les sites sans y prendre part activement (*lurkers*).

Dans le cas présent, nous nous sommes basés sur les connaissances des responsables de ces sites pour dresser un portrait partiel des utilisateurs. Ce sont donc de jeunes russophones qui utilisent ces services à partir de Montréal, d'autres lieux au Canada, des anciennes républiques soviétiques ou d'ailleurs. Environ la moitié des membres sont de futurs immigrants au Québec. Leurs origines ethniques sont diverses (juive, russe, ukrainienne, kazakh, etc.) et représentent l'entièreté de l'ancien monde soviétique. Notons qu'en plus des Russophones d'ex-URSS, les Bulgares ont tendance à participer eux aussi à ces associations virtuelles.

En ce qui concerne le nombre de membres, il devient difficile de quantifier dans le domaine de l'Internet. Si l'on s'arrête aux membres inscrits dans un forum, le chiffre peut être trompeur. En effet, un seul usager peut s'enregistrer à plusieurs reprises sous différents pseudonymes. Aussi, une inscription sous un seul pseudonyme peut être utilisée par plus d'une personne, les membres d'un même ménage par exemple. De plus, il ne faut pas négliger le nombre de *lurkers*, soit les utilisateurs muets ou inactifs, qui consultent les sites sans s'enregistrer. Malgré tout cela, d'après l'un des responsables d'un forum russophone qui cumule plus de 1000 enregistrements, le nombre de membres actifs, soit ceux qui participent régulièrement, équivaut à une centaine. D'autres responsables d'un forum répertorient, en termes d'utilisateurs quotidiens durant la haute saison, plus de cent entrées. Par ailleurs, dans le cas d'un site informatif, il est impossible d'évaluer le nombre de consultants puisqu'il n'existe pas d'enregistrement formel.

4.5.2 Associations d'aide aux immigrants russophones

Pour ce qui est des membres des associations d'aide aux immigrants russophones, ils font partie en majorité, eux aussi, de la dernière vague. Certaines associations comprennent à la fois des immigrants récemment établis au Québec et de futurs immigrants russophones. D'autre part, plusieurs des responsables ne tiennent pas compte des statuts d'immigration (économique, réfugié) des participants et sont ouverts à tous les immigrants d'ancienne Union soviétique. Dans plusieurs cas, les membres font avant tout partie des réseaux sociaux personnels des organisateurs, ou le deviennent par la suite.

En ce qui concerne l'origine ethnique des membres, des précisions doivent être faites d'entrée de jeu. Il faut distinguer les associations qui s'adressent à tous les ressortissants de l'ancienne URSS et les associations qui visent un groupe ethnique ou national avant tout. Ces dernières sont donc constituées principalement de membres d'une même appartenance ethnique ou nationale. Par contre, l'origine des participants peut varier selon les activités. Notons qu'en majorité, même si le nom de l'association fait référence à une région de provenance ou à une origine ethnique, sa composition reste hétérogène. En voici un exemple :

[Notre association s'appelle selon la capitale de notre pays]. Cela a une valeur symbolique. C'est la capitale de notre pays et le symbole de l'internationalité. Pour les habitants [de cette capitale], il n'y avait pas de différence entre les nationalités et les gens disaient que leur nationalité était [nom des habitants de la capitale]. Comme Moscovite, tous sont Moscovites, mais en principe ils peuvent être Russes, Juifs, etc. [...] Nous invitons les gens à participer dans notre communauté, tous ceux [de ce pays], peu importe la nationalité. Nous ne faisons pas de différence selon la religion, ni la nationalité. (*Rouslan*, TF)

En revanche, les origines des membres d'associations juive, ukrainienne et arménienne sont plus uniformes. La coordinatrice d'un programme russe-juif mentionne qu'elle ne pose aucune question sur l'origine ethnique des membres. L'organisme ne cherche pas à faire de discrimination. Cependant, selon notre informatrice, la majorité des participants ont soit un lien avec la culture juive, sont eux-mêmes juifs ou l'un des membres de leur famille est juif. Notons qu'à contrario, l'organisation juive JIAS réserve ses services aux Juifs pouvant prouver leur lien de sang.

Par ailleurs, le nombre de membres actifs des associations d'aide aux immigrants russophones varie d'une vingtaine à une soixantaine. Toutefois, lors d'évènements spéciaux, le nombre de participants peut doubler, tripler, quadrupler... Les responsables mentionnent fièrement qu'au moment d'un évènement organisé par leur association, plus d'une centaine de personnes y participaient. La quantité est souvent gage de réussite et d'un intérêt partagé. De plus, lors d'un futur évènement, ils utilisent ce nombre comme moyen publicitaire.

4.5.3 Entreprises privées

Nous avons inclus quelques entreprises privées dans notre échantillon, car il s'agit d'organisations souvent importantes dans la vie associative d'une communauté, du fait de leurs fonctions de lieux de rencontre et d'échange symbolique. Il s'agit en l'occurrence d'une librairie, d'une école et d'un journal. Les membres de ces entreprises privées ou plutôt leur clientèle devra être décrite de façon séparée. Tout d'abord, le propriétaire d'un commerce a décrit sa clientèle comme suit : diverse, russophone, en provenance de l'ensemble des quinze anciennes républiques et issue en majorité de la dernière vague d'immigration. De plus, une part de sa clientèle provient de la population locale.

Dans le cas de l'école russophone, les enfants proviennent de toutes les anciennes républiques et sont issus de la quatrième vague. Lors de certaines activités de l'école, comme le camp estival, les enfants russophones de plusieurs autres villes canadiennes et même américaines y prennent part. Le nombre d'inscriptions scolaires par année varie. Récemment, il se tenait entre 200 et 300.

Finalement, les lecteurs d'un journal russophone montréalais sont de toutes les origines en provenance d'ancienne Union soviétique, de toutes les générations et surtout des immigrants récents. D'après le rédacteur en chef de cet hebdomadaire, plusieurs n'arrivent pas encore à lire les journaux locaux francophones ou anglophones. Par ailleurs, selon la saison, le tirage peut varier entre 5000 et 8000 exemplaires. La version électronique du journal diffuse, avec un léger décalage, plusieurs articles parus sur papier. Ce site est donc consulté par bon nombre de Russophones prévoyant une immigration prochaine, à partir de plusieurs pays.

4.5.4 Association religieuse

L'église orthodoxe de notre échantillon abrite une centaine de membres actifs. À certaines occasions, dont la Pâque orthodoxe, l'église se remplit de plusieurs centaines de fidèles. L'église est l'un des lieux privilégié où se côtoient des immigrants d'anciennes vagues, leur progéniture née sur place et les immigrants russophones récents. Aux orthodoxes baptisés dès leur naissance s'ajoutent les orthodoxes récemment convertis, d'origine juive ou autre. La dernière vague est plus importante et les lieux d'origine, multiples. Les fidèles n'ont pas tous reçu une éducation religieuse en ex-URSS et doivent donc apprendre à pratiquer leur religion.

4.5.5 Association culturelle et récréative

Les membres de l'association culturelle et récréative ont en commun un intérêt pour l'activité pratiquée. Cet organisme regroupe enfants et adultes russophones, de plusieurs vagues d'immigration. S'il dépend en partie d'une institution religieuse orthodoxe, d'où les membres proviennent en majorité, des participants d'autres y confessions prennent part. Les lieux d'origine y sont donc disparates. L'association culturelle accueille aussi des non Russophones intéressés par la pratique de cette activité.

4.6 Raisons d'être des associations

Cette section rassemble les motifs, objectifs, activités et fonctions des associations russophones.

4.6.1 Motifs

Les motifs énoncés par les informateurs pour expliquer le besoin d'associations russophones sont multiples. Toutefois, plusieurs de ces raisons découlent, plus ou moins directement, de l'expérience d'adaptation de nos informateurs comme nouvel immigrant dans un milieu étranger. De plus, les causes sont indissociables des possibilités et contraintes inhérentes aux contextes québécois et montréalais. Les raisons énoncées ci-dessous n'ont pas été classées en ordre d'importance.

4.6.1.1 Insuffisance dans la structure associative

Tout d'abord, une grande partie des informateurs ont mentionné que c'est avant tout l'inexistence d'une communauté ou d'une structure associative russophone, au moment de leur arrivée, qui les a poussés à agir. Pour certaines minorités ethniques, cette absence s'explique par l'arrivée récente d'immigrants de leur origine : « Quand je suis arrivée ici, on était à peu près quatre familles du [pays d'origine]. J'ai compris que seule, ce n'était pas la vie que j'aimerais vivre pour moi, pour mes enfants, il faut bâtir une communauté » (*Zoufia*).

D'autre part, même si les représentants du groupe sont déjà présents au Québec, les nouveaux arrivants ne se retrouvent pas complètement dans les associations existantes, ce qui les pousse à fonder leurs propres organismes. Il est nécessaire d'adopter une organisation communautaire qui permettra de conserver des traits culturels particuliers. Un informateur nous fait part de la nécessité de former une association arménienne d'Arménie au sein de la communauté arménienne *at large* de Montréal : « Chaque groupe a sa langue. Chaque groupe vient d'un pays différent. La majorité est née au Liban, en Syrie, en Égypte, et parle arabe. Et nous, [les Arméniens d'ex-URSS] parlons russe. Notre tempérament est un peu différent » (*Aram*, TF). Ces propos montrent bien la volonté de l'entre soi, de former communauté avec les siens.

Certes, la plupart des représentants d'associations se basent sur leur expérience personnelle en tant qu'immigrant et sur leurs difficultés d'adaptation dans un milieu où les structures communautaires russophones manquent. Elena revient sur sa propre expérience au moment de son arrivée : « Nous sommes arrivés, nous ne connaissions personne, personne à qui parler, qui aurait pu nous aider. Ça a été très difficile. [...] Il fallait faire une série de démarches [...], trouver un logement... » (TF). Cette expérience les pousse à aider leurs compatriotes et à combler les lacunes : « [...] Certains ne connaissent pas la langue, d'autres ne connaissent pas les lois, d'autres n'ont pas de contacts. Et nous avons décidé de nous rassembler et de le faire ensemble » (*Andreï*, TF).

Pour d'autres fondateurs, les quelques organismes existants sont incomplets, ce qui les pousse à améliorer les services. Sémion s'inspire de ce qui existe pour offrir un service « perfectionné » : « Jusqu'à ce moment, nous communiquions sur un autre forum [...]. C'était un très bon forum, mais il y avait quelques défauts et nous voulions faire quelque chose par nous-même, quelque chose de mieux » (TF).

4.6.1.2 Réponse à une demande

Par ailleurs, un autre motif de création d'une association est la demande exprimée par les nouveaux arrivants, vue l'absence de tels services russophones. Dans le cas de l'association culturelle, ce sont les immigrants eux-mêmes qui sollicitèrent le développement d'une telle activité récréative auprès de l'organisatrice. Une autre de nos informatrices explique qu'elle décida de développer un site Internet afin de transmettre des informations sur l'immigration au Québec, suite à la réaction très positive des lecteurs : « J'ai commencé à recevoir des tonnes et des tonnes de lettres de tous les coins du monde de gens qui voulaient déménager au Québec, qui étaient très intéressés à vivre ici. C'est à partir de là qu'on a décidé de faire le site » (*Margarita*). D'autre part, la réaction positive manifestée par les participants est également une raison qui pousse les responsables à poursuivre leurs actions. : « Lorsqu'on écoute les commentaires des gens, ce qu'ils nous écrivent. [...] Ils nous appellent pour nous dire à quel point cette aide leur est utile. Tu te rends compte qu'ils ont besoin de ça » (*Galina*).

4.6.1.3 Lacunes dans les services publics

Autre motif évoqué par les informateurs : l'insuffisance des services gouvernementaux ou communautaires d'accueil et d'aide aux immigrants. En effet, dans sa revue des études ethniques au Québec, Denise Helly mentionnait l'hypothèse de deux auteurs, M. Rosenberg et J. Jedwab (1992), qui énonçaient que c'est plutôt la non-prise en considération des besoins des immigrants par les services publics et leur exclusion dans la gestion de ces services qui les poussent à fonder des associations ou des institutions (Helly, 1997 :160).

D'après nos répondants, ces services ne sont que trop rarement disponibles en langue russe et présentent une certaine distance culturelle. Ces deux travers réduisent l'accessibilité, la promptitude et l'efficacité de l'aide apportée aux nouveaux immigrants. Une informatrice rapporte des propos qui circulent chez les immigrants russophones à ce sujet :

[...] Lorsque les gens vont dans ces organismes officiels et qu'ils ne maîtrisent pas encore la langue, c'est peine perdue. Et même si l'agent de l'organisme parle le russe, il ne connaît pas toujours la mentalité. Parfois, ce sont des Bulgares, des Polonais. [L'agent] n'est pas toujours capable de comprendre le problème et de le résoudre. Les gens nous disent : « J'ai essayé de lui expliquer, mais il ne comprend pas ». Ce n'est pas toujours comme ça, mais ça peut arriver. (*Galina*, TF)

A contrario, la capacité d'action des associations russophones d'aide aux immigrants est plus grande, du moins pour les premiers temps de l'adaptation, et ce pour deux raisons. Selon les représentants, leur propre statut d'immigrant permet d'avoir une bonne idée des difficultés rencontrées par un nouvel arrivant en terre québécoise. De plus, ils partagent certains traits culturels et linguistiques avec les représentants de cette nouvelle vague, ce qui facilite le contact. Une informatrice explique en quoi le support apporté par son association d'aide aux immigrants russophones diffère des programmes officiels : « Les personnes qui connaissent la langue et la mentalité et qui proviennent de ces mêmes pays sont mieux placés, ils sont capables d'offrir un service d'aide maximal, pour qu'une personne suive les bonnes étapes, sans avoir à essayer à gauche et à droite. Une organisation pour informer est nécessaire [...] » (*Galina*, TF). Une autre répondante ajoute : « Naturellement, on peut aller au Ministère de l'Immigration, prendre quelques brochures écrites dans les langues officielles, mais quand un interlocuteur fait part des problèmes à travers lesquels il a personnellement passé... [...] Nous avons une mentalité commune, une culture commune,

de la même manière nous cherchons à résoudre un problème » (*Elena*, TF). Selon nos informateurs, cette base commune permet donc de simplifier et personnaliser les rapports sociaux tout en apportant une aide optimale aux nouveaux immigrants.

4.6.1.4 Capacité médiatrice

D'autre part, le besoin de médiation semble jouer un rôle considérable dans la création d'associations. Cette médiation est nécessaire à trois niveaux : entre les nouveaux immigrants et les programmes gouvernementaux et municipaux, entre ces immigrants et la communauté russophone déjà établie sur place et entre les immigrants, tout court.

Les associations russophones nouvellement créées jouent le rôle d'intermédiaire entre les services officiels et les nouveaux immigrants. Sergueï remarque que les arrivants récents ont peine à se débrouiller parmi les nombreux services publics : « Quelqu'un disait que les programmes gouvernementaux existent, mais nous [les Russophones] ne savons pas comment s'en servir » (TF). Son association facilite l'introduction au système d'accueil et d'aide aux immigrants. De plus, un autre informateur ajoute que son organisme permet de diriger les immigrants russophones à travers les services existants : « Si une personne a des difficultés, nous essayons de la mettre en contact avec les structures gouvernementales officielles. Nous expliquons les premières étapes pour apprendre le français,... » (*Rouslan*, TF).

Par ailleurs, le second type de médiation concerne les nouveaux immigrants et les associations ethniques de plus longue date. Ces différentes générations sont composées de divergences culturelles, ce qui explique le besoin d'une association introduisant les immigrants récents à la communauté plus ancienne. C'est le cas de l'association ukrainienne : « [...] On a fondé [notre association] car nous croyions que les Ukrainiens qui arrivent ici ne peuvent pas joindre tout de suite les vieilles organisations » (*Pavel*, TF). Cette raison est également derrière la formation d'une association russo-juive, afin de renforcer l'intégration des immigrants russophones à la vie communautaire juive de Montréal.

En dernier lieu, l'un de nos répondants mentionne l'embarras général des Russophones à établir des liens entre eux : « Les immigrants russes n'ont pas de très bons liens entre eux. En pays étrangers, ils n'ont pas tendance à se rencontrer, à rechercher le contact » (*Dimitri*,

TF). Voilà donc une raison qui pousse les associations à orchestrer des rencontres, des moments d'échange.

4.6.1.5 Reconnaissance et partage culturel

Autre motivation derrière les initiatives d'organisation communautaire russophone est le désir de faire connaître sa culture et d'obtenir une reconnaissance. Des informateurs arrivés au début des années 1990 disent avoir été victimes d'une image négative transmise dans la société d'accueil. D'après Maria la situation change tranquillement : « Avant, on pouvait voir dans les journaux montréalais « Mafia russe » et les gens avaient peur de nous. Maintenant, il y a un plus grand intérêt » (TF). Étant donné la superficialité ou le biais des informations diffusées à propos de l'ancien monde soviétique, plusieurs responsables partagent cette volonté de révéler les compétences réelles de leurs compatriotes et de partager leur héritage culturel. Elena nous en fait part : « Nous donnons des petits concerts [...] et organisons d'autres activités culturelles pour que les Canadiens puissent découvrir la culture russe » (TF). Même si la majorité des associations agit davantage dans le contexte de Montréal, quelques unes visent l'élargissement des liens entre certains pays d'ex-URSS et le Québec (échanges de talents musicaux, artistiques, étudiants,...).

4.6.1.6 Conservation et transmission culturelle

D'autres informateurs craignent l'assimilation et cherchent à conserver leur culture au sein de la communauté russophone. C'est ce qui motive la directrice d'une école russophone à entreprendre un tel projet : « [...] Je pensais aux enfants de mes amis qui ont immigré aux États-Unis et qui ont perdu leur langue et leur niveau de culture russe. En un an ou deux, ça se perd énormément. Quand je les ai entendus parler avec un très fort accent américain, j'ai été effrayée par cette perspective pour moi et ma famille [...]. Là, je me suis dit, tiens, [...] je vais faire quelque chose pour les gens qui s'installent ici » (*Victoria*).

4.6.1.7 Influence d'autres associations ethniques

Dans un autre ordre d'idées, la présence d'autres communautés ethniques et de leurs organisations dans la société d'accueil est déterminante. En effet, quelques représentants d'associations russophones nous mentionnent que les immigrants d'ex-URSS doivent à leur

tour s'organiser, comme le font d'autres groupes ethniques au Canada. En voici un exemple : « [...] la communauté chinoise, les Juifs, ils se sont unis, ils ont des intérêts en commun, des traditions et des fêtes communes » (*Rouslan*, TF). Le mode organisationnel d'autres groupes ethniques donne certaines lignes de conduite aux immigrants récents afin de structurer, à leur tour, leur propre vie associative.

4.6.1.8 Discrimination antérieure

Finalement, la situation discriminatoire antérieure peut servir de mobile à la création d'associations. En effet, les Juifs russophones ont subi plusieurs formes de répression en ex-URSS. Nous avons recueilli ces propos lors d'une entrevue non enregistrée : « Il existe une communauté juive-russe. Il y a des gens qui ont eu des expériences très négatives en URSS. Les Juifs étaient discriminés » (*Anna*). Ce passé explique peut-être les motivations, dans un milieu plus libéral, de former une communauté avec les siens, chose réprimée pendant bon nombre d'années en Union soviétique.

4.6.1.9 Raisons et ambitions personnelles

En dernier lieu, d'autres raisons offertes par nos informateurs pour la création d'une association russophone sont d'ordre beaucoup plus personnel⁷. Passons brièvement ces justifications en revue. D'une part, un certain nombre de répondants font référence à leur tempérament : être un « organisateur né » les pousse à s'investir dans la vie associative. D'autres disent répondre à une mission ou suivre certaines valeurs : l'altruisme, la charité, le dévouement : « Nous ne faisons pas d'argent, mais je suis sûre que devant Dieu je gagne beaucoup moralement et que par mes conseils, je peux aider les gens » (*Maria*, TF). Pour certains représentants, une raison économique s'ajoute aux autres causes. En plus de trouver une occupation, ils y trouvent un emploi rémunéré. Il ne faut pas négliger aussi un certain prestige lié au poste de directeur, président ou représentant d'une organisation. Enfin, d'autres encore sont guidés par une volonté d'élargir leur réseau et de recréer un cercle social dans un milieu étranger : « [...] On n'avait personne ici, on n'avait pas de connaissance, [...] on a décidé de faire un forum. Le but principal [était] de trouver des amis, des camarades, des gens avec qui parler, se rencontrer » (*Vassili*).

⁷ Pour une étude approfondie des motifs de l'engagement des leaders de groupes ethnoculturels, consultez LABELLE, M. et J.J. LÉVY. 1995. *Ethnicité et enjeux sociaux*, Montréal : Liber, p. 22-34

4.6.1.10 Conclusion

En définitive, les raisons évoquées par nos répondants pour la création d'associations sont diverses. Dans la réalité, il va de soi que plusieurs motifs simultanés et complémentaires entraînent de tels projets. Cela dit, nous avons enregistré plusieurs types de raisons qui incitent la participation à la vie associative russophone. Nous les avons rassemblés en trois grands motifs : l'aide à l'adaptation et à l'intégration des immigrants russophones, la conservation culturelle et la reconnaissance et les facteurs contextuels et personnels. Le discours des représentants fait part, à la fois des lacunes de la structure associative russophone et de celles du système officiel d'aide aux immigrants. Par conséquent, certains besoins inassouvis, exprimés par les immigrants récents, sont visés par les services complémentaires russophones. En outre, l'expérience d'immigration vécue par les répondants guide leurs projets et permet d'endosser le rôle de médiateur ou d'intermédiaire. Côté culturel, les craintes d'assimilation sous-tendent leurs initiatives. Le besoin de reconnaissance et la volonté de partager leur propre culture sont aussi non négligeables. D'autre part, le passé historique d'un groupe influence sa structure associative et communautaire, ainsi que la coexistence avec d'autres groupes ethniques. Enfin, nous avons noté quelques raisons et ambitions personnelles à la source de l'implication de nos informateurs.

4.6.2 Objectifs et activités

Après avoir passé en revue les motifs derrière les initiatives associatives russophones, nous allons nous attarder aux objectifs poursuivis par ces mêmes associations. Du même coup, nous décrirons les activités mises sur pied pour mener à bien ces objectifs.

Les objectifs mentionnés à plusieurs reprises par les informateurs de notre échantillon sont les suivants : bâtir une communauté, aide à l'établissement et la conservation culturelle.

4.6.2.1 Bâtir une communauté

La formation d'une communauté est un objectif fixé par plusieurs associations russophones. Cependant, cet objectif n'a pas la même signification pour tous les responsables. En effet, il

est très relatif car il se base sur différentes interprétations de ce qu'est ou devrait être une communauté. Certains des informateurs s'intéressent avant tout au plan organisationnel de la communauté. D'autres ont la volonté d'unir les gens, de créer un entre soi. D'autres encore s'assignent la tâche de créer des liens sociaux et un sentiment d'appartenance. Tous ces buts visent la fondation ultime d'une communauté. Mais de quelle communauté s'agit-il: russophone ou d'une minorité ethnique? Quelles sont sa forme et ses fonctions? Nous reviendrons à ces propos un peu plus tard. Ajoutons que dans certains cas, les associations ne visent pas la création d'une communauté, mais y participent tout de même d'une façon indirecte et informelle.

Pour atteindre cet objectif, plusieurs des activités favorisent la rencontre, l'échange entre Russophones. Bâtir une communauté passe par une mobilisation des immigrants russophones et l'organisation d'activités pour plusieurs représentants d'associations. Encore là, cet objectif organisationnel répond à plusieurs intentions : promotion des ressources et potentiels russophones, élargissement les réseaux sociaux, reconnaissance de certains organismes par des activités d'envergures, etc. Par ailleurs, les types d'activités sont nombreux :

- social (rencontres, fêtes, forums de discussion,...),
- récréatif (camps pour enfants, danse, sport, jeux,...),
- informatif (sites Internet, conférences, articles, ...),
- aide aux immigrants (traduction, consultations, conseils,...),
- promotionnel (lobbying, publicité, campagne de financement,...),
- éducatif (cours de langues, histoire, musique, danse,...),
- charitable (aide aux personnes âgées, prisonniers, pauvres,...),
- religieux (messe, mariage, baptême,...)
- culturel (spectacles, expositions, festivals, concerts, visites,...).

D'autre part, des représentants souhaitent former une union des associations russophones. Pour le moment, cette initiative, qui n'en est pas à sa première tentative, n'a rien donné de concret, sinon d'instaurer un débat et de bâtir des réseaux informels entre différentes associations. Nous élaborerons sur les raisons de l'échec de cette union un peu plus loin.

4.6.2.2 Aide à l'établissement

Cet objectif d'aide à l'établissement des nouveaux immigrants est au cœur des préoccupations des associations d'aide aux immigrants. Une bonne part de cette aide prend une forme informative. Le but recherché est d'offrir une information juste et utile pouvant accélérer et simplifier l'adaptation de nouveaux compatriotes en terre québécoise. Anton s'est fixé cet objectif : « [...] Le but de mon site est d'aider les immigrants à s'adapter ici. [...] Je peux transmettre beaucoup d'informations sur mon site. Pour les journaux ce n'est pas possible parce qu'il n'y a pas assez de place. Je pense que sur mon site, j'ai de l'information pour 1000 journaux... ».

À vrai dire, l'activité qui est partagée par tous nos informateurs, que ce soit dans le secteur privé, culturel ou autre, est d'adresser des conseils aux nouveaux arrivants à tous les niveaux : recherche d'emploi, recherche de logement, consommation, éducation des enfants, etc.

D'autre part, l'information fournie n'est pas toujours du même genre. Certains responsables utilisent avant tout leurs connaissances subjectives à propos de l'immigration pour conseiller d'autres immigrants. Que ce soit à propos des habitudes locales, des lieux de consommation, des démarches en recherche d'emploi, etc. : « Maintenant, nous avons cette expérience et les gens viennent me voir et je vais tout leur raconter, leur dire où aller. Du coup, ils gagnent du temps, plusieurs années » (*Maria*, TF). De même, ce type personnel d'information est aussi présent dans les forums de discussion sur Internet. Dans ce cas, ce ne sont pas seulement les responsables qui conseillent, mais tous les membres y participent.

À cet égard, certains responsables d'association voient d'un mauvais œil cette transmission d'information subjective : « Le problème, c'est que l'information qui est échangée entre les participants est basée sur leurs expériences personnelles ou sur des histoires entendues. L'information n'est pas toujours exacte. Les interprétations et opinions personnelles varient beaucoup, c'est difficile d'avoir de bons conseils » (*Galina*).

Par ailleurs, d'autres répondants cherchent à offrir une information plus neutre et utilisent plusieurs ressources pour le faire. L'une des associations organise des conférences sur

différents sujets pouvant intéresser les nouveaux immigrants. Des agents des instances publiques participent et leurs propos sont traduits simultanément en russe pour faciliter la compréhension du public. D'autres associations coopèrent avec des professionnels russophones afin d'offrir des consultations gratuites aux nouveaux immigrants (avocat, psychologue, traducteur, entrepreneur). Enfin, un site Internet présente les versions traduites de documents ministériels informatifs, destinés aux futurs immigrants.

De plus, l'un des objectifs de transmission est de révéler aux nouveaux arrivants des informations sur le Québec et sa culture : « Quand j'ai participé au lancement du projet, mon but était de présenter le Québec, l'histoire québécoise [...] parce que j'ai remarqué que les gens qui viennent ici ignorent tout. Ils ne connaissent pas le Québec » (*Sémion*). Les journaux et les sites Internet assument cette tâche de diffusion. On y retrouve des informations sur l'immigration, la situation politique et économique québécoise et canadienne, les activités russophones à Montréal, des nouvelles d'ailleurs, etc. L'une de nos informatrices participe à un journal russophone et y couvre l'actualité québécoise. Elle explique la raison qui la pousse à poursuivre cette tâche : « [Les Russophones] ne lisent pas les journaux en français. Ils ne savent pas ce qui se passe. Donc, j'essaie de trouver des sujets intéressants, de les présenter d'une manière légèrement humoristique, pour les intéresser. J'essaie de trouver un pont, leur montrer les bonnes et mauvaises choses, ça peut devenir leur vie » (*Inna*).

L'aide aux immigrants passe aussi beaucoup par un service de référence et de médiation entre les immigrants récents et les instances officielles : « Nous leurs disons immédiatement où aller chercher de l'information, des services » (*Maria*, TF).

Par contre, peu d'associations ont les moyens d'allouer une aide matérielle. Même si plusieurs souhaiteraient le faire, nos informateurs croient que l'aide dont les immigrants russophones ont le plus besoin est d'ordre non économique : « Il n'y a pas de demande d'aide matérielle, la plupart des gens qui viennent ici se débrouillent par eux-mêmes [sur ce plan] » (*Vladimir*, TF).

Pour atténuer les difficultés d'adaptation, plusieurs informateurs semblent compter sur l'entraide entre compatriotes. Pour se faire, ils incitent la formation de réseaux sociaux. Plusieurs de leurs activités remplissent donc cet objectif : « En ce moment, l'aide et le

support sont insuffisants. Il n'y a pas assez de rencontres, d'activités pour que les gens échangent, pour que des liens se créent. Il faut s'entraider, se soutenir. Mais il y a des gens qui essaient de se tenir éloignés de la communauté » (*Aram*, TF). Un autre informateur ajoute : « Le club a été créé pour aider les gens à s'adapter dans un nouveau milieu. Par exemple, des jeunes de Russie arrivent ici, ils commencent à étudier et ils s'inscrivent au club et commencent à échanger. En échangeant avec d'autres Russes, peut-être que le processus d'adaptation sera facilité » (*Dimitri*, TF).

4.6.2.3 Sauvegarde culturelle

Tout d'abord, il est important d'expliquer de quoi il s'agit réellement, pour nos informateurs, lorsqu'on parle de sauvegarde culturelle. La majorité d'entre eux disent avoir le désir, à travers leur association, de maintenir une certaine culture, des traditions, une mentalité, une langue. Cependant, à une exception près, dans le cas d'une association ukrainienne et d'un site Internet d'une association étudiante⁸, le terme « identité » n'est pas utilisé. En effet, ce terme ne fait pas partie du langage courant russe. La sauvegarde « culturelle » dont il s'agit comprend donc un ensemble de concepts, tradition, mentalité, identité, culture, et nous les considérerons comme équivalents puisque sous-entendus par nos informateurs. Voici quelques exemples de cet objectif exprimé par nos répondants : « En premier lieu, nous voulons conserver nos traditions. Nous souhaitons que nos enfants, qui sont ici, ne les oublient pas » (*Rouslan*, TF), « [...] Faire la promotion de la culture russe [...] » (*Dimitri*, TF), « [...] Garder aussi la culture. Parce qu'on est immigrant, notre cœur, c'est toujours notre culture » (*Vera*), « Nous avons créé cette organisation dans le but de conserver la culture russe, la langue russe à Montréal, dans un milieu francophone » (*Elena*, TF).

L'objectif de sauvegarde culturelle répond à la réalité de l'immigration. En terre étrangère, beaucoup d'associations tentent de lutter contre une assimilation culturelle complète. D'autres visent la conservation de leur culture et de leur héritage artistique afin de les partager avec la société d'accueil, tandis que d'autres encore se soucient en premier lieu de la transmission intergénérationnelle. Quelle culture est en jeu ? Dans le prochain chapitre, nous aborderons ce sujet.

⁸ L'entrevue avec le fondateur de l'association ukrainienne s'est tenue en anglais. De plus, le site Internet de l'association étudiante est aussi en anglais. Cela nous laisse présumer que le terme « identité » est plus facilement utilisé dans cette langue.

Les activités qui découlent de cet objectif sont d'ordre social, culturel, artistique et éducatif: spectacles d'enfants avec chants traditionnels et références aux contes folkloriques, pique-niques, cours de langue russe et d'histoire pour les enfants, concerts mettant en vedette des musiciens russophones, expositions d'artistes russophones, club littéraire autour d'œuvres russophones, fêtes célébrées selon la tradition du pays d'origine, présentation de films russophones, etc.

À ce propos, notons que les différents groupes ethniques peuvent à la fois faire référence à des traits culturels uniques ou partagés par l'ensemble des Russophones. Les activités varient donc selon ces traits. Dans le cas des activités festives, on a remarqué une double vie culturelle. D'un côté, les fêtes propres à une culture sont commémorées : pour les Azéris il est important de célébrer la fête nationale, pour les Orthodoxes la Pâques, pour les Arméniens la mémoire des victimes du génocide, pour les Ukrainiens le jour de l'indépendance, etc. De l'autre, des événements, se référant à des célébrations fêtées par l'ensemble de la population d'ex-URSS, sont organisés. À titre d'exemple, nous avons assisté à la fête du 9 mai, jour férié à l'époque soviétique, commémorant la fin de la Seconde Guerre mondiale. Trois associations (russe, bulgare et azerbaïdjanaise) coopèrent afin d'organiser une fête pour souligner cet événement.

Par ailleurs, une informatrice mentionne que dans son association d'Asie centrale, ils tiennent compte à la fois des fêtes « nationales », comme la Norouz (nouvelle année selon le calendrier lunaire musulman), et des autres fêtes « plus collectives »: « la nouvelle année le 1^{er} janvier, le 8 mars [fête des femmes], le 1^{er} mai [fête des travailleurs], le 7 novembre [journée de la révolution d'octobre]. C'est quelque chose qu'on a dans le sang » (*Zoulfia*). Toutes ces célébrations, nationales et collectives, font partie de leur tradition culturelle à conserver.

Dans la plupart des cas, il s'agit donc de conserver sa culture pour ne pas s'assimiler complètement à celle de la majorité. Pourtant, le fondateur d'une association ukrainienne énonce cet objectif, le maintien de la culture et de l'identité, mais pas seulement en raison de la situation à l'étranger. S'ajoutent à ce motif l'histoire du pays, la situation politique actuelle de l'État ukrainien et ses relations avec la Russie. Pavel semble plus préoccupé par le fait que des Ukrainiens, arrivants récents, communiquent en russe, qu'ils adoptent l'une des langues officielles canadiennes :

Nous [les immigrants ukrainiens] sommes tous reliés à l'Ukraine. Nous avons donc les mêmes buts: aider nos compatriotes et aider à reconstruire notre pays. [...] Nous voulons préserver notre identité et vaincre l'assimilation. Nous essayons de rester ensemble autour de notre identité ukrainienne, alors nous parlons ukrainien, nous ne parlons pas russe. Tout le monde connaît le russe, mais on doit conserver notre héritage et notre culture ukrainienne. (TF)

Le but premier de cette association est de conserver la communauté, mais pas à tout prix. Oui à une communauté, mais à une communauté ukrainienne qui transmet la « bonne » culture et identité ukrainienne, celle à saveur patriotique.

Nous pouvons établir un parallèle entre le discours tenu par notre informateur, représentant d'une association ukrainienne, et celui recueilli par Gabrielle Roy au début des années 1940, venant des Ukrainiens installés dans l'ouest canadien. À ce propos, Gabrielle Roy relève un paradoxe à l'endroit du nationalisme ukrainien. Elle note la rapide adaptation des Ukrainiens en terre canadienne et les grandes différences entre les générations, malgré un patriotisme aigu tourné sur la situation géopolitique quittée : « Ce peuple [ukrainien] le plus féru de nationalisme, celui qui aurait pu le plus facilement résister à l'assimilation, est quand même celui qui s'est le plus complètement adapté au pays [Canada] » (1978 :85). Elle ajoute, toujours à leur propos : « Larges d'esprit et tolérants en ce qui touche les choses du Canada, ils restent fanatiques à l'endroit de ce qui est perdu au fond de leur passé » (1978 :78). Donc, encore aujourd'hui la conservation d'une certaine identité et culture ukrainienne passe beaucoup par le rejet de la culture russe qui semble, même au Canada, plus menaçante que l'assimilation culturelle canadienne. Cependant, il faut bien le mentionner, ce discours semble minoritaire parmi l'ensemble des immigrants ukrainiens issus de la 4^e vague installés au Canada.

D'autre part, la conservation culturelle a, d'après une informatrice-clé, gagné en force avec l'arrivée de la dernière vague d'immigrants russophones. La multiplication des services russophones en est une preuve, selon notre informatrice. On retrouve un nombre croissant d'écoles, de commerces, de services et de garderies russophones à Montréal.

4.6.2.4 Conclusion

Nous avons tenu compte de trois grands objectifs mis de l'avant dans les associations russophones : bâtir une communauté, aider à l'établissement et sauvegarder la culture. Pour atteindre ces objectifs, des activités sont prévues et réalisées par les associations. Ces objectifs sont ceux visés à un moment donné et peuvent évoluer, de nouveaux s'ajoutant, d'autres disparaissant, selon la demande et les moyens, au sein de ces mêmes associations.

4.6.3 Fonctions

Nous avons classé les fonctions des associations selon deux types : les fonctions directes et indirectes.

4.6.3.1 Fonctions directes

Les fonctions remplies par les associations sont d'ordres culturel, symbolique, politique, économique, religieux, identitaire, informatif, de sociabilité, d'entraide et d'intégration.

4.6.3.2 Fonctions indirectes

Dans plusieurs cas, nous remarquons que les associations répondent à des fonctions tacites, qui ne font pas nécessairement partie de leurs objectifs principaux. La fonction la plus répandue est la formation d'un réseau social, d'entraide et d'information.

D'après la directrice d'une troupe de danse, son association vise un objectif principal, la danse, mais répond à des objectifs secondaires, comme l'aide à l'établissement des nouveaux immigrants. Son association exerce une fonction de sociabilité et d'aide informelle pour les membres :

On vient ici, c'est difficile de s'adapter, on cherche des amis, des amis avec qui on se sent bien. L'avantage [de cette association] est que notre point de départ est la danse. Alors, on ne pense pas à propos des avantages financiers, des pistons, etc. Et bien sûr, les conversations, les échanges entre les nouveaux immigrants et ceux de plus longue date, le partage des expériences de vie. Le

point de départ c'est la danse et après, il y a pleins d'échanges informels. On créé des liens. (*Vera*)

Un autre extrait tiré de l'entretien avec le représentant d'une paroisse orthodoxe dévoile les fonctions sociales et d'aide aux immigrants de son institution religieuse : « Les gens viennent pour faire des rencontres. Après la messe, nous avons un petit goûter dans la salle commune. On peut échanger, discuter, s'informer. » (*Vladimir*, TF). Donc, au support moral procuré par la pratique religieuse, s'ajoute ces fonctions.

Il en va de même dans le cas d'une école russophone. Selon la directrice de cet établissement, en plus du partage de connaissance, l'école a pour fonction la création des réseaux sociaux, d'entraide et d'information. L'école, en plus de faire la promotion de la culture russe, sert aussi de centre culturel : « [...] L'école a joué et joue toujours le rôle de centre culturel. [...] On a trois fêtes chaque année. Au début des années 1990, il n'y avait presque seulement notre école pour satisfaire les besoins culturels des gens. À présent, il y a plus de petites entreprises russes. Ce n'était pas seulement les parents des enfants qui venaient assister aux fêtes, mais aussi les familles, leurs amis,... » (*Victoria*). Elle ajoute que l'école possède une fonction de sociabilité et d'information : « Parce que les gens se connaissent, les parents se parlent, ils se donnent de l'information parce que c'est de l'information qui nous manque très souvent, une bonne information. Puis, les enfants se font des amis, ce qui est très important aussi,... » (*Victoria*).

À ce propos, un de nos informateurs se rappelle, au moment de son arrivée, du rôle social et culturel tenu par certains commerces russophones : « Des commerces [...] qui servaient aussi de centres culturels, centre d'échanges et de contacts » (*Vassili*). En effet, en 1997, peu d'endroits permettaient la rencontre et l'échange entre immigrants russophones. Un autre répondant confirme : « Ça aide beaucoup pour créer des relations. Par exemple, j'ai rencontré par hasard ma voisine dans un [commerce russophone]. [...] Je suis entré, elle m'a regardé et s'est mise à me parler en arménien, on s'est rendu compte qu'on était voisin à Erevan et depuis, on est amis » (*Aram*, TF).

Un dernier exemple de ces fonctions indirectes est donné par les associations virtuelles. Effectivement, si l'objectif principal tenu par un forum de discussion est de créer un espace de communication et d'échange, l'information transmise favorise l'aide à l'établissement et suscite le développement des réseaux de contact, comme nous en fait part un informateur :

« Sur le forum, chacun peut communiquer, parfois simplement s'exprimer et d'autres fois faire part de situations réelles et concrètes. Et quand ils le font, ils donnent des informations qui peuvent être utiles aux autres. Puis, il y a des gens qui commencent à se rencontrer et à devenir des amis. Ils s'entraident pour trouver du travail, un appartement,... » (*Sémion*, TF). Ces espaces virtuels d'échange occasionnent donc des rencontres réelles entre les participants. D'autres rencontres s'adressent à l'ensemble des participants (repas au restaurant, pique-nique, fête,...).

Finalement, nous constatons que les responsables, fondateurs ou autres membres actifs de ces organismes, retirent eux aussi des bénéfices de façon indirecte de leur implication. En effet, cette position les pousse à compléter leur adaptation si ce n'est pas déjà fait. Leurs activités les obligent à se frotter, à un moment ou à un autre, aux structures publiques bureaucratiques, à connaître les rouages administratifs, bref, à acquérir de meilleures connaissances sur la société d'accueil. De plus, d'un point de vue plus personnel, leur rôle leur donne certains avantages : élargir leurs propres réseaux sociaux, se sentir utile, trouver une occupation, bénéficier d'un certain prestige, etc.

4.6.3.3 Conclusion

Même si les objectifs de certaines associations ne visent pas directement l'aide aux immigrants, celles-ci (troupe de danse, institution religieuse, école, commerce, sites Internet) remplissent des fonctions indirectes d'entraide, de support, de constitution de réseaux sociaux et de sociabilité notables. Il est intéressant de se demander si l'entraide engendrée par les réseaux informels de façon indirecte serait plus efficace que celle des associations ayant comme objectif justement cette aide aux immigrants. Si c'était le cas, ces constatations feraient l'éloge de l'informalité.

4.7 Localisation des associations

Dans cette partie, nous traiterons de la localisation des bureaux et des centres associatifs russophones. Deux aspects nous intéressent plus particulièrement : les choix de localisation et la provenance spatiale des membres. Nous avons divisé notre échantillon en deux : les propriétaires/locataires et les sans locaux fixes.

4.7.1 Propriétaires/locataires

La moitié de notre échantillon dispose d'un local permanent, soit ils louent des locaux ou sont eux-mêmes propriétaires.

4.7.1.1 Entreprises privées

Les entreprises privées sont les premières en liste parmi les détenteurs d'un local. La plupart sont propriétaires tandis que d'autres sont locataires. L'école russe du samedi n'est pas en mesure de s'offrir un local et encore moins d'ouvrir sa propre école. Dès le début, la directrice réussit à s'entendre avec une école privée, située dans un quartier à l'est de la ville, afin qu'elle lui prête gratuitement ses locaux, les samedis. Cependant, l'entente change et l'école russophone se voit dans l'obligation de louer les locaux de cette même école. Puis, à la demande des parents, une deuxième filiale s'ouvre dans l'ouest de la ville, en plein cœur de Notre-Dame-de-Grâce. L'administration loue les locaux d'une école privée de ce quartier pour desservir plus facilement les familles russophones qui habitent les environs. Enfin, depuis septembre 2004, cette même école russophone loue des locaux dans une seule et même école privée située dans l'arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce. Cet arrondissement rassemble le tiers de la population russophone, comme nous l'avons vu dans le portrait statistique. La clientèle provient de l'ensemble du Grand Montréal mais, de façon plus importante, des quartiers ouest, d'où la raison du nouvel emplacement.

Passons aux commerces et restaurants. Quatre de nos informateurs possèdent une telle entreprise. Le choix de la localisation de leurs commerces varie. Pour un informateur, le choix du quartier ne s'est pas fait de façon arbitraire. En effet, la concentration d'autres commerces et entreprises russophones l'ont motivé à s'installer dans ce quartier. Son entreprise est localisée à deux pas du métro Snowdon, dans l'arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce. D'autre part, la distribution du journal se fait grâce à la collaboration d'autres commerces russophones situés aux quatre coins de la ville : « Les magasins acceptent avec joie de distribuer notre journal parce que si quelqu'un entre pour prendre le journal, peut-être achètera-t-il, par la même occasion, quelque chose. [...] Mais, ce n'est pas seulement dans les magasins qu'on distribue. Aussi dans les bureaux où

travaillent les Russophones et les immeubles où plusieurs vivent » (*Youri*, TF). Ce sont donc à la fois dans les lieux publics russophones que l'on retrouve ce journal et dans les lieux privés. De plus, le site Internet ajoute une dimension non spatiale à ce journal et accroît son accessibilité.

Il en va de même pour un commerce ethnique situé à Laval. Le choix de la rive nord est lié à une relative concentration résidentielle de la clientèle arménienne. Par contre, le facteur économique n'est cependant pas à écarter puisque le prix des terrains y est moins cher et les taxes moins élevées que sur l'île de Montréal.

Un autre informateur a racheté un commerce russophone déjà localisé dans l'arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce. D'après lui, le choix de localisation du commerce à ses débuts était lié à la présence russophone dans le quartier. Notre informateur, Alexeï, croit qu'aujourd'hui encore, la clientèle provient du quartier, mais dans une proportion moindre. En effet, les clients habitent les quatre coins de la ville. Aucun projet de déménagement n'est entrevu; la clientèle étant prête à se déplacer pour y venir consommer.

Par ailleurs, une répondante, propriétaire au moment de l'entrevue d'un commerce situé dans l'est de la Ville, a choisi ce quartier justement pour se détacher du relatif « ghetto » commercial et résidentiel russophone et atteindre une clientèle francophone : « Nous voulions faire découvrir la nourriture russe aux gens d'ici, aux Québécois, aux Canadiens. Ici, il n'y a presque pas de Russes et nos clients sont des Québécois et des Québécoises. On voulait qu'ils découvrent notre nourriture. [...] Je ne crois pas qu'il faille se diviser, se retrancher et former des ghettos. Nous sommes dans ce pays, nous avons quelque chose à transmettre, à présenter » (*Elena*, TF).

4.7.1.2 Lieu de culte

L'église orthodoxe de notre échantillon est située dans un quartier de l'est de la ville de Montréal. En 1920, la communauté orthodoxe russe se porte acquéreur de cette église protestante. À l'époque, d'après notre informateur, les fidèles résidaient dans les alentours. À présent, ils habitent le Grand Montréal et se déplacent pour assister aux offices religieux.

4.7.1.3 Associations

Certaines associations ont accès à un local. Quatre d'entre elles dépendent d'un autre organisme. C'est le cas des associations arménienne, juive et ukrainienne qui peuvent compter sur l'aide de leurs communautés depuis plus longtemps implantées à Montréal. Ainsi donc, ces associations utilisent les locaux d'organismes communautaires ou d'institutions fondées par les anciennes vagues d'immigration. Dans les trois cas, ces organismes se trouvent dans des quartiers qui furent des centres importants de ces communautés à une époque. Aujourd'hui, les membres de ces trois associations proviennent de toute la ville afin d'assister aux activités, comme nous l'ont mentionné nos informateurs. Ajoutons qu'une association culturelle utilise le sous-sol d'une église orthodoxe russe. Encore là, les participants ne vivent plus dans ce même quartier.

D'autre part, ce privilège d'avoir accès à des locaux via les infrastructures mises sur pied par les immigrants moins récents, n'est pas donné à toutes les associations russophones. Une seule association récente d'aide aux immigrants dispose d'un local permanent. C'est par l'intermédiaire du MRCI que celle-ci a réussi à obtenir un local, prêté par un autre organisme communautaire situé dans l'arrondissement LaSalle - Lachine. Les usagers et participants de l'association demeurent sur tout le territoire métropolitain et sont prêts à se déplacer pour obtenir des services.

Notons qu'une partie des activités organisées par ces associations ont lieu dans les locaux communautaires. Par contre, certains événements d'envergure requièrent la location de salles. Ces dernières ne sont pas choisies nécessairement d'après leur emplacement, mais selon un impératif économique et le type de local nécessaire, soit une salle de restaurant, un local dans une école, etc. Parfois, même des lieux publics et gratuits, comme des parcs, servent de lieu de rassemblement.

4.7.2 Les sans locaux fixes

Les associations qui n'ont pas accès, sur une base permanente, à un local sont majoritaires chez les associations russophones. En premier lieu, les associations virtuelles, par définition

aspatiale, n'ont pas de locaux attirés. Les usagers communiquent à partir de leur ordinateur au travail ou à domicile. Les responsables des sites en font de même. Comme nous l'avons mentionné plus haut, ces associations sur l'Internet occasionnent des rencontres réelles qui peuvent s'adresser à l'ensemble des membres. Du coup, un restaurant ou un parc devient le lieu de rassemblement. D'après nos observations, lorsque les participants fixent une rencontre, les priorités pour choisir ce lieu sont les suivantes : les dimensions physiques, les prix, l'envie de se retrouver dans un espace russophone ou pas, l'ambiance, etc. Le seul facteur spatial influent est l'accessibilité en transport en commun. Du reste, la localisation urbaine ne semble pas avoir d'importance, puisque les participants eux-mêmes vivent dans différents quartiers.

Le peu de moyens des associations récentes, ethniques et d'aide aux immigrants, les obligent à se priver d'un local permanent. Pourtant, plusieurs responsables envisagent d'acquérir un local. Cela leur permettrait d'avoir un lieu de travail et de rassemblement. Néanmoins, dans leur projet, l'emplacement ne semble pas avoir d'importance outre mesure. Les membres des associations résident dans différents quartiers du territoire métropolitain et, par le fait même, le facteur spatial perd de son importance.

S'ils ont recours à la location de salles lors d'événements spéciaux, leurs logements servent également de bureau et de lieu de rencontre. Au moment des entretiens, neuf interviewés demeurent dans Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce, deux dans Rosemont - Petite-Patrie et deux dans l'arrondissement Ville-Marie. Les autres quartiers résidentiels sont Outremont, Côte-Saint-Luc, Pierrefonds, Verdun et l'arrondissement du Sud-Ouest.

4.7.3 Conclusion

L'espace résidentiel des membres et participants de chacune des associations russophones de notre échantillon s'étend à l'ensemble du territoire métropolitain. Les associations s'adressent à des résidents de différents quartiers, qui semblent prêts à se déplacer pour prendre part à des activités et événements. Mentionnons que plusieurs contacts se font grâce aux moyens de communication (téléphone et Internet). Et donc, la distance spatiale n'a pas la même signification dans ce contexte. La distribution résidentielle des Russophones ne semble pas liée à celle des locaux permanents et occasionnels des

associations et inversement. Quelques exceptions du côté des entreprises privées ont été notées, celles-ci cherchant à rejoindre une clientèle russophone.

4.8 Réseau intégré ou segmenté?

Après avoir parcouru plusieurs données factuelles concernant les associations (leurs motifs, objectifs, activités, fonctions et distribution spatiale), passons à présent à l'examen de leurs réseaux. Est-ce que ces réseaux forment un tout intégré, est-ce que les différentes associations collaborent ensemble, forment un tout ? Ou, au contraire, leur intégration est-elle partielle, c'est-à-dire que des relations entre certaines associations sont privilégiées et d'autres négligées?

Nous allons donc nous intéresser, dans un premier temps, aux liens avec les autres associations russophones, puis à leurs relations avec les organismes formels d'aide aux immigrants.

Afin de traiter du réseau associatif russophone nous devons tenir compte à la fois des relations entretenues avec les associations récentes et plus anciennes. Commençons par exposer les liens avec les associations mises sur pied par les générations précédentes russophones, ce qui nous pousse à examiner la perception qu'ont les répondants des différentes vagues immigrantes russophones.

4.8.1 Perception et relations avec les associations anciennes

Précisons, encore une fois, que les communautés russophones présentes à Montréal avant le début des années 1990 sont d'origine ukrainienne, juive, arménienne et de façon plus restreinte, russe. Une grande partie de nos informateurs perçoivent des différences entre leur propre vague d'immigration et les plus anciennes. Ces dissemblances nuisent bien souvent au rapprochement entre les générations.

4.8.1.1 Conceptions divergentes du pays natal et différences culturelles

La perception de certains informateurs s'appuie sur l'expérience vécue lors de la fréquentation d'une communauté formée d'immigrants anciens ou des générations nées sur

place. L'un de nos répondants, au moment de son arrivée, essaie de prendre part aux activités de la communauté ukrainienne. Néanmoins, il constate que ces immigrants, issus de vagues anciennes, ne proviennent pas de la même région que lui et ont une conception de leur pays, d'après lui, dépassée: « Ce sont des gens qui sont partis après la guerre, pas tous, mais la majorité. [...] J'ai bien discuté avec eux. Je leur ai demandé s'ils étaient retournés en Ukraine depuis. Non. Je leur ai dit que j'avais quitté l'Ukraine il y a de ça six mois. Ils ne savent pas ce qui se passe là-bas. Ils se tiennent entre eux ici. [...] Je ne suis pas retourné les voir » (*Andreï*, TF).

Un autre informateur a constaté à peu près la même chose lors de sa propre visite dans la communauté ukrainienne. Il ajoute ne pas se reconnaître dans les générations nées au Canada : « Les premières vagues d'immigrants ont connu une Ukraine complètement différente de celle d'aujourd'hui. Les deuxième, troisième ou même quatrième générations nées au Canada sont des Canadiens. Ils se disent Ukrainiens même s'ils n'ont jamais vu l'Ukraine. Alors, je préfère échanger avec un Canadien, qu'avec un Canadien qui se veut Ukrainien » (*Sémion*, TF).

Elena constate que les relations avec les anciennes générations sont faibles et superficielles. Cela s'explique par une différence culturelle non négligeable. La récente génération a vécu sous le régime soviétique tandis que l'ancienne l'a fuit. D'après elle, la distance entre les générations est entretenue par les deux camps : « Les vieux immigrants évitent la nouvelle immigration, parce qu'ils ont quitté leur pays pour fuir les problèmes, la révolution, le régime soviétique. Ils cherchent à conserver leur culture. Quand nous nous rencontrons, nous pouvons parler, échanger, mais les contacts ne vont pas en profondeur » (*Elena*, TF).

4.8.1.2 Passer au-delà des différences

Malgré ces disparités, Elena pense qu'il faut développer des relations durables entre ces différents vagues en misant sur les similitudes : « Cette différence ne devrait pas nous séparer. Au contraire, on a en commun la langue et la culture russes » (TF).

Vladimir souhaite également voir naître une plus grande solidarité chez les Russophones. Impuissant, il remarque plutôt un manque collectif d'empathie. Cette indifférence nuit au fondement de liens entre les différents immigrants russophones :

Les Russes ne forment pas un tout, contrairement aux Grecs, aux Italiens, aux Chinois. Quand un Russe commence à mieux se débrouiller ici, à parler français, il ne cherche pas à connaître le dernier arrivant. Il existe une psychologie propre à un peuple. Alors, on peut dire que c'est correct, mais ce n'est pas normal. Il devrait exister une solidarité chez les Russes, une volonté d'être ensemble. Pour eux, c'est difficile de faire ça... C'est la vie! (TF)

Sergueï aussi reconnaît les différences entre les générations, mais croit qu'il est possible de collaborer sur des projets précis :

Ceux qui sont là depuis longtemps, ils sont déjà des Canadiens, ils ne comprennent pas ceux qui viennent d'arriver. [...] Quand c'est autour d'un projet qu'on fait rencontrer les immigrants des différentes générations, à ce moment là, chacun peut apporter quelque chose. C'est là qu'un échange peut se faire. Si on les assoit autour d'une table, il n'y aura pas de dialogue, parce que chacun a ses idées, son opinion. Chacun va raconter sa façon de voir les choses. (TF)

Il en va de même dans la communauté ukrainienne. Comme nous l'avons vu auparavant, l'association ukrainienne faisant partie de notre échantillon a été créée, entre autres, afin d'établir un pont entre les nouveaux arrivants et les anciens. Il est donc sous-entendu que les relations entre ces différentes vagues ne se créent pas de manière spontanée. Les relations doivent donc se fonder sur des objectifs communs, comme le mentionne Pavel : « De façon générale, les relations sont normales. Parfois, il y a des malentendus liés aux différences culturelles et à des approches différentes. Mais nous avons la même Église, la même langue et le même pays. Nous sommes tous liés à l'Ukraine. Nous avons donc le même but : aider nos compatriotes. Nous essayons d'aider à reconstruire notre pays, alors nous avons le même but » (TF).

Par ailleurs, l'informatrice de l'association russo-juive nous dit que chaque vague d'immigration juive établit sa propre communauté. Les immigrants récents interagissent plus facilement avec leurs compatriotes russophones de la troisième vague, qu'avec ceux de vagues plus anciennes. En effet, ils partagent un bagage culturel similaire avec ceux installés depuis la fin des années 1970. Du côté associatif, cet organisme entretient de bons

liens avec les synagogues, JIAS et d'autres organismes communautaires juifs. On peut donc parler de réseau associatif intégré dans la communauté juive.

En ce qui concerne les Arméniens, d'après notre informateur, les relations, entre les Arméniens d'Arménie arrivés au Canada avant l'indépendance de leur pays et ceux qui le firent par la suite, sont bonnes. Pour Aram, ces deux groupes n'en font qu'un : « Nous sommes les mêmes gens. Nous sommes comme une grande famille. Les temps changent, les vies changent, mais le caractère ne change pas. Même si je vis au Canada durant 100 ans, ce n'est pas grave, nous avons le même caractère » (TF).

Par contre, l'écart se fait plus sentir entre groupes culturels arméniens qu'entre générations. Notre informateur justifie le besoin de créer une association d'Arméniens d'Arménie puisqu'à l'inverse d'une majorité arménienne, née dans un pays arabophone, eux parlent le russe comme seconde langue. Cependant, ces différences sont loin d'établir des frontières. Le réseau associatif arménien est intégré, une nouvelle association peut compter sur l'aide et la collaboration des plus anciens organismes.

Une autre informatrice nous assure que certaines vieilles associations russes, dont une religieuse, laissent place aux nouveaux arrivants et que les relations entre générations sont harmonieuses. Mais ce n'est pas le cas dans chaque ancienne institution. Sa propre association collabore avec une plus ancienne. Encore là, le réseau entre les vagues d'immigration russe est fragmenté. Certaines associations entretiennent des relations, d'autres collaborent de façon temporaire sur un projet commun. Par ailleurs, peu d'associations russes fondées par les générations précédentes existent, si ce ne sont les Églises, divisées sur le plan idéologique, et quelques autres associations.

4.8.2 Perception et relations avec les associations récentes

Analysons à présent les relations entre associations russophones fondées à Montréal depuis le début des années 1990.

4.8.2.1 Divisions au sein de la quatrième vague

Nos informateurs sont nombreux à constater des clivages au sein de la vague récente d'immigration russophone. En effet, ceux ayant quitté le monde post-soviétique au début des années 1990 et ceux qui l'ont fait plus tard n'ont pas les mêmes caractéristiques, d'après nos répondants. Un informateur nous explique sa façon de percevoir les premiers Russophones qui ont quitté l'ex-URSS: « À l'époque soviétique, personne n'avait le droit d'émigrer. Après la perestroïka, on pouvait partir à l'étranger, mais personne n'en avait les moyens financiers. Seuls les bandits avaient de l'argent et ce sont eux qui partirent en Europe, aux États-Unis, au Canada. C'était très facile d'obtenir le statut de réfugié et ils ont immigré grâce à ce statut » (*Sémion*, TF).

Ces caractères attribués aux premiers arrivants ne sont pas partagés par tous. D'après une autre interlocutrice la situation est plutôt l'inverse que celle décrite par Sémion:

Alors, je vois que dans la toute dernière vague, ceux qui sont ici depuis trois ans, ce sont des gens nouveaux. Ce sont des gens qui ont vécu sous le régime post-soviétique, qui ont beaucoup plus le sens des affaires, qui est plus développé que chez les gens qui sont arrivés au début des années 1990, qui n'avaient aucune notion de « business ». Eux arrivent avec de l'argent, ils veulent investir, acheter des terrains, des immeubles,... Ils sont habiles. Ils sont plus dynamiques. [...] À mon avis, les plus récents, ils se sont enrichis dans le commerce, dans le « business ». Pour plein de raisons, peut-être à cause de l'insécurité, de l'instabilité économique, [...], ils ont préféré s'expatrier avec leur argent. (*Inna*)

Ces deux témoignages, celui de Sémion et d'Inna, même s'ils se contredisent, montrent que pour nos informateurs, la vague post-soviétique est morcelée au plan socioéconomique et ne représente pas un groupe homogène d'immigrants. De plus, ils mettent de l'avant un certain sentiment de méfiance entre Russophones.

Ces différentes perceptions et le climat de suspicion peuvent nuire à la formation d'un réseau associatif russophone. Plusieurs responsables remettent en cause la bonne volonté et la réputation des autres organisateurs :

On a une approche délicate envers ces partenariats [entre associations russophones], on les analyse. Les buts de ces organisations ne sont pas les mêmes que les nôtres. Nous essayons de ne pas nous mêler du travail des autres. Le nom, ça coûte cher. C'est-à-dire que la réputation d'un organisme, ça vaut beaucoup. Il faut faire attention. [...] Une personne qui veut faire le bien ne peut pas avoir de faiblesses et se permettre de faire des choses mauvaises.

[...] S'il y a un mélange entre bonnes et mauvaises actions, les gens n'iront pas là. [...] Les gens qui arrivèrent ici durant la période de transition au début des années 1990, dans leur pays c'était le désordre complet. Ces gens, depuis, se croient tout permis, ils croient fermement que seulement le mensonge peut apporter le succès. Beaucoup de gens ont fait rapidement de l'argent à ce moment là, par la ruse et la magouille. Ces gens là, qui ont vécu dans cette réalité, essaient de développer ça ici. Nous ne voulons pas travailler avec eux, leurs actions morales et légales ne sont pas claires (*Sergueï*, TF).

Quoi qu'il en soit, ce genre de commentaire peut s'expliquer également en tenant compte de l'existence d'une certaine compétition au sein du secteur associatif russophone d'aide aux immigrants. En effet, ces associations, qui partagent des objectifs analogues visent en quelque sorte la même « clientèle » et dépendent des mêmes sources de financement. Le commentaire d'Inna reflète cette réalité:

[L'organisatrice d'une association depuis plus longtemps établie] regarde un peu avec méfiance tous les autres, parce qu'avant, c'est elle qui régnait. Elle avait des subventions aussi du Québec [...]. C'est sûr que lorsqu'elle voit d'autres organismes ou d'autres personnes qui commencent à s'intéresser au même sujet, cela crée un peu de compétition. C'est pour ça, parce que c'était leur chasse gardée durant plusieurs années. Maintenant, il y a plusieurs personnes qui arrivent et qui tentent de faire quelque chose. Alors, il y a peut-être un peu de jalousie, de concurrence.

D'autres informateurs, responsables d'associations, remettent plutôt en cause l'existence d'un certain type d'association. En effet, des informateurs distinguent clairement deux types d'associations, les informelles, dont la leur fait partie, et les formelles. Vassili nous explique pour quelles raisons il ne fait pas confiance aux associations formelles :

Les associations formelles, ce sont celles qui ont une sorte d'idée d'unifier tous les Russophones de Montréal, par exemple. Je trouve que toutes ces organisations formelles sont, généralement, soit des gens ambitieux qui ont soif du pouvoir, [...]. Ou ce sont des gens qui veulent faire, soi-disant, de la bienfaisance mais en souhaitant accumuler un peu là-dessus, ça existe aussi. La troisième catégorie, c'est tout à fait naturel que la Russie actuelle cherche à se créer un support dans la communauté russe [à l'étranger].

Vassili, à la tête d'une association virtuelle, entretient des relations avec des associations russophones qu'il classe comme « informelles » : des associations culturelles, virtuelles ou récréatives.

D'autre part, le réseau d'une association étudiante, composée de jeunes russophones, est avant tout constitué d'associations « jeunes ». Pour quelles raisons? L'un de leurs objectifs est de tisser des liens entre les jeunes immigrants russophones donc, les activités s'adressent à ce type de participant. De plus, la nouveauté de cette association explique peut-être le peu de liens développés avec d'autres associations jusqu'à présent.

Par ailleurs, une répondante précise que parmi les immigrants qui ont quitté une certaine ancienne république soviétique, les premiers étaient les minorités puis, c'est la population de souche qui a émigré. Pour ces raisons, ils ne représentent pas un groupe uni et les liens entre eux sont distants : « Les premiers à venir ici sont ceux qui vivaient des problèmes de nationalité au moment des revendications nationales pour la langue et la culture. C'est là que commencèrent les problèmes nationaux et c'est la raison qui les poussa à partir. Ils faisaient partie des minorités nationales : des Juifs, des Russes, des Ukrainiens,... Ils ont émigré contre leur gré. Ceux qui arrivent à présent, sont issus de la population de souche. C'est pourquoi il n'existe pas d'unité » (*Maria*, TF).

En somme, comme nous venons de le voir, les réseaux associatifs se fondent sur les représentations sociales qu'ont les responsables de leurs compatriotes. Les relations se construisent grâce aux bonnes relations personnelles et sont évitées avec les associations perçues comme différentes ou malintentionnées.

Notons que les jugements péjoratifs, que ce soit envers des compatriotes ou des organismes russophones, tournent plutôt autour de la diversité sociale, la différence des *backgrounds*, les disparités socioéconomiques, les clivages générationnels, la méfiance, la compétition et un certain scepticisme. Par contre, les conceptions défavorables se basent rarement sur des critères ethniques. Par conséquent, les réseaux associatifs russophones sont majoritairement multiethniques.

Le réseau associatif ukrainien est, cependant, relativement plus exclusif. L'association de notre échantillon entretient de bonnes relations avec plusieurs institutions et organismes ukrainiens, mais aucune avec les associations russophones. Le contact n'est pas recherché et ce, entre autres, pour des raisons politiques et culturelles. Le responsable nous fait part de son désintéressement face aux associations dites « russes » : « Je ne connais pas la communauté russe. Ils ont leur vie et nous avons la nôtre » (*Pavel*, TF).

De plus, un certain nombre de répondants perçoivent négativement les détenteurs du statut de réfugié. Les réseaux individuels se divisent selon ce statut attribué par le système d'immigration canadien : les immigrants économiques d'un côté et les réfugiés de l'autre. Finalement, un informateur entrevoit d'un mauvais œil la venue de futurs immigrants russophones : « L'arrivée d'immigrants qui ont vécu trop longtemps sous les politiques de Poutine est aussi inquiétante » (*Sémion*, TF).

4.8.2.2 Union, collaboration, et relations fragmentées

Certaines associations russophones confrontées aux difficultés pour obtenir de l'aide des instances officielles cherchent à constituer une union des associations russophones. Cette union, qui devait permettre de faciliter le dialogue avec le gouvernement ou la municipalité, rassemblait, au moment des pourparlers, un bon nombre d'associations russophones récentes. Après des mois de discussion, cette tentative, qui n'en était pas à son premier essai, se révéla être un échec⁹. Les opposants au projet lui reprochèrent de créer une structure trop lourde et officielle nuisant à leur pouvoir individuel de décision et d'action. De plus, les responsables n'arrivèrent pas à fixer des objectifs communs. Pour les initiateurs, la faillite de l'union s'explique par la quête de chacun des responsables d'un maximum d'avantages en faveur de sa propre association. Cette entreprise a tout de même réussi, pour certains, à renforcer des liens et à élargir les réseaux associatifs russophones. À l'inverse, pour d'autres participants, des relations se fragilisèrent et même parfois se transformèrent en conflits.

Comme l'exposent plusieurs informateurs, les liens entre associations se fondent sur les relations personnelles et informelles. Voici les propos de Maria qui apprécie cette façon de faire : « Tout se fait à travers les liens, les relations, l'amitié. Nous échangeons de l'information, de l'argent et de l'amitié. Tout repose sur mes contacts personnels » (TF). La confiance entre organisateurs permet d'établir des relations, d'échanger des conseils et d'organiser des activités collectives. Si des relations entre associations sont constantes, d'autres s'établissent de façon ponctuelle, au moment d'un certain événement. Des relations sont donc privilégiées et d'autres évitées.

⁹ Soulignons toutefois qu'au printemps 2005, une union de neuf associations russophones s'est constituée et a procédé à son enregistrement officiel.

Certains responsables nous disent pourtant que leurs associations restent ouvertes à toute collaboration éventuelle. Mais dans la réalité, les relations sont difficiles à entretenir avec chacune des associations.

À ce sujet, le représentant d'une entreprise privée manifeste un point de vue critique sur les associations d'aide aux immigrants russophones : « Ces organisations cherchent avant tout à recevoir une subvention et à travailler grâce à cette subvention » (*Youri*, TF). Par contre, cela ne l'empêche pas de cultiver ses relations parmi les associations russophones et de collaborer avec elles. Les entreprises privées restent ouvertes à tous puisque la survie de leur association lucrative en dépend. Donc, leur réseau rejoint un grand nombre d'associations russophones. Il est cependant vrai qu'entre entreprises du même type, la compétition nuit aux contacts.

Par ailleurs, pour des informateurs plus jeunes, les divisions chez les immigrés de l'après perestroïka reposent sur une différence culturelle, mais s'expliquent aussi en terme générationnel. En effet, un informateur dans la jeune trentaine assiste à des réunions où participent plusieurs représentants d'associations russophones. À cette occasion, il remarque l'écart entre les méthodes de travail et d'organisation des jeunes générations et celles éduquées sous le régime soviétique et y ayant travaillé :

Quand je suis allé à ces rencontres, j'ai compris d'où vient le problème. La plupart des gens qui s'occupent de la vie de la communauté sont âgés de 40, 50 ou même 60 ans. Ils ont travaillé durant l'époque soviétique et leurs méthodes d'organisation du travail en sont influencées. Je n'ai pas oublié le temps du communisme, quand j'ai vu ces organisations [ça m'a rappelé cette époque] (rires). Beaucoup de choses se ressemblaient. Maintenant, il y a beaucoup de gens, de jeunes de 25-30 ans, qui peuvent faire quelque chose pour la communauté dans un futur proche. (*Anton*)

En dépit de ces différences, le contact intergénérationnel existe. Le responsable d'un site Internet russophone s'adressant plutôt aux jeunes, entretient de bonnes relations avec l'ensemble des représentants associatifs russophones. À travers son site, il transmet des informations concernant les associations russophones. De plus, il collabore avec les sites russophones du même genre que le sien : « Nous avons d'assez bonnes relations. Nous comprenons que nous devons développer l'Internet des Russes ensemble. Nous ne sommes pas des concurrents » (*Anton*).

D'autre part, les réseaux associatifs russophones ne se limitent pas à l'espace montréalais. Plusieurs informateurs entretiennent des relations avec d'autres associations du même type dans d'autres villes canadiennes, américaines ou européennes. Encore une fois, ce sont grâce aux contacts personnels que se constituent ces liens interrégionaux ou internationaux : « C'est par mon amie [...] et collaboratrice que j'ai pu rencontrer le directeur de ce groupe des États-unis. On s'est rencontré. Partout, c'est grâce aux contacts personnels » (*Vera*).

4.8.3 Réseaux avec les services formels

Nous avons déjà noté plus haut, dans la section des motifs, une volonté des associations russophones de compléter les services publics d'aide à l'établissement, soit les services offerts par les Carrefours d'intégration gouvernementaux ou par les ONG attirés. Toutefois, nos informateurs croient, malgré certaines lacunes, à la pertinence de ces services formels. Les deux types de services doivent coexister puisqu'ils sont complémentaires. Si les programmes gouvernementaux et les ONG permettent de faciliter, au plan pratique, l'adaptation, les services russophones les complètent en offrant un service plus personnalisé et dans une langue connue. Pavel nous explique en quoi les services de sa propre association se distinguent de ceux offerts par la société d'accueil : « C'est à la communauté de se charger d'offrir d'autres services d'accueil, pour permettre une meilleure communication, un sentiment d'appartenance, de sécurité » (TF).

Pourtant, quelques informateurs ne pensent pas qu'une structure communautaire russophone soit nécessaire et justifiée. Les services formels répondent entièrement aux besoins et aux demandes. Il est cependant étonnant d'entendre ce genre de discours de la bouche d'un responsable d'une association, mais il est tenu par des représentants qui ne se perçoivent pas à la tête d'une association d'aide aux immigrants en tant que tel. Ils sont responsables d'un forum de discussion ou d'un organisme culturel ; ce qui n'équivaut pas, de leur point de vue, à un organisme d'aide aux immigrants russophones « traditionnel ».

Par ailleurs, plusieurs de nos répondants ont rencontré, à un moment ou à un autre, des représentants d'ONG ou des institutions gouvernementales. Ces rencontres ont permis de faire connaître leur association, d'échanger des conseils et dans plusieurs cas, de demander

de l'aide. De façon générale, les relations restent discrètes et vont dans une seule direction. En effet, dans la plupart des cas, ce sont les associations russophones qui réfèrent des immigrants récents aux services formels et non l'inverse.

Différents responsables d'associations russophones se sont adressés à la municipalité afin d'obtenir de l'aide. C'est alors que cette dernière leur demanda de se regrouper afin qu'un seul représentant prenne la parole au nom des Russophones. La proposition d'union des associations russophones montre que les autorités publiques remettent en question la représentativité de ces responsables et de leurs associations. Les services publics cherchent donc à interagir avec des interlocuteurs représentant un maximum de la population immigrante russophone. La suggestion fut prise au sérieux et plusieurs responsables russophones s'efforcèrent de mettre sur pied une union associative. Mais comme nous l'avons vu auparavant, ce projet n'a pas vu le jour, du moins pour le moment. Du coup, les pourparlers avec les instances municipales sont ralentis.

Dans l'ensemble et surtout chez les associations d'aide aux immigrants récentes, les responsables russophones prennent contact avec les autorités officielles lors d'un évènement de grande envergure. C'est le moment pour eux d'inviter certaines figures publiques, ce qui rehausse la solennité de l'évènement et renforce la réputation de leur association.

4.8.4 Conclusion

En somme, les témoignages de nos informateurs mettent en relief la segmentation des réseaux associatifs russophones. Nous venons de parcourir une série de perceptions (différences socioéconomiques, clivage culturel et générationnel, méfiance, compétition, scepticisme) exprimées par nos interlocuteurs concernant les dernières vagues d'immigrants russophones et les associations récentes. À partir de ces perceptions, on constate que les réseaux se tissent entre les associations russophones, mais sans former un réseau intégré, uni. Les relations se fondent sur les contacts personnels, informels, et sont entretenues avec les associations jugées « convenables » ou de confiance.

En outre, les réseaux entre les associations russophones et les services formels ne sont pas très développés. Les associations russophones travaillent de façon parallèle, servant plutôt

d'intermédiaire aux programmes ou services de la société d'accueil. Ils ne se sentent pas en compétition, puisqu'ils offrent des activités et services, à leurs yeux, différents.

4.9 Vision de l'intégration des Russophones

Nous nous sommes intéressés à l'intégration des immigrants russophones à travers le regard de nos informateurs. En effet, étant en contact avec cette population et en faisant eux-mêmes partie, il devenait pertinent de les interroger à ce sujet. Quels sont les plus grandes difficultés rencontrées par les immigrants d'ex-URSS en terre canadienne?

D'après nos informateurs, les immigrants russophones sont confrontés aux mêmes réalités que les autres immigrants et éprouvent donc à peu près les mêmes difficultés, soit des problèmes linguistiques, des problèmes en recherche d'emploi, la différence culturelle, la confrontation à un autre mode de vie, la déqualification professionnelle, le manque d'information, etc.

Si pour certains il n'existe pas de problèmes propres aux immigrants d'ex-URSS, pour d'autres, au contraire, ces derniers se distinguent. Sémion nous fait part des difficultés liées à la recherche d'emploi propres aux Russophones. Ces difficultés ne viennent pas seulement du manque d'expérience québécoise, de problèmes linguistiques et de la non reconnaissance des formations acquises à l'étranger. En effet, la situation économique désastreuse au moment du démantèlement du régime soviétique poussa les gens à réorienter leur carrière afin de survivre. Plusieurs travaillèrent donc dans des domaines tout à fait différents de celui de leur formation : « Par exemple, une grande partie de mes compatriotes ont des diplômes d'ingénieur. Mais à cause de la crise économique, ils ont toujours travaillé dans d'autres domaines. La plupart travaillaient dans le commerce, le management, dans des domaines qui n'ont rien à voir avec leurs études. Ils ont réussi l'immigration grâce à leurs diplômes d'ingénieur, mais ils ont travaillé comme juristes, comme comptables, etc. » (TF). Le décalage entre la formation et l'expérience de travail réelle est une difficulté d'intégration propre aux immigrants d'ancienne URSS.

D'autre part, la méthode de recherche d'emploi à la nord-américaine n'est pas quelque chose qui faisait partie des habitudes soviétiques. Galina remarque des difficultés pour les Russophones à adopter cette façon de faire :

Où nous avons vécu, l'État occupait une place importante et se chargeait de beaucoup de choses, dont de trouver un emploi. Les gens n'avaient pas besoin de chercher un emploi. Chacun savait à quoi s'attendre, ils n'avaient rien à chercher. Beaucoup de gens qui arrivent ici se demandent où aller, quoi faire. Ici, il faut entrer sur le marché du travail par soi-même, apprendre à se vendre. Pour les Russophones, c'est très difficile de faire ça. Cela n'existait pas chez nous cette façon de se vendre, de montrer qu'on est capable de faire ceci, de faire cela [...] (TF)

Un autre informateur ajoute : « Chez nous, par exemple, si tu passes une entrevue, tu dois dire ce que tu peux et sais faire vraiment. Ici, tu dois dire : « Je peux faire ceci, je peux faire cela, je suis le meilleur ». Ça c'est un peu difficile pour nous, parce qu'on a l'habitude de dire ce qu'on sait faire et ce qu'on ne sait pas faire » (*Anton*).

Par ailleurs, quelques répondants ont une perception absolue de l'intégration et, en ce sens, elle semble irréalisable. En effet, l'un d'entre eux mentionne que la marque de sa culture est indélébile et fait en sorte qu'il ne pourra jamais faire partie intégrante de la culture majoritaire: « J'ai compris que s'intégrer complètement c'est impossible. Bien sûr, tu as trouvé du travail, tu connais les langues officielles, tu comprends à peu près tout ce qui se passe dans ce pays, tu comprends l'humour, mais l'intégration véritable... Il faut arriver ici quand tu es jeune » (*Sémion*, TF). Un répondant qui est ici depuis son adolescence avoue que les jeunes s'assimilent plus rapidement, mais certains détails empêchent une assimilation complète : « Par exemple, la langue. Peut-être pas au niveau du vocabulaire mais plutôt la façon de dire les choses, comment exposer ses idées » (*Dimitri*, TF).

Néanmoins, une informatrice, née sur place, croit que l'intégration ne signifie pas l'assimilation complète : « Après quelques temps, je dis maximum deux ans, tu commences à avoir un besoin de partager avec d'autres, parce que tu as une langue, une culture riche de traditions qui a eu un impact sur ton développement et que tu ne peux pas nier. Tu as des racines. Mais ça prend du temps pour réaliser que même rendu ici, tous tes antécédents, ton histoire maintenant commence à faire partie de où tu habites... » (*Alexandra*). De plus, d'après cette répondante les temps changent et il est maintenant plus facile de conserver sa culture :

Si dans les années 1950 et 1960, la tendance en Amérique du Nord, c'était l'assimilation – tu changes ton nom, tu étais Ivanov, tu deviens Johnson – ce n'est plus le cas. Maintenant, le réseautage, l'Internet et l'avion font en sorte que les liens peuvent être maintenus et ta culture conservée. À l'époque [soviétique], ma famille ne pouvait pas communiquer avec la famille restée là-bas, c'était contre-indiqué. Disons, que c'était dangereux d'avoir ce genre de parenté.

Toutefois, pour une autre répondante, l'accessibilité à la culture du pays quitté et la volonté de la conserver est un signe de repli communautaire et culturel qui va à l'encontre de l'intégration. Grâce à l'évolution des technologies de communication, les immigrants russophones peuvent consulter des sites sur Internet, échanger par courriel avec des proches restés sur place, leur téléphoner pour des kopecks et suivre les programmes télévisés en russe via les antennes satellites. Les Russophones récents ont donc la possibilité de garder le lien qui les unit avec ce qu'ils ont quitté. De même, le billet d'avion pour l'une des capitales de l'ex-URSS est abordable. Pour Inna, les Russophones ne cherchent pas à s'intégrer à la culture québécoise contrairement aux anciennes générations :

Au moins les anciens Russes savaient que même s'ils couvaient cet espoir de revenir, ils savaient que c'était impossible. Finalement, leurs enfants, leurs petits-enfants, même s'ils sont restés Russes, ils se sont intégrés ici, parce qu'ils comprenaient qu'il n'y avait pas de retour possible. Pour les gens d'aujourd'hui, rien n'est sûr, rien n'est certain. Ils baignent dans l'incertitude complète. Parce que moi, je ne vois pas une vraie envie de s'intégrer, surtout de s'intégrer dans la vie du Québec.

Mentionnons que les forums de discussions en ligne sont des ressources faciles à consulter pour en apprendre plus sur l'intégration des ces immigrants. En effet, plusieurs thèmes discutés abordent les difficultés d'intégration. De plus, les participants n'hésitent pas à conseiller les autres et à manifester leur état d'âme.

4.9.1 Conclusion

Ce qui se dégage des propos de nos interlocuteurs sur les problèmes d'intégration des Russophones est la grande disparité des situations et conditions d'émigration. Les uns ont fui sans espoir de retour, les autres ont un projet de mobilité sociale et peuvent maintenir les liens avec leur pays d'origine.

Chapitre 5

Une ou des communautés?

Cette dernière partie de l'analyse s'attaque au vif du sujet, soit à l'existence d'une communauté. Bien entendu, nous avons posé notre principale question de recherche directement à nos informateurs lors des entrevues : est-ce que la population russophone forme, d'après eux, une ou plusieurs communautés ? Nous avons été surpris de constater qu'une majorité de répondants estime qu'il n'existe aucune communauté russophone. Ils nous ont donné plusieurs raisons pour expliquer cette absence. Puisque nous ne leur avons pas offert de définition précise, les répondants se sont exprimés selon leur propre conception de ce qu'est une communauté.

5.1 Aucune communauté

Tout d'abord, cette situation s'explique par le manque de certaines composantes essentielles pour qu'une communauté puisse se constituer. Au niveau institutionnel, des répondants condamnent l'absence d'un organisme central, reliant l'ensemble des associations russophones et rejoignant une bonne partie de la population immigrante russophone. Selon eux, un organisme-parapluie permettrait de centraliser les activités et les ressources russophones. Sémion exprime son point de vue en se référant au passé, où l'Église, comme institution centrale, était le pivot de la communauté:

Une communauté, pour moi, c'est en premier lieu une organisation. Ce n'est pas seulement des liens informels entre des personnes, il faut une structure qui fasse durer les liens, qui les entretienne. [...]. Auparavant, l'Église était l'institution qui regroupait les gens et autour de laquelle se formait la communauté russe, ukrainienne. [...]. Les immigrants sont arrivés ici et après avoir trouvé un emploi, ils ont accumulé de l'argent et ont construit une église. Cette église a mis sur pied une école. Après le travail, des cours de langue ukrainienne étaient donnés. Ensuite, ils décidèrent de créer leur banque. C'est comme ça que naît la communauté, autour de l'Église [...]. (TF)

Ainsi, toujours d'après le même interlocuteur, les institutions contemporaines, religieuses ou laïques, n'ont pas cette capacité de rejoindre l'ensemble de la population russophone, étant donnée la diversité des membres de ce groupe.

Par ailleurs, plusieurs informateurs comparent les initiatives russophones avec les structures communautaires mises sur pied par d'autres minorités ethniques, italienne, grecque, chinoise, ou autre. Cette comparaison les amène à attribuer l'inexistence d'une communauté à la précarité de l'état organisationnel au sein du groupe russophone.

Pourtant, Vassili croit que cette perception des autres communautés ethniques et de leur mode de formation communautaire est un peu idéalisée. Selon lui, dans la réalité, aucune communauté ne réunit l'ensemble des immigrants d'une même origine : « Il est impossible de rassembler tout le monde. D'ailleurs, aucune communauté, sur un principe national ou culturel, ne regroupe, même les Chinois qui sont plus organisés que les Russes, la totalité de la population ». D'après ce dernier, la communauté russophone, si elle doit exister, ne se fondera pas selon ce modèle, où une structure fédérative rassemble les efforts des divers organismes et rejoint l'ensemble de la population immigrante.

D'autres informateurs abondent dans ce même sens. Le modèle communautaire développé autour d'une structure associative ne colle pas à la réalité vécue par les Russophones issus de la quatrième vague: « Je ne sais pas si c'est nécessaire de former un centre communautaire. C'est peut-être une vision un peu traditionnelle, que le multiculturalisme veut dire nécessairement un centre communautaire, une structure. Est-ce que les Québécois ont leur centre communautaire? Est-ce qu'ils en ont besoin pour dire qu'ils sont Québécois? Non, ce n'est pas nécessaire » (*Inna*).

Dans cet extrait d'entrevue, on reconnaît ce que décrivait H.J. Gans (1979) sur l'ethnicité symbolique, où le rapport à la communauté ne signifie plus la participation à des organismes ethniques, mais se traduit par une identification symbolique. En d'autres mots, sans s'impliquer pratiquement dans une organisation ethnique, l'identification comme Russophone, Russe ou une autre catégorie identitaire est possible et réelle, mais se concrétise selon un nouveau comportement et une nouvelle forme de communauté.

De même, un répondant nous communique son malaise quand vient le moment d'adhérer pleinement à une communauté ethnique. En effet, Vassili est davantage prêt à participer de façon ponctuelle à plusieurs communautés d'ordre culturel (par exemple : club de chanson, école ethnique, troupe de danse) et non pas ethnique : « On n'a pas besoin d'une communauté. Les communautés dont on a besoin sont culturelles et doivent être variées.

Chaque personne peut être membre de plusieurs communautés. Ces communautés ne doivent pas se baser nécessairement sur la langue ou l'origine ».

Pour démontrer ce qu'il entend par une communauté qui ne se fonde pas sur des critères ethniques, Vassili nous explique qu'il planifie un évènement spécialement pour les Moscovites : « On s'apprête à organiser une petite fête moscovite, purement moscovite. Mais, sans restriction en plus. Pour les Moscovites et ceux qui pensent être Moscovites. On ne va pas sélectionner les gens s'ils sont véritablement Moscovites ou pas. S'ils se sentent Moscovites, qu'ils viennent ». Dans ce cas, c'est selon une appartenance régionale que les participants se réuniront, ceux s'identifiant à Moscou, peu importe l'origine ethnique. La communauté organisée sur une base monoethnique n'est donc pas un modèle absolu pour certains informateurs.

D'autre part, pour certains répondants la communauté ne peut exister puisque aucune véritable volonté d'en former une n'est manifestée par la communauté russophone. Maria nous fait part de sa réflexion à ce sujet :

Nous n'avons pas de communauté. [...] Je ne veux pas dire qu'elle n'a aucune perspective, mais aujourd'hui il est trop tôt pour parler de ça. Nous avons déjà quelques associations, mais comme nous a montré la pratique et le nombre des pourparlers [afin de créer une union des associations], nous n'arrivons pas à nous unir. Nous ne voulons pas nous unir. Nous sommes arrivés dans un pays libre, nous ne voulons pas ça. Nous désirons être des égaux, être sur un même pied d'égalité. (TF)

Dans cet extrait, et comme nous l'avons remarqué auparavant, on sent bien qu'une communauté, pour nos informateurs, ne signifie pas nécessairement une communauté organisée selon une structure institutionnelle. La voie informelle des échanges entre associations semble une manière plus viable de procéder.

De plus, il y a un désir de se détacher d'un certain passé soviétique. En effet, cet héritage historique et culturel semble nuire à la création d'une communauté, selon certains informateurs.

Pour Sémion, il est difficile pour un immigrant d'ex-URSS d'adhérer à une communauté ne sachant plus selon quelle base identitaire et culturelle le faire:

Pour qu'une communauté russophone existe aujourd'hui, il manque en premier lieu, l'unité. C'est difficile d'envisager cette communauté. Auparavant, les immigrants russes se considéraient comme des Russes, les Ukrainiens comme des Ukrainiens, les Juifs comme des Juifs. À l'époque soviétique, tout a changé, les gens ont perdu le sens d'appartenance à leur culture [...]. La culture russe s'est transformée en culture soviétique, la culture juive s'est transformée en culture russo-soviétique et la culture ukrainienne en russo-soviétique. (TF)

La perte de l'unité nationale qu'était l'URSS, les réaménagements culturels et identitaires qui s'en suivirent ainsi que l'expérience d'immigration sont des facteurs qui complexifient grandement la formation d'une communauté pour ces Russophones. À partir de quelle identité et quel contenu culturel le faire?

Afin de remédier à ce vide référentiel, nous avons demandé à ce même informateur s'il était possible de constituer une communauté ex-soviétique. Voici sa réponse : « [...] Le problème, c'est que l'Union soviétique n'existe plus. La communauté ukrainienne doit se baser sur l'histoire de l'Ukraine, les traditions ukrainiennes, la même chose pour les Russes et les Juifs. Mais la communauté soviétique? Elle se baserait sur l'idéologie communiste ?! Non, il faut se baser sur une nationalité pour créer une communauté » (*Sémion*, TF).

Ce point de vue est partagé par Maria. Cette dernière croit que la communauté ne peut pas exister sans unité nationale et culturelle : « Nous n'avons pas de communauté. Pour qu'il existe une communauté, il faut qu'il existe une nation en titre, comme en France ce sont les Français, en Allemagne, ce sont les Allemands. Il faut qu'existent une langue et une culture communes. Entre les Russes, il ne peut pas exister de communauté, parce que c'est un groupe multinational. Seulement la langue nous unissait. Même notre culture est différente » (*Maria*, TF).

Pour Maria, l'absence d'une culture et d'une identité nationale unique est un obstacle dans la constitution d'une communauté russophone. Au contraire, pour Andreï, même si la communauté n'existe pas d'après lui, en raison du manque d'un organisme unificateur, une culture commune, héritée de l'époque soviétique et partagée par l'ensemble des Russophones, est bien présente : « [...] Le titre de Russe rassemble toutes les nationalités de l'ex-URSS. Ce qui les lie tous ce sont la langue et la culture russe. La religion les sépare. Ce qui peut les unifier, c'est seulement la langue et la culture russe. En Ukraine, au

Kazakhstan, en Asie centrale, en Moldavie, ils ont leur culture, mais la culture russe les lie : la littérature, la poésie, l'art. Ensuite, l'éducation était partout transmise en russe, [...] » (TF).

Par ailleurs, Inna fait valoir que dans les autres communautés ethniques, des figures d'autorité reconnues par tous les membres se maintiennent, chose inexistante chez les immigrants post-soviétiques. En effet, l'autorité des représentants d'associations et d'institutions religieuses est contestée par plusieurs :

Ils [les Russophones] ne reconnaissent pas l'autorité des responsables d'associations. Alors que personne ne va contester à la synagogue l'autorité du rabbin, ou celle de l'imam ou d'un curé [dans les autres communautés]. Déjà si c'est un curé ou un prêtre, il est entouré d'un certain respect. Mais, disons, si Ivanov ou Petrov se nomment président de la communauté pour nous représenter, qui sont-ils? Pourquoi nous représentent-ils? Les autres n'y croient pas parce qu'il existe chez eux une certaine dose de cynisme, de méfiance et d'ironie. On voit toujours les intérêts mesquins. [...] C'est l'arrière-pensée qui habite les esprits russes.

Notre informatrice justifie ses propos en attribuant à la population russophone des caractéristiques propres, comme la méfiance et le scepticisme. Ces traits hérités de la période soviétique nuisent, selon elle, à l'établissement d'une communauté.

Un autre répondant partage cet avis. En effet, Youri dénote chez les Russophones un trait de caractère tiré de leur passé historique qui les empêche de former une communauté : « Sous les Communistes, on disait que les Russes aimaient toutes les choses collectives, mais ce n'est pas vrai. Les Russes sont individualistes. Il existe des communautés qui aiment se rassembler tout simplement entre eux, non pas lors d'un événement particulier, [...], ils s'unissent simplement pour être ensemble, mais pas les Russes » (TF).

Cet attribut, l'individualisme, que Youri assigne à l'ensemble des Russophones est aussi une raison de l'inexistence de la communauté donnée par Margarita : « Par leur nature, par leur caractère, ce ne sont pas des gens qui aiment être réunis. Nous sommes trop libres, trop indépendants dans un certain sens. Alors, toutes les tentatives de réunir les gens, de les organiser en mille ans d'histoire ça n'a jamais fonctionné. Les seules occasions où nous nous sommes réunis, c'était au moment des guerres. » Selon ces deux derniers informateurs le projet de constitution d'une communauté unificatrice va à l'encontre du caractère national russe, russophone ou ex-soviétique.

Selon cette vision, les caractéristiques allouées sont innées ou acquises, mais plus que tout, immuables. Dans ce cas, la seule manière de remédier à la situation, pour qu'une communauté russophone voit le jour, est qu'une nouvelle génération s'en charge. Les propos de Victoria résument bien cette impression :

Je pense que ça va prendre une autre génération de Russophones [pour former une communauté]. Les adultes qui arrivent ici n'ont pas l'intention d'avoir beaucoup de relations avec leurs compatriotes. C'est une réalité historique soviétique qui est dans leur conscience et qui les rend très méfiants par rapport à leurs compatriotes, parce qu'ils ont vécu beaucoup de mal avec eux probablement, je ne sais pas. Ils n'ont aucune tendance à vouloir collaborer [...].

Mais revenons à ce que signalait Margarita au sujet des menaces externes comme facteur unificateur de la communauté. Pour Vassili, il en va de même. La solidarité et le besoin de former un tout sont renforcés au moment de lutter contre une cause particulière : « C'est plus facile de s'unir contre quelque chose, mais quand il s'agit de s'unir pour quelque chose, c'est plus difficile et tant mieux. Est-ce qu'on a besoin d'être uni, d'avoir un chef, d'être organisé? ». La situation en terre montréalaise ne semble pas provoquer d'assez forts remous pour avoir cet effet sur la population russophone. Toutefois, chez une certaine partie de la population ukrainienne, une motivation non négligeable dans la formation d'une communauté découle de la lutte contre une certaine influence russe.

De plus, rappelons-nous également que quelques informateurs souhaitaient transformer l'image négative associée aux immigrants d'ex-URSS au début des années 1990 en terre canadienne. L'intention de combattre ces stéréotypes a peut-être joué un rôle dans la mobilisation des Russophones.

Bien que ces derniers informateurs doutent de l'existence d'une communauté russophone, certains sont plus ambivalents et s'ils contestent la présence d'une forme de communauté, ils peuvent considérer un autre modèle. Essayons de voir les arguments donnés par les répondants en faveur d'une seule et unique communauté russophone.

5.2 Une communauté russophone unique

Plusieurs interlocuteurs reconnaissent que la communauté russophone est composée de divers groupes culturels et ethniques. Ces divergences, d'après eux, n'empêchent pas l'existence d'une communauté russophone unique. Sergueï nous fait part de ces différences :

La diaspora russophone est composée de différentes communautés. Ces communautés se classent selon la culture. Il y a la communauté géorgienne, ouzbek, bulgare, kazakhe. Elles ne sont peut-être pas toujours organisées en communauté ou selon une certaine organisation, mais tous les membres parlent le russe. Chaque république a sa propre langue, sa cuisine et ses vêtements traditionnels. (TF)

Malgré les disparités de cette population, Sergueï croit à l'unité non pas culturelle, mais linguistique qui lie les Russophones entre eux. D'ailleurs, c'est la raison pour laquelle l'association dont il fait partie utilise le terme « russophone » plutôt qu'un autre : « Nous avons décidé d'appeler l'association non pas selon une référence culturelle, mais plutôt selon cette langue commune qui fait de nous des Russophones. [...] Nous sommes allés à l'école en russe, dans toutes les républiques. Tous connaissent le russe » (TF). Une autre informatrice appuie cette vision qui tient compte des écarts culturels internes de la communauté russophone : « Dans la communauté russophone, il y a plusieurs groupes ethniques » (*Galina*, TF).

Alexeï ajoute qu'il existe des différences entre les générations d'immigrants au sein de la communauté russophone : « Il y a probablement une communauté. Toutefois, il y a ceux qui sont arrivés il y a plus longtemps et qui ont peut-être des intérêts différents [...]. Ils parlent russe mais n'ont pas vécu en URSS. Il y a ceux qui ont vécu à l'époque soviétique jusqu'à la perestroïka et ceux qui ont vécu à l'époque post-soviétique. Ce sont tous des gens un peu différents, mais tous parlent le russe » (TF). La dimension linguistique semble rassembler tous ces gens en une même communauté.

Par ailleurs, Zoulfia énonce d'autres dimensions unificatrices de la communauté russophone : « Il y a beaucoup de nationalités dans la communauté russophone. En Union soviétique, on était 350 différentes nationalités et cultures à vivre ensemble. Nous avons été éduqués dans un système multiculturel et multinational ». Les décennies passées sous le

régime soviétique ont un impact direct dans la structure d'une communauté russophone à l'étranger. Cette communauté se doit d'être multiculturelle. Zoulfia fait elle-même partie d'une communauté ethnique d'Asie centrale, mais rien ne l'empêche de s'impliquer à la fois dans la communauté russophone.

Par contre, cette répondante insiste pour dire qu'il existe une communauté russophone et non pas russe : « Oui, c'est russophone, mais ce n'est pas russe. Il faut faire attention. Regarde, les Moldaves, ils parlent le russe, mais ce ne sont pas des Russes. Dans mon association, il y a beaucoup de gens qui parlent le russe, mais ils ne sont pas Russes » (Zoulfia, TF). Cette informatrice accorde au terme « russophone » plus qu'une simple teneur linguistique. En effet, cette catégorie permet de tenir compte de la diversité ethnique de la population post-soviétique, ce que la catégorie « russe » ne peut exprimer.

Maria met également l'accent sur l'existence d'une communauté russophone et non pas russe. Ce qui les distingue est que la première inclut une variété ethnique, religieuse et identitaire : « Nous ne voulons pas être dans une communauté russe, mais nous voulons être dans une communauté russophone parce qu'il existe un grand mélange. Les Azéris ont leurs fêtes, les Asiatiques et les Russes ont les leurs. Vous me demandez pourquoi pas russe? Il existe différentes religions, différentes fêtes [...] » (TF).

Pour Victoria, peu importe s'il s'agit d'une communauté russe ou russophone, ce qui unit ces immigrants est avant tout leur passé soviétique : « Les Russes, on peut dire Russe, on peut dire Russophone, ce sont des gens qui sont unis par la langue russe, le système d'éducation soviétique et la tradition des années soviétiques. C'est tout. [...] Le système soviétique répandu à travers l'immense territoire et la langue russe ont eu leur rôle à jouer dans ce processus. [...] Malgré les différentes ex-républiques, c'est une gigantesque communauté russophone qui est restée à la suite de l'Union soviétique ».

Ce choix de catégorie identitaire n'est pas seulement le fruit d'une décision prise par les immigrants d'ex-URSS en terre étrangère. En effet, l'étiquette ethnique de « russophone » leur fut attribuée par plusieurs autorités gouvernementales et municipales québécoises. Ce fait doit être retenu lorsqu'on s'intéresse à la construction de l'ethnicité russophone : « Je ne crois pas qu'il faut dire une communauté russe, mais russophone. On retrouve plusieurs nationalités. Les premiers Juifs qui sont arrivés ici et qui ont voulu enregistrer la

communauté russe, le gouvernement leur a répondu : « Vous n'êtes pas russes, mais juifs. Vous pouvez dire que vous êtes des Russophones juifs ». Je crois que c'est une bonne réponse, c'est ce qu'il fallait dire. Le gouvernement nous a dit la même chose. Nous ne sommes pas des Russes, nous voulons être dans une communauté russophone » (*Maria*, TF).

Au plan institutionnel, il existe plusieurs associations russophones, mais seulement une communauté russophone, comme nous en fait part Elena : « Il y a qu'une seule communauté, mais plusieurs organisations qui travaillent dans différentes directions. Les anciennes générations ont les leurs. Cependant, toutes travaillent avec le même public en principe » (TF).

Même si l'union des associations russophones n'existe pas officiellement, sur le plan informel, Rouslan juge qu'elle prend forme à travers des liens personnels et des alliances ponctuelles :

L'union doit adopter une forme informelle, à travers les échanges entre associations. Cette union existe déjà, je suis sûr, mais elle n'est pas officielle, elle n'est pas enregistrée. J'ai de très bonnes relations avec plusieurs représentants d'autres associations et d'institutions russophones. [...] Il y a des moments où nous résolvons des questions ensemble, où l'on fait quelque chose ensemble. Certaines organisations pensent qu'il vaut mieux travailler indépendamment, d'autres ont plus de contacts entre eux. (TF)

Voulant démontrer son propos, ce dernier interlocuteur s'inspire du cas des établissements scolaires : « À Montréal, nous avons trois écoles russes, russophones. [...] Elles ont été créées avant tout pour partager la culture russe ou russophone, pour transmettre aux enfants la formation russophone héritée du système d'éducation en commun et enseigner la langue russe. Ces trois écoles sont des concurrentes et vous ne pourrez jamais les unir. L'union ne peut pas exister formellement » (*Rouslan*, TF).

Dans ce cas, les lieux d'échanges et de rencontres russophones gagnent en importance pour cette communauté informelle et non institutionnelle : « La communauté se forme à travers les garderies où les parents se rencontrent. Les parents se côtoient dans les écoles russes. Les gens fréquentent les magasins russes, vont emprunter des cassettes vidéo,

lisent les journaux russes. Récemment, il y a eu la première du théâtre russe [...], c'était plein à craquer » (*Inna*).

Youri nous explique ce qui lie les Russophones entre eux. Il met l'accent sur les rapports de type informel et l'importance de côtoyer certains lieux et de participer à certaines activités :

Dans un premier temps, c'est l'amitié. Ensuite, s'il y a un concert, les gens y assistent. Les gens envoient leurs enfants dans les écoles russes, ils lisent les journaux russes et fréquentent les commerces. Ce qui rassemble les Russophones ce n'est pas parce qu'ils sont Russophones, mais plutôt qu'il existe des activités, des lieux et des événements qui les rassemblent. D'après les divers services et commerces qui existent, les gens passent leur temps à se croiser. Ils s'appellent, se rencontrent parce qu'ils ont besoin de quelque chose. De cette manière les gens s'unissent. Toutefois, quelque chose comme : « Nous sommes Russophones et c'est la raison pour laquelle nous voulons être ensemble », ça n'existe pas. (TF)

D'après cet informateur, ce n'est pas le désir des Russophones d'être ensemble qui les pousse à former une communauté structurée, mais c'est à travers des rencontres périodiques que les réseaux personnels s'établissent et que la communauté informelle apparaît. Le besoin de sociabilité est grand chez les nouveaux arrivants.

Finalement, il semble moins ambigu pour les informateurs concernés de témoigner de l'existence des communautés arménienne, russo-juive et ukrainienne plutôt que celle russophone.

5.3 Communauté russophone imaginée

La situation peut paraître paradoxale puisque certains répondants nient l'existence d'une communauté russophone, tandis que d'autres en font foi. En réalité, nos informateurs ne sont pas divisés en deux parties distinctes, puisque la position de plusieurs demeure ambivalente et contradictoire à ce sujet.

D'une part, les opposants se méfient de la constitution d'une communauté institutionnalisée selon une identité ethnique unique. La rigidité d'une communauté structurée leur déplaît.

Pour leur part, les partisans de la communauté russophone mettent de l'avant son caractère informel. Donc, c'est en ce sens que nous considérons qu'une communauté russophone existe. C'est grâce à des lieux partagés plutôt qu'à la présence d'une aire spatiale résidentielle, commerciale et institutionnelle russophone qu'elle se constitue. Cette communauté est plus informelle que formelle, plus symbolique qu'institutionnalisée, se basant davantage sur les relations personnelles que sur des réseaux officiels. À ce propos, T. Blokland signale que le potentiel d'une communauté varie selon le type de relations. Les relations plus instrumentales facilitent la réalisation d'objectifs collectifs et l'élaboration d'une communauté organisationnelle, mais ne forment pas la communauté imaginée : « Instrumental-rational relations are fertile ground for interest associations and organizations but in Weber's perspective offer little foundation for imagined communities » (Blokland, 2003 :86). Nous suggérons donc que cette communauté russophone soit avant tout une communauté imaginée. Expliquons-nous.

Tout d'abord, nos informateurs ont fait part de leur identification aux autres immigrants ex-Soviétiques. Même s'ils agissent au sein d'associations et donc côtoient obligatoirement d'autres Russophones, cela ne les empêche pas de s'identifier à un groupe abstrait, dépassant le cercle des personnes connues, incluant des personnes inconnues issues d'ancienne URSS. De plus, la représentation de cette communauté varie selon chacun des informateurs. Dans la perception de B. Anderson la nation équivaut à une communauté imaginée puisque : « [...] the members of even the smallest nation will never know most of their fellow-members, meet them, or even hear of them, yet in the minds of each lives the image of their communion » (1991:6).

Cette identification aux autres, exprimée par nos répondants, leur permet de prendre la parole en leur nom, d'énoncer des traits de caractère partagés par tous ou encore de mettre de l'avant une mentalité qui leur est propre. Nous l'avons compris, leur sentiment d'appartenance ne se manifeste pas nécessairement au niveau pratique, à travers une organisation communautaire. Il est plutôt vécu à travers une identification imaginée qui atteste du caractère construit, dynamique et symbolique de la communauté.

D'autre part, l'expression du lien à une communauté se concrétise dans le discours de nos interlocuteurs, par le partage d'une même culture. Ils mettent de l'avant leur appartenance culturelle. Le passé historique, une certaine culture russe, un système d'enseignement et

une langue commune sont tous des traits culturels mentionnés par nos interlocuteurs pour évoquer ce qui les rattache les uns aux autres.

Par ailleurs, au phénomène d'autodétermination identitaire dont il est question, s'ajoutent des forces extérieures qui poussent ces Russophones à former un tout. Premièrement, en terre montréalaise dans les institutions officielles et la population en générale, l'étiquette de « russophone » ou de « russe » est attribuée à tous ces immigrants. Il y a une volonté de les regrouper et les catégoriser comme faisant partie d'un même groupe. Le choix terminologique de « russophone » fait par la société d'accueil et se basant sur la connaissance de la langue russe, n'est peut-être pas aussi innocent qu'il en a l'air. En effet, il ne faut pas négliger la tendance québécoise à utiliser le critère linguistique afin de catégoriser des groupes ethnoculturels distincts (francophone, anglophone). Sans analyser en profondeur les critères de classification des immigrants post-soviétiques par la population locale, on simplifie en disant qu'il y a une volonté de les rassembler en une même entité. Ce phénomène d'attribution catégorielle a sûrement une répercussion sur l'établissement d'une communauté russophone.

Ensuite, une autre force extérieure agissante sur la formation des frontières identitaires de cette communauté révélée dans les discours des informateurs, est l'influence des autres minorités ethniques, de leur vie communautaire et de leurs manifestations dans l'espace urbain montréalais. Cette influence a elle aussi un rôle à jouer dans la façon qu'ont de nouveaux arrivants de s'identifier et de constituer une organisation communautaire.

Aussi, il ne faut pas oublier que l'expérience d'immigration provoque chez ces nouveaux arrivants en terre étrangère une certaine remise en question identitaire. Reformuler un groupe d'appartenance, un entre soi, au niveau pratique ou symbolique, devient une tâche nécessaire.

Finalement, la redéfinition du monde post-soviétique et les crises identitaires qui en découlent sont sans doute des forces significatives dans l'élaboration d'une identité communautaire. La plupart des informateurs se rattachent à quelque chose de stable, leur passé, celui de l'avant perestroïka, afin de former une communauté avec ceux qui ont partagé ce même passé.

5.4 Rôle de l'origine ethnique

Au fur et à mesure du déroulement de l'étude, nous nous sommes rendu compte que l'accent mis sur les différences ethniques n'avait pas l'importance que nous lui avons, préalablement, attribuée. Nous supposions que les distinctions entre origines ethniques, entre groupes majoritaires et minoritaires, marqueraient les enjeux de la vie communautaire.

Au contraire, la communauté russophone ne se fonde pas sur une origine ethnique ou nationale unique, et ce, à l'image de l'ancienne URSS où la diversité ethnique était omniprésente et où les citoyens devaient composer avec plusieurs identités ethniques. En effet, selon l'idéologie du régime, les citoyens étaient avant tout des Soviétiques, malgré les divergences ethniques et culturelles. Le système soviétique cherchait à développer un sentiment national partagé par l'ensemble de la population : « La diversité culturelle a été encouragée aux niveaux local et régional, mais le patriotisme s'exprimait envers la « patrie communiste » ; la classe sociale et l'idéologie étaient censées marquer les gens plus que leur appartenance ethnique » (*Le Monde diplomatique*, 12/1996).

Par ailleurs, la nationalité des citoyens tenait compte des différences territoriales, ethniques et linguistiques, mais était plus ou moins imposée au moment d'acquérir le passeport interne. L'indication de la nationalité dans ce document officiel obligatoire est demeurée en vigueur de 1932 à 1997. Cette attribution se basait exclusivement sur les ancêtres du citoyen. De plus, le choix se limitait à un certain nombre de nationalités reconnues par le régime soviétique (Arel, 2003). L'origine ethnique était donc perçue comme quelque chose d'inné et d'immuable qui s'ajoutait à l'identité globale, celle soviétique.

Au tout début de cette étude, nous croyions que les origines ethniques locales (Azéri, Ouzbek, Tatar,...) définiraient les nouvelles formes communautaires. À présent, nous nous rendons compte à quel point nous avons sous-estimé l'effet de 70 ans de soviétisme. Il ne faut pas négliger le poids du bagage soviétique sur les mentalités et l'apport de décennies de brassage ethnique. Même si ces immigrants russophones ont conservé une appartenance ethnique locale, ils ont avant tout préservé leur lien identitaire avec l'ancien monde soviétique, mais vidé de son contenu politique ou idéologique. Cette dernière

identification, que nous nommons russophone, est celle sur laquelle nous nous basons pour affirmer qu'il existe une communauté d'immigrants d'ex-URSS.

Le sentiment d'appartenance à cette communauté russophone s'exprime de plusieurs façons. Énumérons quelques exemples évocateurs démontrant l'importance accordée à cette identité russophone.

Premièrement, l'origine ethnique n'apparaît pas comme un critère de division au sein de la population russophone. Prenons par exemple les associations existantes. Même si plusieurs se basent sur une origine particulière, elles visent rarement une seule origine ethnique, mais plutôt une appartenance territoriale. Ainsi donc, tous ceux qui ont un lien avec cet espace, peu importe leur origine ethnique, participent aux activités organisées par cette même association. De plus, comme nous l'avons vu dans le cas d'une fête moscovite, les événements s'adressent peu à des représentants d'une origine particulière, mais à ceux s'identifiant à une région ou une ville d'ex-URSS.

Deuxièmement, les écoles et garderies russophones sont fréquentées par les enfants d'origines ethniques diverses. Le programme d'enseignement des établissements scolaires s'inspire du système d'éducation soviétique. Il vise une maîtrise de la langue russe, une meilleure connaissance en mathématique et en sciences et l'enrichissement de la culture générale des élèves. Plusieurs autres activités parascolaires se greffent au corpus des cours : danse, théâtre, musique et art plastique. La popularité de ces institutions montre la volonté des immigrants russophones à transmettre leur propre éducation et système de références.

Autre exemple de la présence d'une identité russophone, dépassant l'identité nationale ou ethnique, est une exposition de peintres et sculpteurs russophones à la maison de la culture de Verdun en février 2004. Les œuvres d'artistes d'origines diverses (arménienne, ukrainienne, russe, juive, etc.) étaient exposées. Par ailleurs, les journaux locaux interpellent l'ensemble de la population russophone en offrant des nouvelles de chacune des anciennes républiques.

Dernièrement, un concours de beauté, s'adressant aux jeunes femmes russophones de différentes origines, a été mis sur pied par une association. Le nom de ce concours faisait

directement référence à l'ancienne Union soviétique, soit « Miss Soyuz », ce qui signifie Miss Union.

De plus, la vie festive de la communauté est encore guidée par les fêtes célébrées en URSS. Prenons par exemple des événements organisés, et auxquels nous avons pris part, au moment du jour de la Victoire, le 9 mai, marquant la fin de la Seconde Guerre mondiale et lors de la fête des femmes, le 8 mars. De même, plusieurs jeux collectifs (КВН, Что, Где, Когда ?) issus du monde soviétique ont été repris à Montréal.

Ces exemples représentent bien le lien symbolique entretenu avec la communauté. Comme en faisait part H.J. Gans (1979), l'identité ethnique peut se révéler par des symboles qui prennent la forme d'événements et de pratiques visibles, guidés par des impératifs pragmatiques. Les symboles sélectionnés doivent être avant tout de signification univoque et facilement exprimable, intégrable et ressenti.

Finalement, le rapprochement entre les immigrants provenant de l'aire post-soviétique (ex-URSS et ancien bloc soviétique) se fait facilement. En effet, nous avons remarqué que les Bulgares¹⁰, ceux arrivés à Montréal à partir des années 1990, s'impliquent eux aussi dans la vie communautaire russophone (fêtes, événements, forums de discussion,...). Par contre, il semble beaucoup plus compliqué de réunir les générations issues de différentes vagues d'immigration. En effet, la sphère religieuse est une des seules qui permet de rassembler à la fois des immigrants arrivés lors des premières vagues et ceux des années post-soviétiques. C'est avant tout l'héritage du système soviétique qui lie les immigrants. Il s'agit donc d'une communauté « générationnelle ».

De plus, nous avançons que la communauté d'immigrants d'ex-URSS est russophone, au sens identitaire. Comme le mentionnait D.D. Laitin (1998), cette catégorie identitaire est celle qui permet le mieux de représenter l'ensemble de cette population sans devoir préconiser une origine ethnique, nationale ou territoriale. Par ailleurs, les termes « soviétique » ou « ex-soviétique » ne sont plus adéquats, se référant à une époque historique révolue.

¹⁰ La Bulgarie entre dans la sphère d'influence de l'URSS en 1946, au moment où elle devient une république populaire, jusqu'en 1990.

Il s'agit donc d'une communauté ethnique mais pas au sens que nous l'entendions au tout début de cette recherche. En effet, ce ne sont pas d'après leurs origines ethniques propres que les immigrants d'ex-URSS se rassemblent mais selon leur identité imaginée russophone. Est-ce que la catégorie identitaire « russophone » pourrait être entendue comme une identité ethnique? En effet, nous croyons que c'est le cas et que l'ethnicité russophone comprend un processus d'établissement des frontières ethniques et un contenu culturel résultant d'une construction sociale en évolution constante.

Toutefois, il est réducteur de penser que la communauté russophone puisse former un tout sans morcellement interne. Comme nous l'avons mentionné, les divisions internes à la communauté ne se font que rarement selon un critère ethnique, mais plutôt selon des appartenances régionales, parfois culturelles et religieuses, et surtout selon les statuts sociaux. En effet, le niveau de scolarité, le mode de vie et le statut d'immigrant sont autant de facteurs provoquant des sous-groupements à l'intérieur de cette communauté russophone. Certains de nos informateurs recherchent des contacts avec leurs semblables, non pas selon une base ethnique, mais bien selon des références socioéconomiques. Les propos d'interviewés nous donnent un bon exemple des séparations présentes à l'intérieur du groupe. Effectivement, certains expliquent en quoi les réfugiés constituent une classe à part. Bref, il semble que les détenteurs de différents statuts d'immigration ont peu d'intérêts communs et ne se mélangent guère.

Finalement, les nombreuses initiatives et interventions du milieu associatif témoignent du dynamisme de la population russophone récente. Par contre, même si la communauté adopte une forme informelle, hétérolocale et symbolique, elle assume néanmoins plusieurs fonctions. En effet, les fonctions économique, culturelle, politique, symbolique, identitaire, de sociabilité, d'entraide et d'intégration sont toutes remplies par cette communauté.

Conclusion générale

La population immigrante en provenance de l'espace post-soviétique est de plus en plus visible dans le paysage urbain montréalais. De nombreux commerces, associations et institutions ont vu le jour dans la dernière décennie. Cependant, la présence marquée d'immigrants en provenance de ce territoire remonte bien avant la perestroïka.

Chacune des générations d'émigrants quitta l'une des républiques soviétiques pour des raisons distinctes, fuyant une réalité tout aussi contrastée et s'intégra différemment à la vie occidentale. Si les représentants de la première vague rejetaient le pouvoir bolchevique et essayaient de conserver à l'étranger une certaine tradition culturelle russe, les suivants furent plus pressés de s'intégrer à la société d'accueil, souhaitant se dissocier de l'image communiste, mal vue à l'époque de la guerre froide. Dans les années 1970, les Soviétiques pouvant prouver leur affiliation à l'identité juive émigrèrent à leur tour vers les centres urbains occidentaux. Sur place, ils utilisèrent volontiers les services des communautés juives, tout en conservant une certaine distance au plan identitaire et religieux.

Rappelons que les relations entre les populations des trois premières vagues en terre étrangère étaient teintées de méfiance et de suspicion. Voilà à présent une quatrième vague en provenance de ce territoire. Quels sont les liens tissés entre les différents immigrants de cette même vague post-soviétique et avec ceux issus des vagues précédentes, plus particulièrement dans le contexte montréalais ?

La plus récente vague d'immigration, suivant la chute du régime soviétique, se distingue des précédentes sur plusieurs points. Tout d'abord, des raisons davantage économiques que politiques entraînent le départ des ex-Soviétiques. Par ailleurs, l'intégration en terre étrangère n'est pas la même, puisque pour eux et à la différence de leurs prédécesseurs, le retour dans l'une des quinze anciennes républiques est possible. De plus, les liens peuvent être entretenus avec les proches restés dans le pays quitté grâce au développement des moyens de communication et à l'accessibilité des transports.

Cette quatrième vague russophone comporte des caractéristiques sociodémographiques particulières. Au Canada, le contingent immigrant récent en provenance des États post-soviétiques est de plus en plus nombreux, si l'on compare avec les effectifs précédents.

Aujourd'hui, l'émigration est un phénomène qui touche tous les groupes nationaux et minorités de l'ex-empire. Les contingents sont toujours plus divers en termes de pays de naissance et des origines ethniques, au fur et à mesure que l'on s'éloigne de la période charnière du début des années 1990. Autres caractéristiques, le russe comme langue maternelle représente une écrasante majorité chez ces immigrants et plus de la moitié d'entre eux détiennent un diplôme universitaire.

Par ailleurs, à l'encontre des vagues précédentes, préférant les milieux ruraux, les immigrants russophones récents s'installent massivement au sein des métropoles canadiennes. Au Québec, rares sont ceux qui ne s'établissent pas dans le Grand Montréal. Malgré de relatives zones de concentration résidentielle dans certains arrondissements montréalais, en particulier dans des quartiers à forte densité institutionnelle juive, la distribution spatiale russophone reste dispersée sur le territoire urbain.

Dans le but d'examiner cette nouvelle génération immigrante russophone et plus particulièrement sa formation communautaire, nous nous sommes posé la question suivante : est-ce que les immigrants russophones à Montréal forment une ou plusieurs communautés ? Tout d'abord, est-ce que cet ensemble d'individus partage un même sentiment subjectif d'appartenance à une communauté ? Si oui, de quelle communauté s'agit-il ? Bref, est-ce qu'il existe une seule communauté pour l'ensemble des immigrants d'ancienne URSS ou plusieurs selon des appartenances nationales, ethniques, religieuses ou culturelles ? Pour répondre à ce questionnement, nous avons analysé la vie associative russophone selon quatre perspectives : institutionnelle, territoriale, relationnelle et symbolique. De plus, une série d'entrevues a été réalisée avec des représentants d'associations variées et des séances d'observation ont été conduites lors de divers événements et en différents lieux.

Ainsi donc, selon la dimension institutionnelle, la vie associative russophone, celle mise sur pied par les représentants de la dernière vague sur la scène montréalaise, est dynamique mais en est encore à ses débuts. Plusieurs associations voient le jour et ont une durée de vie plus ou moins limitée. La majorité d'entre elles s'adressent à l'ensemble des immigrants d'ex-URSS sans préférence pour une origine ethnique particulière. Toutefois, en général, nos informateurs ne croient pas qu'il existe une communauté organisationnelle russophone. En reprenant ce qu'entendait Raymond Breton (1964) à propos de la complétude

institutionnelle, nous constatons que la capacité organisationnelle chez ces immigrants russophones est assez faible, à l'exception faite des structures associatives juive et arménienne qui sont plus développées, complètes et ont un degré d'adhésion beaucoup plus fort.

Si nous jetons un coup d'œil à l'occupation de l'espace et à son rôle dans la consolidation de la communauté, nous remarquons que les Russophones récemment installés à Montréal adoptent divers modèles de comportement socio-spatial. Pour ces immigrants russophones, le quartier résidentiel ne correspond pas au lieu où se forme et se reproduit la communauté. D'après le concept de Zelinsky (2001), il existe une communauté hétérolocale, c'est-à-dire une communauté qui suit un modèle aspatial et où les lieux résidentiels sont dispersés dans l'espace urbain. La proximité spatiale n'est pas un facteur qui pousse les gens à former une communauté. Dans ce cas, les lieux de rencontre et d'échange gagnent en importance. Néanmoins, les responsables d'associations et d'institutions russophones n'accordent que peu d'importance à la présence russophone au sein d'un quartier dans le choix de localisation de leurs établissements. Ils comptent donc sur la mobilité de leurs membres et usagers.

En ce qui concerne les relations entre les différentes associations, nous avons remarqué que, malgré plusieurs tentatives, une union des associations russophones demeure un projet difficilement réalisable. Du moins, la forme officielle de cette union est loin d'être souhaitée par tous les représentants d'associations. Pour le moment, les relations entre différentes associations russophones se fondent principalement sur les relations personnelles des responsables et débouchent sur des collaborations ponctuelles et surtout informelles. En général, les rapports sont fluides entre groupes ethnonationaux, malgré une relative concurrence et certains conflits.

Par ailleurs, les relations intergénérationnelles sont limitées. Les différentes générations d'immigrants russophones se méfient de leurs prédécesseurs et de leurs successeurs. La sphère religieuse est une des seules qui permet de rassembler à la fois des immigrants arrivés lors des premières vagues et ceux des années post-soviétiques.

Si la communauté russophone existe au plan relationnel, c'est principalement sur une base informelle. Néanmoins, les relations entre immigrants russophones sont souhaitées. Un

grand besoin de sociabilité et d'échange se manifeste chez ces immigrants. D'ailleurs, cet objectif est poursuivi par l'ensemble des associations et des institutions russophones.

D'un point de vue symbolique, une communauté russophone semble exister. En effet, l'affiliation à la communauté ne passe pas nécessairement par la participation à des organismes ethniques. Les nouveaux immigrants s'impliquent peu au sein des associations. Ils prennent part à des activités et des événements de façon sporadique. Par contre, la teneur symbolique de cette communauté a été révélée à travers les discours de nos interlocuteurs. En effet, le sentiment d'appartenance est exprimé par les répondants en référence à une communauté imaginée. C'est ce qui leur permet de prendre la parole au nom des immigrants d'ex-URSS et d'introduire dans cette communauté imaginée à la fois des personnes connues ou non. De plus, ils accordent à cette communauté imaginée des caractéristiques culturelles et identitaires diverses, variant selon la perspective de chacun.

Nous avons poussé le questionnement et nous nous sommes demandé à quelles identités et appartenances les traits culturels se réfèrent-ils ? Aussi, s'il existe une communauté d'immigrants post-soviétique, quel est son contenu culturel et quelles en sont ses frontières ethniques ? Est-ce une communauté ethnique ? De quelle ethnicité s'agit-il ?

Nous avons considéré l'ethnicité selon une perspective dynamique de construction et de représentation sociale. Dans cette optique, la communauté dont il s'agit en est une ethnique, toutefois, non pas selon le sens que nous l'entendions au tout début de cette recherche. En effet, ce n'est pas d'après leurs origines ethniques propres que les immigrants d'ex-URSS s'assemblent, mais selon leur identité russophone. Même si ces immigrants ont conservé une appartenance ethnique locale, ils ont avant tout préservé leur lien identitaire avec l'ancien monde soviétique, où l'expérience d'immigration est un facteur primordial dans l'établissement des frontières et de composition d'un contenu culturel.

Le processus de construction social dont il est question en est un dynamique et changeant. Le contenu de la catégorie « russophone » varie selon les groupes et les individus. Son adoption permet pour ces immigrants d'entretenir, du moins symboliquement, l'identité cosmopolite vécue à l'époque soviétique. Donc, les ex-Soviétiques peuvent maintenir leurs nombreuses identités ethniques sans en choisir une particulière; un Russophone peut se reconnaître dans une diversité d'origines. Cette dernière identification,

russophone, est celle sur laquelle nous nous basons pour affirmer qu'il existe une communauté d'immigrants d'ex-URSS.

Si au début de cette étude exploratoire nous pensions que les différents groupes ethnonationaux souhaitaient avant tout se détacher de leur passé soviétique et d'une certaine emprise russe, cette recherche nous prouve le contraire. Nous constatons que la communauté qui regroupe les immigrants d'ancienne URSS en est une russophone qui va au delà des différences nationales, territoriales, culturelles ou religieuses. Ces résultats rejoignent donc ceux de l'étude de David Laitin (1998) sur les nouvelles identités en formation dans le monde post-soviétique.

Ainsi donc, une communauté russophone est en train de se former sur le territoire montréalais. Elle prend une forme informelle, aspatiale, symbolique et imaginée. L'ethnicité russophone permet à ces immigrants récents de jongler avec plusieurs appartenances nationales, territoriales, culturelles et religieuses. Avec la venue d'une future génération d'immigrants en provenance de ce même territoire qui n'aura pas vécu sous l'emprise communiste, peut-être assisterons-nous à la naissance d'une nouvelle communauté.

En effet, cette communauté russophone émane de l'époque soviétique et est, en quelque sorte, générationnelle. Cela laisse prévoir qu'au fur et à mesure des développements géopolitiques et des reconfigurations identitaires au sein du monde post-soviétique, cette communauté aura tendance à disparaître. Il serait intéressant de recommencer une recherche auprès d'immigrants en provenance de ce même territoire dans quelques années. Ces derniers n'auront pas vécu sous le régime soviétique et ne manifesteront peut-être pas ce sentiment d'appartenance à l'ensemble de la population qui formait jadis le monde soviétique.

L'actualité nous pousse à prévoir plusieurs remaniements de ce côté. Nous pensons au cas ukrainien. L'élection présidentielle de 2004 et le soulèvement populaire qu'elle provoqua, ainsi que la couverture médiatique mondiale de ces événements ont des effets directs sur la configuration identitaire ukrainienne. En effet, une réaffirmation du sentiment identitaire national ukrainien est prévisible. Du moins, un sentiment de fierté et de solidarité a été activé chez la population ukrainienne au pays, aussi bien que dans la diaspora. À Montréal,

les associations ukrainiennes affichant un certain nationalisme revivent à travers ces circonstances.

Une anecdote montre bien l'ambivalence de la situation au plan identitaire pour ces immigrants. Lors des tours de scrutin au moment de cette récente élection, un service de navette fut mis sur pied par une association ukrainienne montréalaise pour permettre aux immigrants d'aller se prévaloir de leur droit de vote au consulat à Ottawa. Durant le trajet en autobus, les participants, majoritairement russophones (entendu ici strictement au sens linguistique), sentirent la nécessité d'échanger entre eux en ukrainien. Ce faisant, ils cherchaient à démontrer leur appartenance à une certaine identité ukrainienne. Bref, ceci n'est qu'un exemple afin de démontrer en quoi il sera intéressant de suivre le développement identitaire et communautaire des Russophones dans les années à venir.

Liste des références

ANDERSON, Benedict. 1991. *Imagined Communities, Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, London; New York: Verso, 2e édition, 224 p.

AREL, Dominique. 2003. « Fixing ethnicity in identity documents: the rise and fall of passport nationality in Russia », *Canadian Review of Studies in Nationalism*, 30, p.125-136.

BACHKATOV, Nina. 1996. « Cinq ans après la dissolution de l'Union soviétique. La CEI entre mythes et réalités », *Le Monde diplomatique*, décembre. <http://www.monde-diplomatique.fr/1996/12/BACHKATOV/7482> (consultation: 7 juin 2004)

BARTH, Fredrick. 1995©1969. « Les groupes ethniques et leurs frontières », dans Philippe Poutignat et Jocelyne Streiff-Fenart, *Théories de l'ethnicité*, Paris : PUF, p. 204-249.

BASTANI, Susan. 2000. « Muslim women on-line », *Arab World Geographer*, 3, 1, p.40-59. www.chass.utoronto.ca/~wellman/publications/index.html (consultation: 20 septembre 2004, version électronique, 33 p.)

BASTENIER, Albert. 1998. « L'incidence du facteur religieux dans la « conscience ethnique » des immigrants marocains en Belgique », *Social Compass*, 45, (2), p. 195-217.

BOUDREAU, Danièle. 1998. *Étude comparative de l'insertion économique et sociale d'immigrants russes et juifs de l'ex-URSS*, mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal, 181 p.

BLOKLAND, Talja. 2003. *Urban Bonds, Social Relationships in an Inner City Neighbourhood*, Cambridge: Polity Press, 246 p.

BRETON, Raymond. 1992. « Collective dimensions of the cultural transformation of ethnic communities and the larger society » dans J. Burnet et al (dir.), *Migration and the transformation of cultures*, Toronto: Multicultural Society of Ontario, p. 3-21.

BRETON, Raymond. 1964. « Institutional, completeness of ethnic communities and the personal relations of immigrants », *American Journal of Sociology*, 70, p. 193-205.

CAUCHY, Clairandrée. 2003. « Les communautés de la nouvelle vague – Conserver la langue et la culture », *Le Devoir*, mercredi 24 décembre.

CHICHEKIAN, Garo. 1995. « The Armenian community of Quebec in a center-periphery situation » dans Témisjian, K. et al, *La langue arménienne : défis et enjeux*, (Actes du colloque tenu le 3,4,5 juin 1994), Montréal : Cercle Culturel Arménien, p. 43-53.

COULON, Alain. 1992. *L'école de Chicago*, Paris : Presses universitaires de France, 127 p. (Collection « Que sais-je? »)

DAVIS, Jerome. 1969. *The Russian Immigrants*, New York: Arno Press, 219 p.

FRANKLIN, Marianne I. 2003. « I define my own identity : pacific articulations of 'race' and 'culture' on the Internet », *Ethnicities*, vol.3, # 4, p. 465-490.

GANS, Herbert J. 1979. « Symbolic Ethnicity : the future of ethnic groups and cultures in America », *Ethnic and Racial Studies*, 2, 2, 1979, p. 1-20.

GEMENNE, François. 2002. *Russian Immigrants in Israel: Changing the Patterns of the Israeli Society*, Working Paper, CEDEM, Université de Liège. www.ulg.ac.be/cedem/workingpapers.html (consultation : 2 mars 2004, version électronique, 35 p.)

GERMAIN, Annick. 2004. « Capital social et vie associative de quartier en contexte multiethnique : quelques réflexions à partir de recherches montréalaises », *Revue de l'intégration et de la migration internationale*, vol.5, no 2, p. 191-206.

GERMAIN, Annick. 2002a. « La culture urbaine au pluriel ? Métropole et ethnicité », dans Lemieux, D., *Traité de la culture*, Québec : Les éditions de l'IQRC, p. 121-134.

GERMAIN, Annick et Francine Dansereau. 2002b. « Fin ou renaissance des quartiers? Les significations des territoires de proximité dans une ville pluriethnique », *Espaces et Sociétés*, no. 108-109, p.11-28.

GERMAIN, Annick. 1998. *L'étranger et la ville*, Montréal : INRS-Urbanisation, 16 p. (Collection « Culture et Ville »)

GERMAIN, Annick. 1995. *Cohabitation interethnique et vie de quartier*, Québec : Ministère des affaires internationales, de l'immigration et des communautés culturelles; Montréal : INRS-Urbanisation, 325 p.

GODIN, Jean-François. 2004. *L'insertion en emploi des travailleurs au Québec en vertu de la grille de sélection de 1996, partie 1, rapport synthèse*, Québec : Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, Direction de la population et de la recherche, 60 p.

GUBANOVA, Irina. 1995. *Adjustment Process of Russian Immigrants in California*, thèse de doctorat, San Jose State University, 73 p.

HELLY, Denise. 2004. « Le financement des associations ethniques par le programme du Multiculturalisme canadien », dans Manço, Altay, Joseph Gatugu et Spyros Amoranitis (dir.) (à paraître), *La vie associative des immigrants : quelles valorisations politiques? Perspectives européennes et canadiennes*, Paris : L'Harmattan, (Collection « Compétences interculturelles »).

HELLY, Denise. 1997. *Revue des études ethniques au Québec, 1977-1996*, Ottawa : Citoyenneté et immigration Canada, Projet Métropolis, 280 p.

JELETZKY, Tamara F. et al. 1983. *Russian Canadians, their past and present*, Ottawa: Borealis Press, 258 p.

JUSTUS, Martha. 2004. « Les Immigrants dans les villes canadiennes », *Nos diverses cités*, no.1, printemps, Métropolis, p.39-46.

JUTEAU, Danielle. 1999. *L'ethnicité et ses frontières*, Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 226 p.

KELEBAY, Yarema G. 1980. « Three fragments of the Ukrainian community in Montreal, 1899-1970: A Hartzian Approach », *Canadian Ethnic Studies*, vol. XII, no. 2, p.74-87.

KEUROGHLIAN-BOUDJIKANIAN, Aïda A. 2003. *L'insertion résidentielle et économique des Arméniens de Montréal: comportements d'une communauté culturelle ou d'une communauté diasporique ?*, Thèse de doctorat en géographie, Université de Montréal, 247p.

KOSACHOVA, N.G. 1983. « The Doukhobors », dans Jeletsky, T.F. et al., *Russian Canadians, their past and present*, Ottawa : Borealis Press, p.11-47.

LABELLE, M. et J.J. Lévy. 1995. *Ethnicité et enjeux sociaux*, Montréal : Liber, p. 22-34.

LABELLE, M. et al. 1993. « La question nationale dans le discours de leaders d'associations ethniques de la région de Montréal », *Cahiers de recherche sociologique*, no. 20, p.85-111

LAITIN, David, D. 1998. *Identity in Formation. The Russian-Speaking Population in the Near Abroad*, Ithaca, NY : Cornell University Press, 417 p.

LOPEZ, M.G. 2003. *L'insertion urbaine des immigrants Latinos-Américains à Montréal. Trajectoires résidentielles, fréquentation des commerces et lieux de culte ethniques et définition identitaire*, thèse de doctorat, Montréal : Université du Québec, INRS - UCS, 333 p.

MANNONI, P., N. Barthe. 1985. « Le jeu des identités culturelles dans les relations interethniques et intra-ethniques chez les migrants », *Revue internationale d'action communautaire*, 14/54, p.97-101.

MARTINIELLO, Marco. 1995. *L'ethnicité dans les sciences sociales contemporaines*, Paris : Presses universitaires de France, 128 p. (Collection « Que sais-je? »)

McNICOLL, Claire. 1993. *Montréal, une société multiculturelle*, Paris : Belin, 317 p.

MOGILJANSKY, M.I. 1983. « The First Russian Settlers in Canada », dans Jeletzky, T.F et al., *Russian Canadians, their past and present*, Ottawa: Borealis Press, p.1-9.

MIYARES, I.M. 1998. « « Little Odessa » - Brighton Beach, Brooklyn : An examination of the former Soviet Refugee Economy in New York City », dans David H. Kaplan, *Urban Geography*, vol.19, #6, p. 518-530.

NAGEL, Joan. 1994. « Constructing ethnicity : creating and recreating ethnic identity and culture », *Social Problems*, 41, 1, p.152-176.

ORLECK, Annelise. 1999. *The Soviet Jewish Americans*, Westport, Conn.; London: Greenwood Press, 216 p.

ORLECK, Annelise. 1987. « The soviet Jews: life in Brighton Beach, Brooklyn » dans N. Forner, *New Immigrants in New York*, New York, Columbia University Press, p. 273-304.

PONOMAREFF, C.V. 1983. « Russian Immigration to Canada, 1917-1939 », dans Jeletsky, T.F. et al., *Russian Canadians, their past and present*, Ottawa: Borealis Press, p. 49-66.

PROUJANSKAÏA, Ludmila. 2004. « Au Québec la langue de Pouchkine et de Vyssotski n'est pas en danger », *La Revue Russe*, no 24, p. 73-78.

PROUJANSKAÏA, Ludmila. 2002a. « Les Russes au Québec: entre l'anglais et le français », *Le Devoir*, vendredi 25 octobre.

PROUJANSKAÏA, Ludmila. 2002b. « 1991-2001 - Dix ans d'immigration postsoviétique au Québec », *Le Devoir*, jeudi 24 octobre.

PROUJANSKAÏA, Ludmila. 1998. « Le Québec «à la russe» », *Le Devoir*, 2 février.

QUAN HASSE, Anabel et al. 2002. « Capitalizing on the Internet: network capital, participatory capital, and sense of community » in Wellman, Barry et Caroline Haythornthwaite (eds), *The Internet in Everyday Life*, Oxford: Blackwell, p.291-324
www.chass.utoronto.ca/~wellman/publications/index.html
 (consultation : 24 septembre 2004, version électronique, 46 p.)

ROY, Gabrielle. 1978. *Fragiles lumières de la terre, écrits divers, 1942-1970*, Montréal : Les Quinze, 240 p.

SHASHA, Dennis, M. Shron. 2002. *Red Blues, Voices from the Last Wave of Russian Immigrants*, New York : Holmes & Meier, 258 p.

SIMMEL, Georg. 1979©1903. « Métropoles et mentalités », dans Grafmeyer, Yves et Isaac Joseph, *L'école de Chicago, naissance de l'écologie urbaine*, Paris : Aubier, p. 61-77.

SIMMEL, Georg. 1979©1908. « Digression sur l'étranger », dans Grafmeyer, Yves et Isaac Joseph, *L'école de Chicago, naissance de l'écologie urbaine*, Paris : Aubier p.53-60.

STRUVE, Nikita. 1996. *Soixante-dix ans d'émigration russe, 1919-1989*, Paris : Fayard, 303 p.

THUAL, François. 1995. *Les conflits identitaires*, Paris : Ellipses, 191 p.

WELLMAN, Barry et B. Leighton. 1981. « Réseau, quartier et communauté, préliminaire à l'étude de la question communautaire », *Espaces et sociétés*, 38-39, p.111-133.

WELLMAN, Barry et Milena Gulia. 1999. « Net surfers don't ride alone: virtual communities as communities », in Wellman, Barry (ed), *Networks in the Global Village*, Boulder, CO: Westview Press, p. 331-367.

www.chass.utoronto.ca/~wellman/publications/index.html
 (consultation : 14 octobre 2004, version électronique, 26 p.)

WIRTH, Louis. 1980©1925. « Le retour au ghetto », *Le ghetto*, trad. de Pierre-Jacques Rojzman, Grenoble : Presses universitaires de Grenoble, chap. 13, p.269-287.

YUZYK, Paul. 1967. *Canadiens Ukrainiens, leur place et leur rôle dans la vie canadienne*, Winnipeg : Association Ukrainienne des Lecteurs, 99 p.

ZELINSKY, Wilbur. 2001. *The Enigma of Ethnicity, another American Dilemma* , Iowa City: University of Iowa Press, 315 p.

ANONYME. 2004. « Le nationalisme américain à l'œuvre », *Le Devoir*, lundi 22 novembre.